

le procureur général
de la Cour de sûreté
donné sa démission

LIRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Australie, 1 AU ; Belgique, 10 sch. ; Brésil, 120
cr. ; Canada, 50 c. ; Danemark, 3 kr. ; Espagne,
20 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 100
dr. ; Iran, 45 rials ; Italie, 200 L. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,78 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,28 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 12
5, RUE DES ITALIENS
75437 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4297-23 Paris
Tél. Paris n° 68072
Tél. : 246-72-23

LIBÉRATION DE MM. BUKOVSKI ET CORVALAN

Les États-Unis ont participé activement

Une date

18 décembre 1976 marque dans l'histoire de la résistance entre deux États aux non seulement différents farouchement opposés. La mission d'échanger des prisonniers politiques entre S.S. et le Chili paraissait un geste de pure propagande d'elle était faite par le général Pinochet. On une manifestation de générosité lorsqu'elle nait d'organisations qui ont le bon combat pour la se des droits de l'homme. Il semblait être une utopie, un idéal. M. Louis Corvalan, le secrétaire général du communiste chilien, dont les redoutaient depuis le coup d'État de 1973 qu'il ne fût exécuté la liberté. En même que M. Vladimir Boukovski, testataire soviétique dont de santé inspirait de grandes inquiétudes à ses proches.

Le général Pinochet engagé le processus qui a été à cette date libération. L'été 1975, l'idée d'une en liberté simultanée des niers en U.R.S.S. et au sans aucun doute à met- tants l'embaras la première sance communiste du de. Il entendait montrer le dictateur rouge n'avait n souci des droits de l'homme. Prévoyait-il à ce nent que sa suggestion, ise, amplifiée, précisée nota- t par Amnesty International par l'académicien Sakharov, traitait un jour ?

Les dirigeants soviétiques, eux, maintes fois assuré qu'ils ne révélerait jamais à de tels s. En U.R.S.S., répo- ils, les prisonniers ont été amnés parce qu'ils ont violé is de leur pays, et les auto- judiciaires n'ont pas de te à rendre aux organisations x personnalités étrangères qui viennent en faveur des déte- Pourant, ils ont fini par tre en considération les dé- ches qui se multipliaient. La commence à être longue des sataires soviétiques qui sont de la prison à l'exil, qui és plus ou moins discrète- autorisés ou invités à quitter pays.

envoyant à l'étranger des nes qui ont fait la preuve de détermination, les dirigeants liques ne prennent-ils pas un e ? Les témoignages des réfu- terment aux yeux de l'opio- occidentale l'image que bea- se faisaient de l'U.R.S.S. is des décennies, l'existence camps de travail était connue. La puissance de son idée nityne a donné une idée sante de la réalité. Les partis unistes eux-mêmes, pour qui fidélité inconditionnelle à on soviétique a été jadis la rre de touche de l'internatio- me prolétarien », ont révisé conceptions. Ils célèbrent les s de l'U.R.S.S. et des autres s socialistes, mais ils ne con- pas comme un modèle la té qui se bâtit à l'Est. r souci de respectabilité inter- male — il faut faire bonne e devant les puissances avec elles on veut coopérer. — par d'humaniser le régime, les sants du Kremlin ont renoncé liser les méthodes expédivres sgle sous Staline. Peut-être apparait-il que les contesta- s irréfutables sont moins sereux dehors que dedans. groupes clandestins qui mili- pour la reconnaissance des s civiques sont animés par poignés de militants. Quand t- est sont incarcérés, leur fer- s entrent la flamme. L'exil sère un autre moyen de déca- ces mouvements.

Une suite de l'expulsion, la nation marque cependant incontestable progrès dans toire de l'U.R.S.S. Le temps t plus ou les opposants étaient lamnés au châtiment suprême la mort lente dans un camp, e à franchir une nouvelle e, et pas seulement dans les s socialistes : que dans tous s du monde la notion même élit politique soit enfin const- e comme une absurdité.

aux tractations

Le contestataire soviétique Vladimir Boukovski est arrivé à Zurich, samedi 18 décembre, peu après 12 h. 30, à bord d'un avion spécial. M. Luis Corvalan, secrétaire général du P.C. Chilien, qui voyageait dans un appareil de la Luft-hansa, via Buenos-Aires et Dakar, est arrivé au même moment. L'échange des pri- sonniers a eu lieu aussitôt après sur l'aéroport.

Le dirigeant chilien avait l'intention de partir très rapi- dement pour Moscou. M. Bou- kovski a été invité en Grande- Bretagne par son ami l'acteur David Markham, venu en Suisse pour l'accueillir.

L'échange de prisonniers avait fait l'objet de tractations discrètes auxquelles les États- Unis avaient pris une part active.

De notre correspondant

Moscou. — Comment l'Union sovié- tique va-t-elle expliquer l'échange Vladimir Boukovski-Luis Corvalan ? Personne ne se rassure, à Moscou, à fournir une réponse à cette ques- tion tant l'information a surpris. Non seulement les observateurs étrangers mais aussi certains officiels qui, s'agissait sans doute d'une inven- tion de la propagande bourgeoise. L'idée d'un échange, prisonnier politique soviétique-chef du P.C. chilien n'est pourtant pas neuve. Elle avait été lancée par la junte de Santiago, voici plus d'un an, mais pour être aussitôt repoussée avec indignation par Moscou. En septem- bre dernier, André Sakharov avait repris l'idée sans entrainer, cette fois, le moindre commentaire sovié- tique. C'est peu après ce nouveau « ballon d'essai » que les négocia- tions sur l'échange Boukovski-Cor- valan avaient discrètement commencé par l'intermédiaire des États-Unis.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

L'ÉCHANGE

Luis Corvalan, communiste chilien, et Vladimir Boukovski, poète soviétique, n'ont pas le droit d'être libres chez eux. Pour eux, la liberté consiste à aller se faire voir ailleurs. Mais Boukovski et Corvalan, s'ils sont libérés, n'ont pas seulement se faire voir ail- leurs, ils devront également au monde ce qui se passe chez eux, annonceront que le gou- lag sert d'alibi à Santiago et que Santiago sert d'alibi au goulag.

Ce genre de vérité met plus de temps à traverser l'espace qu'une bulle de savon, mais finira bien par se graver dans l'esprit des plus sours grâce aux voix mêlées de Bou- kovski et de Corvalan, dont la vérité, qui dit que l'enfer comme la liberté ne se divi- sent pas, finira par abattre les vieilles citadelles détesta- bles.

BERNARD CHAPUIS.

F. Braudel
E. Labrousse

histoire économique et sociale de la France

TOME III : l'avènement de l'ère industrielle (1789 - années 1880) - Vol. 1 et 2

puf

Nouveaux signes de détente au Proche-Orient

Les signes de détente se multiplient au Proche-Orient. Le désir de parvenir rapidement à un règlement du conflit a été invoqué vendredi à Doha par le cheikh Yamani comme l'une des raisons de la limitation de la hausse du « brut » décidée par l'Arabie Saoudite. Le ministre des ressources pétrolières des Emirats arabes unis, qui avait pris la même position contre les autres pays de l'OPEP, a préfacé à ce propos la contrepartie attendue de l'Occident, « dont nous avons besoin dans la recherche d'un règlement pacifique ».

Pour sa part, le roi Hussein de Jordanie s'est dit, vendredi, « optimiste » quant aux chances de la négociation en 1977, assu- rant que l'attitude arabe a été positive et continue de l'être. Enfin, tandis que l'arrivée au Caire, ce samedi 18 décembre, du président Assad consacra la réconciliation syro-égyptienne, les dirigeants palestiniens semblent décidés à engager des négocia- tions sérieuses avec Israël.

Toutefois, au Liban, les forces syriennes, après avoir occupé les locaux de trois publications pro-iraquiennes, ont fermé vendredi le quotidien « Al Safir », qui soutenait les thèses de la gauche. Cette mise au pas progressive de la presse intervient alors que, sur le plan économique, la renaissance du pays commence à se manifester.

Le Liban renaît lentement

De notre correspondant

Beirut. — Deux navires sont entrés dans le port de Beyrouth le vendredi 18 décembre. C'étaient les premiers après neuf mois de fermeture totale, suivis par six mois de demi-parcours et quinze d'activité perturbée. Le port est un champ de ruines, mais l'arri- vée de ces deux petits cargos, déchargés sur camions (faute de moindre entrepôt, dans ce qui fut le premier port de la Méditerranée orientale, est un signe de la reprise normale des activités au Liban).

On trouve un autre signe favo- rable dans les sept mouvements d'avions quotidiens. Le trafic escompté de mille cinq cents passagers par jour est quatre fois plus important que celui des jours qui ont suivi la recouverte de

l'aéroport de Beyrouth. Toutefois, il n'atteint pas même le quart du chiffre habituel avant la crise, et seules cinq compagnies étrangères, Air France (trois vols hebdomadaires Paris-Beyrouth), la K.L.M. Interflug et Aeroflot (un vol chacune), ainsi que Alia (jordanienne, qui assure trois vols) utilisent périodiquement l'aéroport aux côtés des compa- gnies nationales M.E.A. et T.M.A., lesquelles assurent 90 % du trafic. A partir du 1^{er} janvier 1977, la M.E.A. annonce une reprise de son service d'avant juin 1976, avec douze avions desservant Beyrouth, au lieu de cinq actuel- lement.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 4.)

TARIR LA FRAUDE FISCALE

par PIERRE URI (*)

Les événements ne manquent pas qui ont replacé au premier plan le problème fiscal. Impôt séche- resse, qui frappe ceux qui sont déjà les plus frappés. Affaire Dassault, où l'on soupçonne que la loi est utilisée à la limite de toutes les évasions qu'elle permet. Fraude immobilière de Toulon : cinquante millions dérobés au fisc pour une seule ville, et d'im- portance moyenne ; c'est 1 % de la contribution exceptionnelle qui vient d'être demandée aux Fran- çais : on imagine les dizaines de milliards qu'une organisation plus efficace pourrait faire rentrer à l'échelle du pays. Enfin, l'idée de l'impôt sur la fortune, au-delà de 200 millions de francs : le fondement aux yeux de l'opinion en est simple ; la répartition des patrimoines est encore beaucoup plus inégale que celle des reve- nus ; 10 % des ménages com- mandent 55 % des avoirs ; on ne peut amorcer la réduction des inégalités sans demander une contribution particulière aux pri- vilégiés.

L'énormité probable de l'éva- sion, telle que l'affaire de Toulon l'a mise en lumière ou que le Conseil des impôts l'apprecie, exige qu'on cherche tous les moyens d'y mettre un terme. Les contrôles ne peuvent être si rapi- dement accrus : on ne multiplie pas d'un jour à l'autre la for- mation des inspecteurs compé- tents. Les pénalités exemplaires pourraient, comme en Amérique, jouer un rôle de dissuasion : elles dépendent des tribunaux qui

jusqu'ici, même dans les fraudes les plus prodigieuses, ont accordé le sursis. Une issue qui mérite d'être explorée à fond, c'est une structure d'ensemble de la fis- calité qui, à travers les recou- pements qu'elle offre, enserrerait les contribuables dans un réseau tel qu'ils ne sauraient dans quel sens ils auraient intérêt à tricher.

On a manqué une magnifique occasion. L'imposition des plus- values, telle que l'avait conçue le Conseil économique et social, aurait mis un terme à la mino- ration des mutations et à celle des successions. Moins les mon- tants déclarés étaient forts, plus le dissimulatoire s'exposait à payer ensuite sur une plus-value élevée. Encore fallait-il qu'il n'y eût pas d'exonération générale sur l'habitation principale ou secondaire. On avait prévu un très généreux abattement sur la valeur d'une habitation par famille, multiplié, en outre, par le nombre de parts au quotient familial. Tous les besoins des familles modestes et moyennes étaient amplement garantis. L'exonération générale, fil- ce sur les appartements de luxe ou les châteaux, portée sur plus de la moitié du patrimoine immo- bilier : les sous-estimations ne se heurteraient donc pas à un contrôle automatique. Au surplus, les incitations demeureront à faire faire des travaux au noir. Et on ne réussira pas à faire rentrer dans le circuit de la T.V.A. et de l'impôt sur les bénéfices la part des activités du bâtiment qui s'échappe.

La relance d'une injustice

L'idée de réduire l'évasion grâce à la structure même du système fiscal et aux recoupements qu'il offre était présente dès le projet de réforme élaboré à la C.G.T. avant la scission de 1948. La T.V.A. y apparaissait pour la première fois et se substitua à la multiplicité des impôts indirects. L'impôt sur le revenu était unifié entre salariés et non-salariés, mais au bénéfice d'une taxe diffé- rentielle sur le capital. Un impôt périodique sur l'enrichissement visait à rattraper à la fois les plus-values nettes globales et les revenus dissimulés dans l'inter-

(*) Membre du Conseil écono- mique et social, membre du groupe des experts du P.S.

M. Chirac souhaite un « vrai débat » entre l'État et les salariés

Alors que M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, était reçu samedi matin 18 décembre par M. Raymond Barre (voir page 25), M. Jacques Chirac avait la veille, à Strasbourg, à l'occasion du premier meeting en province du Rassemblement pour la République, défendu le principe de la politique contractuelle et présenté de nouvelles propositions. Il a souhaité un « vrai débat » entre l'État et les salariés.

Pour la première réunion en province du Rassemblement pour la République, qu'il présida depuis le 5 décembre, M. Jacques Chirac a, repris, à Strasbourg vendredi soir 17 décembre, tous les thèmes du programme qu'il avait exposé à la porte de Versailles lors de la fonda- tion de son mouvement. Il a tout- fois insisté davantage sur certains problèmes actuels, présentés deux propositions et lancé un appel au chef de l'Etat.

L'ancien premier ministre a long- uement évoqué la politique contrac- tuelle s'adressant aux « travailleurs salariés qui doivent obtenir d'exercer leurs responsabilités dans l'entre- prise et dans la nation ». Il a repro- ché à M. Barre de considérer que la lutte contre la hausse des prix devait entraîner un renoncement, même temporaire, à la politique contractuelle. Au contraire, pour M. Chirac, le rétablissement des équilibres économiques ne peut être recherché que par un « dialogue social » se poursuivant parallèlement. C'est pourquoi l'ancien premier ministre a proposé que s'ouvre sans tarder une discussion d'ensemble, un « vrai débat » entre l'Etat, les responsables des entreprises et les représentants des salariés. Ses audi- teurs de Strasbourg ont bien eu l'impression que M. Chirac suggérait là une sorte de nouveau « Grenelle » puisqu'une telle « table ronde » devrait traiter, selon lui, non seule- ment le problème de la hausse du pouvoir d'achat des salariés, mais

aussi les questions relatives à la « participation des travailleurs aux décisions qui les concernent dans l'entreprise ». Par cette attitude, l'ancien premier ministre veut aussi répondre au reproche de « droi- tisme » qui lui est adressé. Evoquant la réforme de l'entre- prise, le président du R.P.R. a ima- giné sinon une notion nouvelle, du moins une autre formulation, celle de la « coorganisation » qui devrait permettre à tous les salariés de participer au « partage des fruits de leurs efforts ». Le thème de la « par- ticipation » que M. Chirac a déjà développé à plusieurs reprises depuis son départ du gouvernement est un « objectif sur lequel il ne transigera pas ».

Trois conditions pour l'Assemblée européenne

L'autre proposition présentée en Alsace par M. Chirac concerne l'Eu- rope. Il a bien laissé entendre qu'il ne refuserait pas l'élection de l'As- semblée parlementaire au suffrage universel, mais il a assorti cet enga- gement de trois conditions qui cor- respondent à celles que le bureau exécutif de l'U.D.R., unanimement, avait lui-même posées le 15 mars dernier. Il s'agit de la limitation des com- pétences de l'Assemblée à celles qui sont prévues par le traité de Rome, du refus de tout scrutin à caractère régional, enfin de l'exigence que l'élection ait lieu simultanément dans tous les États et selon les mêmes règles.

M. Fillimlin, après cet exposé, ju- geait que cette attitude n'était pas en contradiction avec sa propre conception de l'Europe, même si elle n'allait pas aussi loin qu'il le sou- haitait lui-même.

Enfin le président du Rassem- blement tout en s'en prenant au « collectivisme généralisé », au « mythe du socialisme autogestionnaire », au « totalitarisme aveugle », a renouvelé son appel à « tous les Français sans exception », assurant de son respect « tous ses compatriotes » et invitant « tous les hommes de progrès » à le rejoindre. Rappelant que dans tous les domaines les gaullistes avaient eu selon lui, depuis dix-huit ans, le monopole de la réforme, M. Chirac a demandé que la majorité sorte de sa « léthargie » et il a lancé un appel à M. Giscard d'Estaing afin que, comme l'a fait naguère Charles de Gaulle et Georges Pompidou, il in- tervienne dans la campagne électo- rale « le moment venu ». Cette re- quête semblait plus délicate que généralement pressentie.

ANDRÉ PASSERON.

(Lire nos informations page 10.)

« AFFREUX, SALES ET MÉCHANTS »

Les déracinés d'Ettore Scola

Ettore Scola, quarante-cinq ans, qui fut souvent scénariste de Dino Risi, a tourné une douzaine de films depuis 1964. Nous ne connaissons que *Drama de la jalousie* (1970) lorsque, cette année, Nous nous sommes tant aimé a révélé ce réalisateur quasi inconnu et lui a donné, tout de suite, son image de marque.

Peinture de la nostalgie, des illu- sions et désillusions d'une « gé- nération perdue », Scola renouvelait la comédie italienne par le réalisme historique, la chronique psychologi- que et l'éloge de la cinéphilie (réfé- rence à de Sica, Fellini, Antonioni). On lui fit un succès largement mérité, mais dont pâlit un peu aujourd'hui *Affreux, sales et méchants*, présenté dans la sélection italienne au Festival de Cannes et diversement accueilli malgré son grand prix de la mise en scène. Il est toujours tentant de définir un cinéaste par un seul film réussi, accompli en son genre, et que tout le monde a apprécié. Avec Scola, il ne s'agit pas de consécration hâtive, mais d'un malentendu engendré, chez nous, par Nous nous

sommes tant aimés, dont la ten- dresse envers les personnages et la délicatesse de touche ne se retrou- vent pas dans *Affreux, sales et méchants*, comédie d'humour (très) noir alluée dans un bidonville romain. Que Scola, homme de gauche, donne à voir des pauvres, victimes du système capitaliste, qui ne sont ni beaux, ni propres, ni bons, ni vertueux, ni conscients de la lutte des classes, voilà bien de quoi déconcerter les intellectuels canaux et parisiens (ce sont les mêmes) qui n'envisagent le cinéma politique qu'en fonction d'une idéa- lisation du prolétariat ! Il faut dissiper ce malentendu.

D'abord, nuançons. Nous sommes en Italie, du côté de Rome, et les pauvres de Scola, migrants du Sud italien, Pouilles et Sicile, vivent d'activités plus ou moins licites ou pratiquant de bas métiers peu réu- mérés, appartenant, en fait, à un sous-prolétariat replié sur lui-même.

JACQUES SICLIER.

(Lire la suite page 22.)

LA LIBÉRATION DE MM. BOUKOVSKI

Au départ: une boutade du général Pinochet

Le 11 septembre 1975, lors du discours marquant le dixième anniversaire de la prise du pouvoir par la junte militaire, le général Pinochet s'était, une fois de plus, de plus, ému du caractère unilatéral de la campagne mondiale en faveur du respect des droits de l'homme au Chili. Sans reconnaître — comment l'aurait-il pu ! — qu'il y avait eu des abus, au contraire, affirmant-il, le général Pinochet, le chef de l'Etat chilien, n'aurait pas pu, tout au long de son mandat, ne pas avoir eu connaissance de ce qui se passait dans les prisons politiques. Il y voyait la preuve de l'Union soviétique ou les détenus de Cuba. Il y voyait la preuve de la campagne en faveur des droits de l'homme au Chili était orchestrée par le « mouvement communiste international ». Et, comme en matière de défi, il annonçait que le Chili libérerait ses prisonniers quand La Havane et Moscou élargiraient les leurs.

A l'époque, la répression battait son plein au Chili; d'autre part, l'intervention cubaine en Angola n'était pas encore venue souffler le froid sur la détente: la proposition du général Pinochet fut prise pour une boutade et on y accorda peu d'attention dans les cercles officiels.

Ce fut l'honneur de quelques hommes qui se dédient corps et âme, par-delà leurs options politiques, à la défense des prisonniers à travers le monde de l'entendre, de la discuter, de prendre, en quelque sorte, le général Pinochet au mot, mais aussi de saisir ce qu'il y avait en elle de juste: la défense des droits de l'homme ne se divise pas. En octobre dernier, l'assassin contestataire soviétique Sakharov écrivait à M. Brandt, Kresky et Kissinger, pour leur demander de contribuer à « pousser l'idée ». Des déclarations discrètes auraient eu lieu à New York, aux Nations unies, avec le concours des Etats-Unis — les deux pays intéressés, le Chili et l'Union soviétique n'ayant plus de relations diplomatiques depuis le coup d'Etat du 11 septembre 1973.

L'action du « comité Sakharov »

Le 26 novembre dernier, en annonçant la libération d'un nouveau contingent de personnes détenues en raison de l'état de siège, le général Pinochet formulait, cette fois, une proposition concrète, élaborée après de discrets déplacements à Santiago de membres du fameux « comité Sakharov » installé au Danemark. Luis Corvalan serait libéré en échange de l'élargissement de Boukovski, et le sénateur Jorge Montt contre le Cubain Huber Mates.

Parlant, il y a quelques jours, par téléphone, du fond de sa prison, avec un journaliste danois, le secrétaire général du P.C. chilien refusait cet échange. On peut imaginer que, fidèle depuis des décennies à un idéal idéal communiste, Luis Corvalan craignait de se prêter à une opération dont, du fond de sa prison, il était fondé à remarquer surtout ce qu'elle recelait d'antisovietisme.

Tout semblait à recommencer. Les prochains jours permettront sans doute de voir plus clairement quel des deux ex machina a permis de franchir les derniers obstacles de cet « échange » historique. — J.-P. C.

A L'ONU L'ASSEMBLÉE DEMANDE LA LIBÉRATION « IMMÉDIATE » DES PRISONNIERS

Nations unies, New-York (A.P.). Malgré l'annonce de la libération de plusieurs centaines de détenus politiques au Chili, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté, jeudi 18 décembre, par 85 voix contre 12 et 25 abstentions, une résolution qui demande au gouvernement de Santiago la libération « immédiate » de ses prisonniers et exprime « une profonde indignation » de leur détention.

Le contre-amiral Tumaia Huerta, délégué du Chili, a affirmé que son pays a désormais libéré toutes les personnes détenues dans le cadre de l'état de siège proclamé à la suite du renversement du gouvernement Allende par les militaires le 11 septembre 1973.

Au Chili

Un millier de personnes encore emprisonnées et autant de « disparues »

Après la libération de M. Luis Corvalan, il ne reste plus, officiellement, qu'un seul prisonnier politique au Chili: le sénateur communiste Jorge Montt, arrêté au cours de l'été 1974. La responsabilité de son maintien en détention, d'ailleurs, est hautement rejetée par les autorités de Santiago sur M. Fidel Castro: le général Pinochet a, en effet, décidé que M. Montt serait « échangé » contre un ancien dirigeant cubain, devenu anti-cubain, emprisonné à La Havane, M. Hubert Matos. Les dirigeants chiliens ont pu annoncer, après les libérations massives de ces derniers mois, que le camp de concentration de Tres-Alamos (des Trois Feuilles), symbole de la répression consécutive au coup d'Etat militaire, serait prochainement fermé.

Pourtant, la situation des droits de l'homme au Chili continue de susciter, aux Nations unies notamment, « l'indignation ». Est-ce là, comme l'assure l'équipe au pouvoir à Santiago, l'effet d'une « conspiration marxiste internationale » ? Tout en se réjouissant des nombreuses libérations intervenues — mais suivies, comment tout de même l'oublier, de l'expulsion de leurs bénéficiaires — on ne peut malheureusement pas dire que la situation est « normalisée » au Chili, sur ce point comme sur d'autres.

Les activités « subversives »

Jusqu'à une date très récente, le gouvernement du général Pinochet appelait à « prisonniers politiques » les seules personnes détenues en raison de l'état de siège (des intellectuels, administratifs en quelque sorte). Les récentes mesures de libération, et celle de M. Luis Corvalan en particulier, ont profité à la catégorie d'émigrés d'extrême gauche, essentiellement le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire). Les autorités chiliennes, jusqu'alors, refusaient de prendre en compte ces personnes, estimant que les qualifier de « prisonniers politiques » serait injurieux pour la justice de leur pays. Cette fiction est aujourd'hui heureusement réparée.

annonçant que tous les prisonniers de cette catégorie ont été libérés: dans l'ensemble, déclarent-elles, les militaires chiliens n'ont que rarement faussé les chiffres sur ce point précis.

Il reste que les internés administratifs ne sont pas les seuls prisonniers politiques du régime du général Pinochet. D'autres personnes sont persécutées dans ce pays en raison de leurs opinions ou de leurs activités qualifiées de « subversives ». Récemment, à la tribune des Nations unies, le délégué chilien, comprenant sans doute que sa position antérieure était peu crédible après la publication de l'accablant rapport de cette organisation, a admis qu'il y a au Chili 800 personnes entre les mains de la justice militaire ou de l'administration pénitentiaire; autrement dit, des Chiliens qui ont été condamnés par un tribunal militaire ou contre lesquels un procès est en cours d'instruction devant les mêmes instances, en raison de leurs activités sous l'Union populaire, ou de leur liaison avec des organisations d'extrême gauche, essentiellement le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire). Les autorités chiliennes, jusqu'alors, refusaient de prendre en compte ces personnes, estimant que les qualifier de « prisonniers politiques » serait injurieux pour la justice de leur pays. Cette fiction est aujourd'hui heureusement réparée.

Dans un numéro publié il y a trois semaines, l'hebdomadaire *Que Pasa?*, proche des vives de la junte, estimait lui à 3300 le nombre de personnes encore entre les mains de la justice militaire à la suite du coup d'Etat du 11 septembre 1973. Les observateurs estiment que ce chiffre est, trop élevé. L'auteur de l'article a dû vraisemblablement additionner le chiffre des prisonniers politiques du régime, le soin de « travailler » à loisir les opposants. Les chiffres les plus récents permettent d'apprécier cette thèse. Depuis le début de cette année, les arrestations reconnues se montent à une centaine par mois. Ce chiffre représente une amélioration considérable par rapport à l'année précédente, où il était de quatre cents à cinq cents personnes par mois.

politiques de gauche. Les observateurs estiment que le gouvernement pourrait, désormais, commencer à libérer aussi des prisonniers appartenant à cette catégorie.

Reste, en revanche, une troisième catégorie de personnes dont les autorités chiliennes ne sont pas prêtes — et pour cause ! — à faire état: les disparus. Il s'agit là de gens dont l'« enlèvement » a été dénoncé par les familles ou les proches, et dont les pouvoirs publics refusent de reconnaître la détention. De 900 à 1 000 personnes sont actuellement dans ce cas.

Une répression plus « sélective »

Pendant l'été de 1975, la presse du monde entier — y compris, donc, celle de Santiago — s'était intéressée au cas de cent dix-neuf de ces disparus dont deux journaux étrangers, l'un brésilien, l'autre argentin, avaient assuré qu'ils s'étaient entrebâchés dans des règlements de comptes partisans. La thèse, implicitement admise par les autorités, était d'autant moins crédible que plusieurs des « cent dix-neuf » avaient été vus dans des prisons chiliennes. Parmi eux figurait un jeune Français, M. Chanfreau. La plupart sont des personnes ayant eu des responsabilités élevées dans des partis politiques de gauche (P.S., P.C. et MIR pour l'essentiel).

Les observateurs craignent donc que, désormais, le gouvernement chilien n'adopte une autre tactique envers les opposants politiques. Devant le tollé suscité, au plan mondial, par la répression, il pourrait bien avoir décidé d'agir plus discrètement en confiant à la DINA, la police politique du régime, le soin de « travailler » à loisir les opposants. Les chiffres les plus récents permettent d'apprécier cette thèse. Depuis le début de cette année, les arrestations reconnues se montent à une centaine par mois. Ce chiffre représente une amélioration considérable par rapport à l'année précédente, où il était de quatre cents à cinq cents personnes par mois.

En revanche, quatre-vingt-dix personnes ont été portées disparues auprès du Vicaire de la solidarité — émanation de l'Eglise catholique — pour les neuf premiers mois de 1976. Parmi elles, une quarantaine, disparues dans les trois derniers mois, peuvent éventuellement réapparaître, après avoir été convenablement « traitées » par la police politique. Les observateurs ont peu d'illusion sur le sort de la plupart d'autres: elles sont mortes sous la torture ou ont été supprimées.

La répression, c'est indéniablement, considérablement décrié au Chili sur le plan quantitatif. Elle est aussi devenue plus « sélective ». L'appareil du P.C. en particulier, a été largement désarticulé par des arrestations successives. Celui du P.S., décapité lors du coup d'Etat, s'était reconstitué dans l'ombre et a, de nouveau, été frappé. Celui du MIR a vu des corps très forts à partir de fin de 1974.

Les dirigeants de la gauche ont d'ailleurs, admis cette « amolition » de l'appareil de régime. Ils ont décidé de faire désormais, porter l'accent non plus sur la lutte politique clandestine, mais sur « l'action de masse » dans les syndicats, les universités et certaines organisations.

JEAN-PIERRE CLERC.

IL Y A PLUS DE 7 000 DÉTENUX POLITIQUES AU CHILI déclare la sœur du président Allende

San-Francisco (A.P.). — Plus de sept mille détenus politiques sont encore enfermés dans des camps au Chili, a déclaré, vendredi 17 novembre, Mlle Laura Allende, sœur de l'ancien président, de passage à San-Francisco. « La junte militaire chilienne essaie de donner une image différente de la réalité, a-t-elle dit. Je veux que le peuple américain comprenne que la situation n'a pas changé, que la répression est un mode de vie au Chili ». Mme Allende a elle-même passé six mois dans un camp. — (A.P.)

EN MARGE DU DÉBAT DES DOSSIERS DE L'ÉCRAN

Libres opinions

Quel « Aveu » !

par JACQUES STERNBERG (*)

Je n'ai jamais été communiste, on ne peut donc pas me soupçonner d'être stalinien. Je hais l'ordre, la violence, la bureaucratie, la peine de mort, les juges, les policiers et les militaires. De plus, les flux et reflux de la politique ne m'ont jamais fasciné.

Je n'aurais jamais vu *Aveu*, de Costa Gavras. Je l'ai vu à la télévision. J'ai suivi les débats aux « Dossiers de l'écran » et j'ai lu la presse du lendemain.

Et je dois dire que je suis stupéfait. On s'est demandé si oui ou non il était opportun de retravailler ce film en ce moment, le P.C. a fait son mea culpa et a juré que plus jamais des faits pareils ne se reproduiraient, on a discuté les détails et passé au crible, puis on a tamisé, les motivations et les gravitations. Bref, ces deux heures de pellicule ont fait couler des litres d'encre. Mais le sujet de ma stupeur est ailleurs: personne, nulle part, ni dans la presse ni sur le petit écran, n'a dit que le film *Aveu* était un film brutal et tape-à-l'œil, singulièrement peu subtil, trop matraqueur pour être honnête et tellement plateatement subversif qu'on a peine à croire qu'il a été pensé, réalisé et joué par des hommes de gauche. Je regrette, j'ai vu un certain nombre de films américains dont la seule ambition était d'être des œuvres de propagande antisovietique, mais j'ai rarement vu un film aussi anticomuniste que celui-là.

Je le regardais se dérouler et je le suivais en me recroquant mon suspense personnel: « Quand arrivera enfin, dans ce concert de hurlements déchaînés, un être humain, un homme pas tout à fait d'accord avec les ordres et les méthodes stalinistes, une de ces faibles notes dans le cri de haine qui font admettre la vérité: personne n'est jamais tout à fait noir ni tout à fait blanc. » Et puis non, on a subi deux heures de sadisme à jet continu, d'interrogatoires menés par des fous plus ténébreux que ceux de la Gestapo ou de la SS, par des marionnettes goulardes et déchaînées, à croire que les scénaristes, producteur, metteur en scène et acteurs ont été recrutés par des hommes qui n'ont eu qu'un seul but: recruter pour le spectateur moyen — donc prêt à mordre à l'hameçon — l'image nazie lubifiée de tous soviétiques s'apprêtant à bouffer l'Europe le couteau entre les dents.

Je ne suis pas un héros de guerre. La guerre, je l'ai faite malgré moi, sans conviction politique, parce que j'ai été poussé à la faire, étant juif, traqué et promis à la mort. J'ai fait les prisons espagnoles et françaises, j'ai été arrêté par les Allemands et la police de Vichy. J'ai fait les camps de Gurs et de Rivesaltes, je me suis évadé avec Buchenwald ou Auschwitz, je suis tombé tout seul en plein Cantal hérisse de maquisards dans une division allemande, j'ai fait le maquis également, mais si je suis là pour l'écrire, sans m'en vanter, c'est parce que, au sein des pires horreurs, j'ai rencontré des soldats humains qui m'ont aidé, des brutes qui ont eu pitié de moi, des nazis qui ne croyaient qu'à moitié à ce qu'ils faisaient, ou d'autres qui étaient carrément de mon côté et jouaient pourtant un autre jeu.

Voilà très exactement ce qui m'a choqué dans *Aveu*: cette démonstration recueillie, aveugle, bornée, d'une machination, — horrible certes, je ne discute pas cela, — menée dans un bain d'huile où chaque responsable, chaque figurant, tient sans faillir son rôle d'impitoyable justicier jusqu'au bout. On aurait commandé ce film à John Ford, je me demande s'il aurait réussi à le faire aussi efficace, aussi redoutablement décapant, aussi primitif.

On me dira que je divague, que cet *Aveu* est celui de la gauche, qui pense même plus à gauche que je ne pourrais penser pour faire pencher la balance, qu'il faut savoir s'avouer certaines vérités atroces et les mettre dans la même balance. Mais oui, mais oui. Encore faut-il s'entendre sur la façon dont on jette ces vérités dans la balance. Je prétends qu'on les a jetées avec une telle jubilation intellectuelle, donc une telle maladresse, qu'on fait totalement pencher la balance à droite. La satisfaction avec laquelle la presse du pouvoir a repêché *Aveu* et l'événement ne me contredit certainement pas.

(*) Journaliste et écrivain.

Un vainqueur de la torture

par Mgr RIOBÉ (*)

UNE fois de plus, la preuve en est donnée: dans les pays de l'Est, on torturait et on torture encore. La France, les Etats-Unis, les pays du Marché commun se taisent. En d'autres pays du monde, on emprisonne, on torture et on tue. Nous continuons de ne rien dire. Serait-ce par ignorance? Non. Serait-ce par respect pour la souveraineté des autres Etats? Non. Alors, y aurait-il des connivences économiques et politiques entre les grands de ce monde? J'oserais presque l'affirmer, dans la plupart des cas. Car est-il aujourd'hui un pouvoir au monde, un puissant de ce monde, qui soit capable de condamner la torture?

A cette heure même, des cris de tourments montent du fond de ces « salles spéciales » morbondes, aussi bien au Brésil qu'au Chili, en Argentine, en Uruguay ou au Paraguay. Et ces cris ne cessent de hurler dans ma conscience tant que je saurai qu'un de mes frères est nu devant ses bourreaux.

Dans tous ces pays, des militaires ont pris le pouvoir par la force contre le peuple, pour « sauver » l'économie. Mais l'économie de qui? Celle du peuple? Non, car elle va de mal en plus. Mais bien pour sauver, au Chili, l'économie des mines de cuivre en les rendant aux compagnies américaines; pour sauver, en Argentine, l'économie de Renault de Peugeot, de Citroën, de Chrysler et de tes autres; pour sauver, au Brésil, l'économie de Volkswagen de Coca-Cola et de tous les nouveaux conquérants de l'Amazonie; pour sauver, au Paraguay, les intérêts des grands magnats de la contrebande en armes, drogue et cigares.

Devant ces situations dramatiques, que fait la France? Que peut faire la France? Si elle disait ou faisait quelque chose contre ces gouvernements qui font torturer, avec un sadisme incroyable, jusqu'à des femmes enceintes et des enfants de huit ans, si des mesures étaient prises, imposées par la répugnance que devraient engendrer de tels crimes, aussitôt on verrait converger vers l'Elysée tous ceux dont les intérêts ne semblent garantis que par le maintien de ces régimes de terreur.

La France officielle ne peut qu'être d'accord; sans quoi, sa politique étrangère s'effondrerait en même temps que sa politique intérieure. Elle le sait bien, mais elle ne peut l'avouer. Elle se complait. Mais alors, nous, citoyens du monde que nous sommes, citoyens au-delà des frontières créées, puis rompues par les intérêts des grandes puissances, nous tous qui bénéficions un peu ou qui souffrons beaucoup de cette connivence avec les gouvernements qui torturent leurs peuples pour y sauver les capitaux étrangers, sortirions-nous de cette sinistre complicité? Avouons-nous que nous avons favorisé l'invasion des pays forts dans la vie intime des pays du tiers-monde, les exploitant pour assurer notre croissance économique? Crierions-nous suffisamment haut notre erreur pour nous reprendre tous du fillet de Satan qui nous tient prisonniers? Aurons-nous le courage d'apporter notre contribution active aux mouvements qui luttent et courageusement contre la torture? Edigerons-nous de nos futurs candidats aux élections des prises de position fermes et explicites pour l'abolition de la torture?

Après *Aveu*, ce qu'il y a de plus urgent, c'est d'avouer que nous ne pouvons condamner la torture d'où qu'elle vienne, sans contester radicalement la domination politique et économique des pays riches sur les pays pauvres.

Demain, ce sera Nôbé, l'explosion de la vie... une naissance, un Nôbé qui fait mal. Tant de pauvres criant dans les douleurs de l'enlèvement d'un monde où la liberté ne serait plus un vain mot. C'est pour que tous les hommes vivent cette liberté que le Christ est venu il y a deux mille ans: et qu'il a été torturé sur la croix... jusqu'à la mort. Mais, désormais, il existe un vainqueur de la torture, il existe un vainqueur de la mort.

(*) Evêque d'Orléans.

CORRESPONDANCE

Un détail...

M. P. Bonnet, de Mâcon, nous écrit:

Ancien journaliste à l'étranger, je ne suis pas assez naïf pour ignorer ce que signifient des expressions comme « objectivité de l'information ». Cela dit, je ne puis passer sous silence certaines réflexions qui m'ont assailli à la suite des commentaires sur *Aveu*.

A la fin de l'émission, alors que le présentateur, M. Joseph Pasteur, posait cette question à Mme London et à son mari: « Pour quelles raisons n'avez-vous pas été réhabilités à la suite de la condamnation officielle des crimes du stalinisme par le P.C. de Tchécoslovaquie? », Mme London a eu cette réponse qui laisse pantois: « Mais c'est « eux » qui nous ont condamnés et déshonorés. » (Sous-entendu: « Comment voulez-vous qu'ils nous réhabilitent aujourd'hui? »).

Par sagesse et parce qu'il était l'heure d'en terminer, M. Pasteur a ajouté: « Admettons que je n'ai rien dit. » Six cent quatre-vingt révélateur de l'inconscience de la femme de la victime comme de

tout bon militant communiste, la presse française dans son ensemble a observé le silence. La chose eût valait cependant la peine. Ce n'était pas un détail. La preuve en est faite que le P.C. de Tchécoslovaquie n'est pas à la veille de faire entrer de l'oxygène dans ses bureaux de police et que rien n'a changé dans les faits.

Autre chose, moins grave: Par un mot de la presse française sur le regard perdu et l'attitude immobile, végétative, de la victime qui a nom Arthur London. M. Knapa essaierait-il même de nous dire que ce personnage « vidé de son âme » est l'homme total prophétisé par Karl Marx, qui aurait encore des gens de ce pays pour le croire. J'ai vécu le nazisme et je sais de quel je parle. L'âme soignée « la plus intelligente de la Terre » était-elle à croire que « stalinisme, throuchtchevisme, nazisme, communisme ne sont pas « bonnet blanc et blanc bonnet » ?

La caution des professionnels.

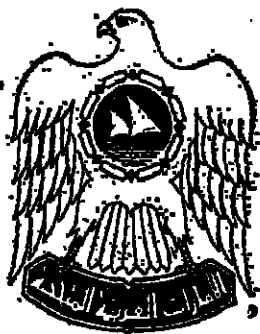
1303 1402 1302

Elipson

Enceintes acoustiques de très haute qualité

مكتبة الأمل

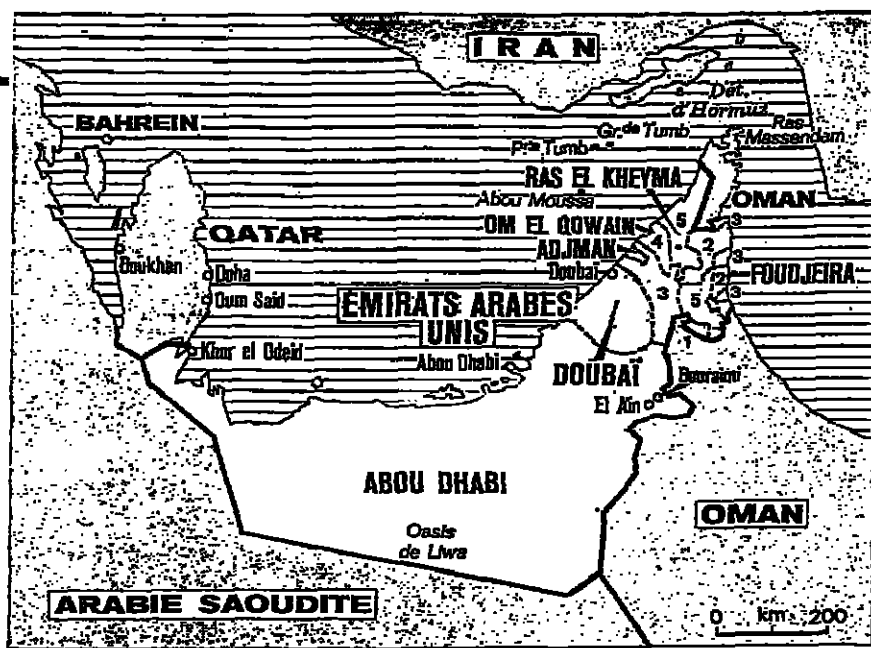
18



LES EMIRATS ARABES UNIS VERS UN ETAT MODERNE

L'Etat des émirats arabes unis, créé le 2 décembre 1971, vient de célébrer le cinquième anniversaire de sa naissance. A cette occasion, le Conseil suprême de la fédération — la plus haute instance des E.A.U. qui groupe les gouverneurs des sept Etats membres — a réuni le cheikh Zayed Ben Sultan El Nahyane, souverain d'Abou-Dhabi, à la tête de la fédération pour un nouveau mandat de cinq ans.

L'extraction pétrolière, cheikh Zayed s'est réuni, au cours des cinq dernières années, un chef d'Etat dynamique et avisé, à qui revient en grande partie le mérite des succès des E.A.U. Dès son accession à la tête de l'Etat en 1971, il avait pris l'engagement de faire de la nouvelle fédération non seulement une entité économique viable et prospère, mais également un Etat moderne et structuré. Cet objectif a été en grande partie réalisé : les E.A.U. constituent désormais une réalité concrète, qui, par leur poids économique et leur présence politique, représentent l'une des principales forces de la région du Golfe. La mise en place des institutions de l'Etat fédéral s'est toutefois révélée plus difficile qu'on le pensait à l'origine. Et le dernier acte officiel de cheikh Zayed avant la fin de son premier mandat a été de proposer au Conseil suprême la transition de la jeune fédération.



1. AJMAN 2. FUJAIRA 3. CHARDJA 4. OM EL QOWAIN 5. RAS EL KHEYMA

Une superficie de 83 000 kilomètres carrés

CAPITALE : Abou-Dhabi (en attendant la construction d'une nouvelle capitale qui serait située entre Abou-Dhabi et Doubaï) ;

SUPERFICIE : 83 000 km² ;

POPULATION : 650 000 habitants (selon un recensement effectué en décembre 1975) ;

DENSITE : 7 habitants au kilomètre carré ;

AEROPORTS : quatre aéroports peuvent

accueillir des vols internationaux : Doubaï, Abou-Dhabi, Chardja et Ras-El-Kheyma.

PORTS : Doubaï est, depuis longtemps, un important port de transit, mais la concurrence d'Abou-Dhabi se fait de plus en plus forte. Les ports de Chardja et de Ras-El-Kheyma sont en construction ;

MONNAIE : 1 dirham = 1,25 franc.

L'IDEE de ce regroupement dans le golfe avait pris naissance, pour la première fois, au début de 1968, lorsque le gouvernement travailliste de Londres avait fait part de son intention de tirer les troupes britanniques de cette zone avant la fin de 1971. Il était alors question d'une fédération à neuf qui engloberait, outre les sept émirats de la « Côte des Pirates » (Abou-Dhabi, Doubaï, Chardja, Ajman, Ras-El-Kheyma, Om-El-Qowain et Ujaïra), les deux importantes principautés voisines de Bahrein et de Qatar.

A l'époque, le climat était à l'euphorie, une « déclaration d'union » était rapidement signée, le 27 février 1968, à Doubaï, par les gouverneurs des neuf émirats, qui instituaient un conseil suprême dans le but de mettre en application les Accords d'union. Trois années de laborieuses palabres ne purent, cependant, venir à bout des différends qui avaient, entre-temps, surgi entre les divers cheikhs, au sujet des richesses du futur Etat unifié. Une rivalité s'était établie entre Bahrein et Qatar, qui entendaient s'assurer une place privilégiée au sein de la future fédération, tout en hésitant à leur sort à celui des principautés suaves de la « Côte des Pirates ». D'autant plus que ces derniers formulent des vœux, souvent inversement proportionnels à leur importance. En outre, grands petits émirats subissaient les pressions de leurs puissants voisins, l'Arabie Saoudite, le Koweït, l'Irak et l'Iran, qui soulaient, déjà, à remplir le « vide » suscité par le départ des troupes britanniques.

Au début de 1971, les accords de Doubaï étaient pratiquement des vides de leur balance et c'est presque avec soulagement que fut accueillie, en juillet, la décision de Bahrein et de Qatar de proclamer leur indépendance en dehors de la fédération en gestation. L'imbroglio devait alors dénouer rapidement et les gouverneurs des six émirats de la « Côte des Pirates » se mettaient d'accord, le 18 juillet, sur le principe de la création d'une fédération réduite à six membres. Cheikh Zayed, du minuscule émirat de Ras-El-Kheyma, se dissocia de ses partenaires qui, à son croire, ne lui faisaient pas la partie la.

La nouvel accord fut d'abord accueilli avec scepticisme : les facteurs qui avaient vider de son contenu la « déclaration d'union » de Doubaï, de février 1968, balançaient : querelles traditionnelles entre familles princières, oppositions écusées de la disparité des richesses naturelles, rigues des puissances voisines, qui s'étaient livrés des alliés parmi les émirats du Golfe. En particulier, les revendications de l'Iran en prévision de contrôler le détroit turmuz rendirent jusqu'à la dernière minute incertaine la naissance de la fédération.

ration. Celle-ci finalement vit le jour à la date prévue malgré le coup de force de Téhéran qui, quarante-huit heures auparavant, faisait occuper par ses forces les trois îlots stratégiques du détroit d'Ormuz — Abou Moussa, qui appartenait à Chardja et les deux Tumb à Ras-El-Kheyma, — marquant ainsi sa volonté de s'ériger en « gendarme du Golfe ».

Certains pensaient, à l'époque, que le nouvel Etat comportait trop d'éléments d'incertitude et de facteurs de division pour pouvoir durer plus de six mois. En fait, les législateurs qui avaient posé les fondements des E.A.U. avaient pris en considération les contradictions inhérentes à la jeune fédération et ses faiblesses en prévoyant une période de transition de cinq ans régie par une Constitution provisoire. Fruit d'un savant dosage, ce document

Cette diatribe visait au premier chef Doubaï, le seul à pouvoir financer, en dehors d'Abou-Dhabi, le développement économique des E.A.U. Cependant, Cheikh Zayed, l'astucieux souverain de cet émirat qui a bâti sa prospérité autour de la fameuse crique de Doubaï, a toujours voulu garder son autonomie économique fondée sur sa vocation commerciale. Il n'a jamais fait preuve d'enthousiasme à l'idée de devenir, à l'instar de Cheikh Zayed, le bailleur de fonds de la fédération et entend consacrer l'essentiel de ses ressources à la réalisation de nombreux et grandioses projets de développement de son émirat, projets qui ne tiennent souvent pas compte de ce qui se fait ailleurs au sein de la fédération. L'un des problèmes les plus graves est précisément celui posé par l'absence de coordination économique entre les émirats.

en sollicitant des concours financiers extérieurs à la fédération. Cheikh Saqr, qui n'avait adhéré aux E.A.U. que trois mois après leur fondation, après avoir perdu tout espoir de voir l'« or noir » jaillir de son sous-sol, envisagerait selon certains de ses proches de faire sécession si les nouvelles opérations de prospection actuellement en cours aboutissaient. Entre-temps, il a pris la tête d'un front d'opposition aux « fédéralistes » d'Abou-Dhabi. En juin 1975, il critiquait ouvertement, au cours d'une interview publiée par le journal koweïtien *Al Qabas*, l'attitude de Cheikh Sultan de Chardja. Ce dernier, selon lui, avait violé la Constitution provisoire de 1971, en acceptant de faire appliquer sur son territoire des mesures décrétées par le gouvernement central, avant l'entrée en vigueur de la Constitution permanente, dont a publication

Une période de transition difficile

ménage aussi bien le désir d'autonomie des princes régnants et leurs susceptibilités que la volonté des « unionistes » d'Abou-Dhabi groupés autour de cheikh Zayed. Une situation paradoxale a été ainsi créée : tous les instruments d'une autorité centrale ont été patiemment mis en place au cours des cinq dernières années (gouvernement central, ministères fédéraux, assemblée parlementaire fédérale), mais ses rouages tournent souvent à vide en raison de l'opposition des cheikhs, qui s'accrochent jalousement à leurs prérogatives ancestrales. La constitution provisoire stipule que le budget fédéral doit être alimenté par 10 % des revenus de chaque émirat, mais, dans la pratique, il est presque entièrement financé par Abou-Dhabi ; cette même constitution prévoit la création de forces de défense et de sécurité centralisées, mais elle accorde aux émirats le droit d'entretenir leur propre armée et leur gendarmerie.

On a souvent parlé à ce propos d'un antagonisme entre les partisans d'une simple union fédérale et les tenants d'un système fédéral hautement centralisé. Certains prétendent utiliser le terme de « conceptions divergentes ». Quoi qu'il en soit, il est clair qu'un certain malaise s'est installé vers le milieu de l'année 1975 entre les « fédéralistes » d'Abou-Dhabi et ceux qui voudraient perpétuer l'ambiguïté de la situation. Les divergences éclatèrent au grand jour, pour la première fois, au début de mai 1975, lorsque l'organe officiel de la fédération *Al Ittihad* (la Fédération) vint l'abandon en reprochant amèrement à « ceux qui en avaient les moyens » de refuser de contribuer au financement du budget fédéral.

phénomène qui se manifesta parfois sous la forme d'une concurrence débridée. C'est ainsi que la cale sèche pour superpétroliers que Doubaï construit actuellement entraine en compétition directe avec celle, plus rentable, que l'O.P.A.E.P. entreprend à Bahrein avec le concours de capitaux fournis notamment par les E.A.U. Autre point litigieux : l'unification des forces armées des émirats n'a toujours pas été réalisée malgré les nombreux projets de fusion présentés par des experts militaires arabes. En attendant, Abou-Dhabi maintient une armée de près de vingt-cinq mille hommes dotée d'un armement ultra-moderne. En comparaison, les trois mille soldats et officiers des forces de défense de l'Union (supposées être l'armée de la Fédération) paraissent quelque peu dérisoires. De son côté, Doubaï entretient une armée de deux mille hommes et Ras-El-Kheyma neuf cents suppléés commandés par un officier britannique. En revanche, Cheikh Sultan de Chardja démantelait, en novembre 1975, sa garde nationale et plaçait ses forces de gendarmerie et ses troupes de justice à la disposition des autorités fédérales. Il adoptait aussi, pour la première fois, le drapeau de la Fédération. En échange, il obtenait une aide précieuse de la trésorerie fédérale grâce à laquelle il a pu surmonter de sérieuses difficultés financières suscitées par une politique ambitieuse d'expansion économique.

Cheikh Saqr de Ras-El-Kheyma a su jusqu'à présent éviter de passer sous les fourches caudines du gouvernement central en limitant ses dépenses d'investissement et

était prévue pour le cinquième anniversaire de la création des E.A.U.

La Constitution permanente élaborée prévoit le renforcement des institutions fédérales et l'abrogation de certaines prérogatives dont jouissent encore les dirigeants des émirats, n'a pas été adoptée. Devant l'opposition grandissante des « traditionalistes », le Conseil suprême de la Fédération proposa en juillet le maintien de la Constitution provisoire pour une nouvelle période de cinq ans. En octobre, l'Assemblée législative fédérale ratifiait cette proposition en exprimant cependant le souhait que certaines des dispositions les plus controversées de la Constitution provisoire soient amendées dans le sens d'un renforcement du pouvoir fédéral, notamment en matière de sécurité, de défense et dans les domaines budgétaires et financiers.

Ainsi, l'épreuve de force que certains redoutaient, dès août dernier, quand Cheikh Zayed menaçait de ne pas briser un nouveau mandat, n'a pas eu lieu. Les innombrables messages qu'il a reçus, lui demandant de ne pas se démettre, tendent à démontrer que Cheikh Zayed est indispensable à la survie de la fédération. Sa réélection à la tête de l'Etat, le 30 novembre dernier, pour un nouveau mandat de cinq ans, indique qu'il dispose du soutien de l'ensemble de ses pairs. Ces derniers n'ignorent certes pas que le président des E.A.U. est fermement décidé à mener à bon terme l'entreprise de modernisation des structures politiques de la Fédération. La mini-crise que vient de surmonter le jeune Etat n'a fait que ralentir le processus d'unité.

JEAN GUEYRAS.

Une prospérité basée sur la manne pétrolière

COMME quelques rapaces, les banques se rapprochent de leur proie préférée, l'argent. Au début des années 60, il y avait trois succursales de banques britanniques dans les émirats qui forment, depuis 1971, les Emirats arabes unis. Aujourd'hui, trois cent cinquante agences représentent cinquante de ces organismes — plus d'une pour deux mille habitants — et huit nouvelles banques étrangères viennent d'être autorisées à opérer dans les émirats, au grand dam de leurs concurrentes en place. Pêcheurs de perles, producteurs de dattes ou gardiens de chèvres, l'essentiel de la population de cette partie du Golfe, n'avait nul besoin d'un banquier : mais les revenus pétroliers sont en train de transformer la vie de ces anciens pauvres à une vitesse vertigineuse. Le pétrole rapporte à Abou-Dhabi, principal producteur des Emirats arabes unis, 35 millions de dollars en 1965, 230 millions en 1970, 1 milliard en 1975, 5,16 milliards en 1974 et en 1976 ces revenus dépasseront 6 milliards de dollars.

Il y aura bientôt quarante ans que la première concession fut accordée à la Petroleum Development Trucial Coast (P.D.T.C.), une filiale de l'Iraq Petroleum Company. Mais ce n'est qu'en 1969 qu'est découvert l'important gisement de Murban, mis en production par le successeur du P.D.T.C., l'Abu Dhabi Petroleum Company (A.D.P.C.). B.P., Shell, la Compagnie française des pétroles et NEDEC (Esso et Mobil) se partagent équitablement le capital de l'A.D.P.C. sans oublier la part de M. Gulbenkian (5 %). En 1975, le champ de Murban a fourni 42,7 millions de tonnes de pétrole.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 7.)

La Société Générale et son réseau Moyen-Orient

Dans la Fédération des Emirats Arabes Unis, elle met à votre disposition :

UNITED ARAB BANK
(Banque affiliée dont elle assure la Direction Générale)
— Sharjah, tél. 24111/2/3
— Abu Dhabi, tél. 25000
— Deira (Dubai), tél. 20181/2/3
— Ras Al Khaimah, tél. 29356

Dans les autres pays du Moyen Orient :

— à Bahrein : sa propre succursale de Manama, tél. 53641
— à Oman : la banque AL AHLI AL OMANI, tél. 701044
(Banque affiliée dont elle assure la Direction Générale)
— en Egypte : son Bureau de Représentation Régional du Caire, tél. 24057

En Europe, ses affiliations mixtes :

— French Arab Bank for International Investments (FRAB BANK INTERNATIONAL) Paris, tél. 553.05.69
— European Arab Bank (Bruxelles, tél. 219.42.30 — Francfort, tél. 23.27.07 — Londres)

Et à Paris :

— Ses spécialistes de la Direction de l'Etranger.
Secteur Proche et Moyen-Orient, tél. 266.54.00



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
la banque française et internationale

29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, tél. 266.54.00

(PUBLICITÉ)

1971-1976 : cinquième anniversaire



Son Altesse le président Cheikh Zayed bin Sultan al-Nahyan, le premier président des Emirats arabes unis et souverain d'Abou-Dhabi.

des EMIRATS ARABES UNIS



Emirats Arabes Unis

Un pays créé par la volonté politique

Les Emirats arabes unis (E.A.U.) sont une union de sept émirats (décrits ci-dessous) connus précédemment sous le nom de Trucial States (Etats de la Trêve). Les émirats étaient tous des établissements côtiers, bien que certains d'entre eux aient possédé — et possèdent encore — des

enclaves à l'intérieur des terres, entourées par un ou plusieurs autres émirats, à la suite de traditions ancestrales et de droits aux pâturages et aux points d'eau d'une importance vitale. La surface totale des E.A.U. est d'environ 85 470 kilomètres carrés. Par comparaison, la superficie de l'Autriche est d'en-

viron 83 848 kilomètres carrés, et la population est estimée à 689 000 personnes.

● Abou Dhabi

SOUVERAIN : Son Altesse Cheikh Zayed bin Sultan al-Nahyan (président des Emirats arabes unis). Abou-Dhabi, de

joins le plus vaste des émirats et le plus riche en revenus pétroliers, couvre 67 940 kilomètres carrés et occupe la plus grande partie de la côte des E.A.U. sur le golfe intérieur.

La population d'Abou-Dhabi a connu une croissance très rapide, passant d'environ 45 000 personnes en 1968 à un chiffre estimé de 250 000 habitants aujourd'hui.

● Dubai

SOUVERAIN : Son Altesse Cheikh Rashid bin Saïed al-Maktoum (vice-président des Emirats arabes unis). Dubai a une population estimée aujourd'hui à environ 215 000 personnes pour une superficie de 3 885 kilomètres carrés environ. Cet émirat est situé immédiatement au nord d'Abou-Dhabi. La plus grande partie des habitants vit dans la ville de Dubai, renommée de longue date pour sa belle « crique » naturelle.

● Sharjah

SOUVERAIN : Son Altesse Cheikh Sultan bin Mohammed al-Qasbi. Sur un territoire de 2 590 kilomètres carrés, comprenant deux enclaves à l'intérieur des terres et trois territoires sur le golfe d'Oman, la population de Sharjah (220 000 personnes environ) maintient sa forte position comme centre commercial dans la région du Golfe.

● Ras-Al-Khaimah

SOUVERAIN : Son Altesse Cheikh Saïd bin Mohammed al-Qasbi. Cet émirat de 1 683,5 kilomètres carrés, qu'on estime peuplé de soixante-dix mille personnes, est également situé sur une crique du Golfe. C'est la principale région agricole des émirats, grâce à des plaines fertiles et à un climat favorable. Il fait des progrès importants dans le domaine de la technique agricole.

● Fujairah

SOUVERAIN : Son Altesse Cheikh Hamad bin Mohammed al-Sharqi. Seul émirat à être entièrement situé sur la côte Batinah du golfe d'Oman, Fujairah couvre 1 165 kilomètres carrés et il a une population d'environ dix-huit mille personnes qui a plus que doublé au cours de l'année dernière.

● Ajman

SOUVERAIN : Son Altesse Cheikh Rashid bin Humaid al-Nasmi. Le minuscule émirat d'Ajman, plus petit membre des E.A.U., occupe qu'environ 259 kilomètres carrés et y compris son territoire principal entièrement inséré dans Sharjah et deux enclaves lointaines et totalement situées à l'intérieur des terres. La population est de vingt-quatre mille personnes environ et le souverain a des espoirs de voir aboutir les recherches pétrolières.

● Umm-Al-Qaiwain

SOUVERAIN : Son Altesse Cheikh Ahmed bin Rashid al-Mulla. Comme les autres villes de la côte, Umm-Al-Qaiwain est construite sur une crique et occupe une surface triangulaire d'environ 777 kilomètres carrés, entre Sharjah et Ras-Al-Khaimah. Ses dix-huit mille habitants dépendent surtout de la pêche, de l'élevage et de quelques cultures.

Diversité et progrès

Feu de nations sont nées d'une diversité aussi grande que celle que connaissent les sept émirats qui se sont regroupés pour former les Emirats arabes unis. Grands et petits, riches et pauvres, établis de longue date ou nouveaux venus (Fujairah, le plus récent, n'a obtenu qu'en 1957 la reconnaissance de son indépendance), les Emirats arabes unis ont résisté à l'épreuve du temps et ont surmonté bien des vestiges d'un passé marqué par la division, le retard économique et l'absence d'une identité nationale. Les progrès dans tous les domaines ont été spectaculaires jusqu'à présent : les souverains et les émirats s'attendent à ce que cela continue.

< NOUS N'AVONS PAS OUBLIÉ NOTRE PAUVRETÉ, NOUS PARTAGERONS NOS RICHESSES >

Les Emirats arabes unis organisent leurs ressources pour contribuer à un monde meilleur

DEUX anecdotes tirées des débuts de l'histoire récente des Emirats arabes unis et concernant l'une et l'autre le cheikh Zayed, souverain d'Abou-Dhabi, qui est devenu le premier président de la nouvelle union, contribuent à illustrer l'une des valeurs fondamentales de cette nouvelle nation, petite par la géographie mais bête par l'économie.

La première date du temps où le cheikh Zayed, apprenant qu'il allait devenir le souverain de l'émirat d'Abou-Dhabi (il gouvernait précédemment le district d'Al-Aïn), prit le temps de se retirer dans le désert et d'y méditer sur l'avenir de son peuple et de son pays, que l'on savait déjà très riche en pétrole. Beaucoup d'objectifs et de plans aux vastes conséquences devaient sortir de cette période de réflexion, mais l'un d'eux allait définir la philosophie qui guide les E.A.U. d'aujourd'hui. Lorsque le cheikh Zayed revint de sa méditation solitaire dans le désert, il annonça à ses pairs les cheikhs et à son peuple : « Cette richesse n'est pas seulement pour nous ; elle doit être partagée, et cette aide sera un investissement pour notre pays. »

Et quelques années plus tard, lors de la formation des E.A.U., c'est au cheikh Zayed que le président de la Cour suprême s'est adressé en ces termes, à l'occasion de sa prestation de serment comme premier président des E.A.U. : « Vous devez régner avec justice. Ne faites aucune différence entre riches et pauvres, ni selon la nationalité. »

Au cours des années qui se sont écoulées depuis ces deux

événements, des changements incroyables se sont produits, tant dans les E.A.U. que dans le monde extérieur, mais la nation s'est constamment attachée à la vision d'un monde meilleur et a soutenu ce rêve grâce à des dons remarquables de ténacité et de sens de l'Etat.

Partage sans égal

C'est sans doute à Vienne, en août 1975, que l'opinion mondiale a le mieux saisi l'importance des efforts entrepris par les E.A.U. dans le domaine de l'aide, lors d'un séminaire sur les problèmes de la santé et de la misère à l'échelle mondiale. Au cours de cette réunion, Son Excellence Mansour Saïed Al-Othaim, ministre du pétrole et des ressources minières, a présenté quelques chiffres soumis à l'attention des membres du séminaire.

Il a déclaré que les Etats membres de l'OPPEP avaient fourni en moyenne, en 1974, une contribution à l'aide aux pays en voie de développement égale à 6 % de leur P.N.B., alors que celle des pays industrialisés n'avait été, en moyenne, que de 0,5 %. Quant au chiffre des E.A.U., il a été de 20 % en 1974 et de 25 % en 1975. De quelque façon que l'on mesure, les E.A.U. peuvent prétendre à la première place comme source d'aide pour les pays en voie de développement par rapport à leur population et à leur P.N.B.

Les prêts et subventions des E.A.U. aux pays en voie de développement économique représenté un total de 554 millions de dollars. En 1975, il a été alloué 1,254 milliard de dollars.

L'une des raisons de cette politique doit être trouvée dans le fait que l'époque où les E.A.U. eux-mêmes étaient pauvres n'appartient qu'à une époque de l'histoire ancienne. La définition précoce, par le cheikh Zayed, de ce qu'apporterait l'avenir, reste au premier plan de la pensée dans les E.A.U.

Lors de la réunion de Vienne déjà citée, le ministre Al-Othaim a poursuivi ainsi son propos : « Nous sommes pleinement conscients, dans les Emirats arabes unis, du sort des pays pauvres sous-développés et nous nous rendons compte que ce que Dieu nous a donné doit être utilisé non seulement pour relever le niveau de vie de nos propres citoyens, mais aussi pour aider les citoyens de pays moins fortunés. »

Si cette perspective constitue dans les E.A.U. une croyance profonde et fondamentale, c'est une opinion qui contient également une certaine part de réalisme. Quand on pense au sujet de l'aide économique, « A notre époque, a déclaré Saïed Mansour, on ne peut pas se permettre de regarder les choses d'un point de vue idéaliste. »

Le plus important instrument d'application de la politique d'aide économique extérieure est le Fonds d'Abou-Dhabi pour le développement économique arabe (ADFPAED). Lors de sa création en juillet 1971, il a été financé par un capital autorisé de 120 millions de dollars. Depuis lors, pour tenir compte de l'évolution rapide des réalités mon-

diales, de l'augmentation des revenus pétroliers et de sa propre capacité de faire face à des responsabilités sans cesse plus grandes, le capital de l'ADFPAED a été élevé à 500 millions de dollars et, depuis juillet 1974, le Fonds a cessé d'être exclusivement arabe dans ses domaines d'opérations.

Engagement

pour un monde meilleur

Une grande partie de la communauté mondiale ne savait pas grand-chose de cette nouvelle nation avant que sa fondation et son appartenance aux organisations internationales ne soient connus. L'occasion de s'adresser au monde dans des forums qui peuvent conduire à des efforts plus productifs.

Le 6 décembre 1971, les E.A.U. sont devenus membres de la Ligue arabe et, au début de 1972, ils sont devenus le cent trente-deuxième membre des Nations unies. En quelques mois, les E.A.U. ont été admis à la Banque mondiale, à l'Organisation internationale du travail, à l'Organisation mondiale de la santé et de l'UNESCO. En octobre 1974, les E.A.U. ont adhéré à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international. Les E.A.U. jouent également un rôle dirigeant dans l'OPPEP et l'OFPAEP.

Politique étrangère

Dans le domaine des affaires étrangères, les E.A.U. se considèrent, entre de nombreuses

Le Fonds d'Abou Dhabi gère 500 millions de dollars pour l'aide au développement

PIERRE de votre des programmes d'aide économique des Emirats arabes unis, le Fonds d'Abou-Dhabi pour le développement économique arabe a été fondé en juillet 1971 par le cheikh Zayed, alors (comme aujourd'hui) souverain d'Abou-Dhabi, avant de devenir le premier président des E.A.U.

Dès le tout début on est apparu la capacité de partager la richesse financière dérivée des revenus pétroliers des émirats, la question s'est posée du meilleur emploi possible de ces capitaux. Il s'agissait de sommes à partager, hors des émirats, avec des pays moins fortunés, dont les situations de sous-développement pouvaient être parfaitement comprises par les peuples des émirats, qui, dans un passé récent, avaient connu des contraintes similaires, à cause d'un manque de richesses nationales.

Il n'a pas été difficile de tracer les premières directives pour l'utilisation des ressources financières de l'ADFPAED. Dans le monde du golfe intérieur, il était facile de distinguer entre les nations qui avaient besoin d'aide et celles qui avaient atteint des niveaux de développement confortable, souvent grâce à leurs propres ressources.

Aujourd'hui, la portée des activités de l'ADFPAED s'est considérablement élargie et ses efforts dépassent les limites du seul développement économique arabe. Elles comprennent l'aide aux pays en voie de développement en général,

dans le cadre de l'intérêt et du soutien des E.A.U. à l'avenir des pays du « tiers monde ». Cette expansion des activités du Fonds s'est produite en juillet 1974 avec une division du capital du Fonds des 120 millions de dollars de l'origine jusqu'à 500 millions de dollars et l'autorisation au Fonds d'accorder son aide aux pays d'Afrique, d'Asie et autres pays islamiques, en plus des membres de la nation arabe.

Cette extension dans des ressources du Fonds que de son champ d'action potentiel était en accord avec l'opinion exprimée par les E.A.U. : les nations possédant une richesse relativement plus grande doivent chercher à aider celles dont le développement est freiné par le manque de fonds, de ressources ou de capacité.

Dans bien des cas, le manque de développement se produit parce que les ressources financières des pays qui voudraient bénéficier d'une aide sont si minimes que les « considérations bancaires normales » ne permettent pas d'investissement dans des projets qui seraient par ailleurs dignes d'intérêt et utiles. Pour sortir de ce cercle vicieux et rompre la chaîne de l'ADFPAED lui permet soit de consentir des prêts pour des réalisations dignes d'intérêt, soit de participer réellement aux projets, assurant ainsi un maximum de surpluses, tant pour l'utilisation des ressources de l'ADFPAED que pour la réalisation de ses objectifs, qui sont d'encourager les pays en voie de dévelop-

pement à entreprendre des projets bénéfiques.

Quand il s'agit de prêts et que les ressources de l'ADFPAED sont utilisées au sens bancaire, les prêts sont « doux » avec des taux d'intérêt qui s'échelonnent actuellement entre 3,5 % et 5 %, plus 1 % de frais administratifs. Les périodes de grâce aux débuts du remboursement du prêt peuvent aller de trois à cinq ans et les remboursements proprement dits, eux-mêmes, ont une nature du projet, s'échelonnent de dix à vingt-cinq ans. Pour souligner davantage l'objectif de l'aide apportée pour encourager le développement, le Fonds souligne que son engagement financier est absolument exempt de tous « liens » politiques ou économiques. De cette façon, le pays bénéficiaire, pense-t-on, garde son indépendance et peut agir comme il le ferait dans des relations bancaires normales. Aux yeux de la direction du Fonds, ce n'est pas l'argent seul qui apporte de la valeur au pays qui reçoit, mais aussi le fait de savoir que l'aide peut être obtenue dans le contexte mondial des nations en voie de développement et à un niveau significatif et respectant les besoins propres de ce pays. En dehors du total des sommes mises à la disposition du Fonds, l'opinion qu'il doit agir avec prudence et sur un large front a conduit à édicter des règles directrices qui limitent l'investissement de l'ADFPAED dans un projet donné à 10 % au maximum des ressources financières du Fonds. En outre, le

Fonds ne peut assurer plus de 50 % du financement d'un tel projet. Ces principes directeurs ont permis de jeter les bases d'un vaste système d'aide économique aux pays en voie de développement, en coopération avec les divers fonds internationaux d'aide, établis selon des règles similaires.

Coopération entre fonds

Tout comme les dirigeants des banques centrales se rencontrent périodiquement pour discuter des forces affectant le système bancaire et monétaire mondial, les dirigeants de ces différents fonds se réunissent pour coordonner leurs efforts dans les pays en voie de développement. La direction de l'ADFPAED se réunit périodiquement avec celle des fonds aux intérêts similaires d'Arabie saoudite, du Koweït, etc., pour échanger des informations, discuter d'occasions d'une action commune, etc.

Un rôle croissant

En acquiesçant de l'expérience pour fournir une aide économique aux pays en voie de développement, l'ADFPAED s'est de plus en plus fermement convaincu qu'un rôle dépassant celui d'un simple fournisseur de fonds est nécessaire pour tenter d'aider les pays en voie de développement. Se fondant en partie sur sa propre expérience des projets en cours jusqu'ici et en partie sur les perspectives ac-

quisés au cours du développement des E.A.U., l'ADFPAED s'apprête dans quelque mesure le « développement » va au-delà de la simple obtention de fonds.

Comme l'explique le directeur de l'ADFPAED, le Dr Hassan Abbas Zaid : « Nous ne nous intéressons pas au simple transfert d'argent mais au transfert véritable de technologie et de ressources naturelles. »

L'un des éléments fondamentaux de la philosophie qui sous-tend le programme d'aide des E.A.U., c'est de chercher à obtenir une association de la technologie occidentale et des fonds provenant des revenus pétroliers arabes pour résoudre les problèmes de développement du tiers-monde.

Les E.A.U. ont appris de première main, par leur propre histoire récente, qu'un équilibre défectueux doit être réalisé dans les situations où des chances se présentent de faire de grands bonds en avant en matière de développement. Par sa propre expérience obtenue en contenant quelque vingt-cinq projets dans plus d'une douzaine de pays, allant de la construction de barrages à l'achat de wagons de chemin de fer et de bateaux de pêche, l'ADFPAED apporte une contribution importante et précieuse aux pays en voie de développement. En coopération avec d'autres fonds dont les préoccupations sont voisines, l'ADFPAED représente l'un des plus puissants efforts pour bâtir un monde meilleur.

هنا ان الأمل

Emirats arabes unis

Une prospérité basée sur la manne pétrolière

(Suite de la page 5.)

Abou-Dhabi Marine (A.D.M.A.) — composée de P.P., de N.P. et de la Japan Development Company, — aux gisements d'Umm-Shal, d'Al-Jumayl et de Bunduq, a produit en 1976 plus de 20 millions de tonnes de pétrole brut, auxquelles s'ajoutent les 3,2 millions de tonnes du champ d'Abou-Albush, sur lequel Total est opérant. 67,3 millions de tonnes en 1976, Abou-Dhabi est le plus important producteur des Emirats arabes unis, et des services de ce tout petit Etat ont été le principal moteur de la prospérité. Mais Doubaï, les gisements de Fatch, a produit plus de 12 millions de tonnes de pétrole en 1976 et rajoute 1,9 million de tonnes à l'exploitation de ses réserves n'a commencé qu'en 1974. Enfin, des permis de recherche ont été accordés dans les zones du nord et les premiers résultats seraient encourageants. Les Emirats arabes unis n'ont échappé au grand mouvement de la région — après la crise de 1973 — que parce qu'ils ont été les premiers à décider de devenir riches, au lieu de rester pauvres. En septembre 1974, les deux groupes opérant à Abou-Dhabi, l'A.D.P.C. et l'A.D.M.A., ont fait l'objet d'une participation de 60 % par le capital par l'Abou-Dhabi Oil Company (A.D.O.C.). S'ensuivra l'Arabie saoudite prête à prendre le contrôle du pétrole, que le pétrole et le Qatar ont nationalisé. S'ensuivra le plus conservateur du Golfe — ne veut pas remettre en cause le principe 50-50. La difficulté des conditions d'exploitation du pétrole et la nécessité de réaliser des recherches justifient, dit-il, cette politique. L'ADNOC, la société d'Etat, force avant tout d'accroître les ventes directes après une

crise grave au début de l'année 1975. Les prix d'Abou-Dhabi étant trop élevés, les compagnies avaient boudé ce pétrole, obligeant l'Etat à baisser ses prix de 40 cents par baril, en diminuant le montant des primes de soufre, puis de 15 cents en abaissant les différentiels de densité. Avec la reprise de la consommation mondiale, et des accords directs, l'ADNOC a pu écouler sans intermédiaire 30 % de la production nationale en 1976 et envisage d'en exporter 40 % en 1977, alors même que les compagnies viennent d'être autorisées à accroître sensiblement la production.

Cette fortune, accumulée dans une fédération qui — selon le premier recensement — compte 650 000 habitants, est d'abord investie dans l'industrie pétrolière et gazière. Pour éviter d'avoir à importer des carburants, des raffineries ont été construites. Celle d'Umm-An-Mar, d'une capacité de 15 000 barils par jour, a été mise en production en 1976 et les travaux de celle de Doubaï ont débuté voici quelques mois. Parmi les projets en cours, le complexe industriel de Djebel-Dhans est à la mesure de la richesse et des ambitions d'Abou-Dhabi, avec un port, une raffinerie, des usines de fabrication d'acier doux, d'engrais azotés et de polychrome de vinyle.

Sur l'île de Das, à 200 kilomètres d'Abou-Dhabi, cinq mille hommes — sans une femme — construisent depuis trois ans une gigantesque usine de liquéfaction de gaz qui va produire, au début de l'année 1977, 3 millions de tonnes de gaz naturel et de divers produits de distillation. Quatre méthaniers de 125 000 et 88 000 m³, spécialement commandés pour ce projet, transporteront le gaz au Japon où il servira à la production d'électricité de la ville de Tokyo. Les immenses richesses gazières des Emirats arabes unis en font d'ailleurs un des premiers producteurs potentiels du monde et sont la propriété exclusive de l'Etat. Doubaï, de son côté, a entrepris la construction d'une

usine de gaz de pétrole liquéfié qui devrait fonctionner à la fin de 1977. Car, en attendant le plan triennal de développement (1977-1979), les rivalités d'émirats aux frontières diverses et poreuses l'emportent souvent sur la cohésion dans le domaine économique. Le port Raschid de Doubaï est le plus grand du Golfe avec bien-tôt trente-sept postes à quai, Abou-Dhabi augmente alors la capacité de son port et Chardjah

Doubaï, et la route côtière qui reliera les émirats au complexe de Djebel-Dhans puis à Qatar est en construction et permettra à n'importe quel camion d'aller de Paris à Doubaï en deux semaines. Quel avenir peut avoir le chameau dans ces conditions ?

Électrification et dessalement de l'eau, avec 337,5 millions de dirhams — la monnaie unique des Emirats arabes unis — est le second poste du budget. L'enseignement est obligatoire et les services de santé — où les soins sont gratuits — se multiplient.

Comme dans les autres pays du Golfe, le secteur économique le plus florissant est le bâtiment. Partout les villes semblent en chantier et la main-d'œuvre indienne et pakistanaise (80 % de la population des Emirats arabes unis n'est pas originaire des Emirats) construit rapidement des hôtels de luxe, bureaux et maisons d'habitation. Aussi

BUDGET FÉDÉRAL (millions de dirhams)

	1975	1976
Revenus	2 163,1	4 151,9
Contribution d'Abou-Dhabi	2 134,3	4 079,7
Dépenses courantes	1 185,6	2 148,8
Dépenses de développement	954,6	1 797,8
Communications	234,2	386,3
Eau et électricité	222,9	398,2
Éducation	154,1	327,5
Intérieur, Justice, Défense	84,5	139,2
Logement	83,9	297,9
Santé	74,9	96
Agriculture	51,3	91,6
Autres	39,8	150

(Source Moci.)

ouvre deux postes à conteneurs à quelques kilomètres de Doubaï. Les quinze jours minimum qu'attendent les bateaux au large de ces points de débarquement peuvent justifier une telle concurrence. Mais comment expliquer que Chardjah et Doubaï aient construit des aéroports internationaux distants de quelques kilomètres l'un de l'autre et que plusieurs projets industriels soient mis en chantier concurrentement ? Le budget fédéral de développement (alimenté pour plus de 50 % par Abou-Dhabi) fait la part belle en 1976, comme en 1975, aux communications, indispensables à l'union des émirats. On peut désormais aller par autoroute d'Abou-Dhabi à Al-Aïn ou

parmi les projets industriels figure la construction de cimenteries, d'une fonderie d'aluminium, d'entreprises sidérurgiques, de minoteries et de centrales électriques.

Les sociétés étrangères ne pouvaient pas rester indifférentes devant un tel développement prometteur de gains appréciables. D'autant qu'il n'existe pas d'impôt sur le chiffre d'affaires, que la fiscalité est extrêmement légère et qu'il n'y a aucune restriction au rapatriement des capitaux. Elles sont donc venues en nombre de tous les pays industrialisés. Mais la concurrence du Golfe, il n'est pas question de participer à la vie écono-

mique sans la protection d'un sponsor (parant) local. Seul l'émir de Chardjah apprécie peu les intermédiaires. Il faut passer par son conseiller économique personnel. Dans tous les cas, ces protections sont loin d'être gratuites. Tolérable lorsqu'il s'agit de grosses sociétés qui répercuteront ces dépenses supplémentaires dans des coûts largement évalués, le système du sponsorship est infiniment plus scandaleux lorsqu'un manœuvre indien ou pakistanaise doit verser 20 ou 30 % de son salaire à quelque Abou-Dhabien.

Désireux de « moraliser » la vie économique, Abou-Dhabi de même qu'il a imposé les appels d'offres pour les grands projets, a fixé par décret le pourcentage accordé aux sponsors : de 2 % pour les petits projets à 1 % pour ceux de plus de 50 millions de dirhams. Mais peut-on parler de moralisation dans des pays où les émiraux eux-mêmes à l'exception de celui d'Abou-Dhabi — ne font pas la distinction entre les fonds d'Etat et leur fortune propre.

Faire fleurir le désert

Cette manne pétrolière permet aussi la réalisation du rêve le plus fou : faire fleurir le désert. Américains et Français rivalisent à Abou-Dhabi pour faire pousser arbres et légumes. Ainsi, au centre expérimental agricole d'Al-Aïn, créé par la C.F.P., palmiers, citrouilles, oranges, vigne même sont abrévés comme quelque grand malade au goutte-à-goutte pour épargner ce précieux nectar qu'est l'eau. Sous parasols ou sous serres, concombres et tomates sont produits avec des rendements inespérés (600 et 400 tonnes à l'hectare) et les marchés urbains regorgent en été des produits de cette victoire sur le désert.

Quant à la pêche qui fait encore vivre 30 % de la population, dans les petits émirats du nord,

elle tend à se développer industriellement.

Cette débauche de projets et la naissance de nouveaux besoins ont provoqué une croissance rapide des exportations. À Abou-Dhabi, elles sont passées de 548 millions de dirhams en 1969 à plus de 2 milliards en 1974 et 3,6 milliards en 1976. À Doubaï, où elles sont encore plus fortes, elles se montent en 1975 à 7,1 milliards de dirhams. Et dans les deux émirats l'importance du poste « machines et matériel de transport » est la preuve même d'un pays en pleine expansion. Grande-Bretagne, États-Unis, Allemagne fédérale précèdent la France sur le marché important en dépit de sa taille restreinte.

Toutes ces dépenses n'en laissent pas moins à Abou-Dhabi un surplus important de pétrodollars (estimé à 5 milliards). Mais loin d'être assis sur leur or, les Emirats arabes unis ont alloué en 1975 une part importante de leurs revenus à l'aide et aux prêts au tiers-monde. Créé en 1973, pour aider les pays arabes, le Fonds d'Abou-Dhabi pour le développement économique arabe (A.D.F.A.E.D.) a étendu depuis son action aux pays africains et asiatiques (mais principalement aux pays musulmans). C'est ainsi que le dernier bénéficiaire d'un prêt de fonds — le 20 novembre — a été la Malaisie. Mais ce sont l'Égypte, la Syrie, le Pakistan, le Yémen du Nord, le Soudan et le Bangladesh qui ont d'abord profité de ces prêts et aides. D'autres organismes (le Fonds de dotation pour assistance générale et l'Abou-Dhabi Investment Authority) sont aussi chargés de dispenser ces prêts.

Ayant dépassé les États-Unis et même la Suède pour le montant du revenu par habitant, Abou-Dhabi par cette importante contribution, la plus forte du monde par habitant, montre ainsi la voie aux pays les plus riches du globe.

BRUNO DETHOMAS.

De l'exploitation des gisements à la coopération industrielle...

Exploiter des gisements, transporter et raffiner du pétrole commercialisé des produits. Voilà depuis 50 ans l'histoire de la Compagnie.

La C.F.P. est en effet une société qui, depuis 1926, se développe au sein du monde arabe. Elle a été créée par le Groupe TOTAL-G.C.F.P. après l'acquisition de la Compagnie Française du Pétrole.

Aujourd'hui, le Groupe TOTAL-G.C.F.P. apporte son savoir-faire technique et son expérience dans le développement économique des pays du monde arabe, en particulier à Abou-Dhabi, où il œuvre actuellement le potentiel d'un nouveau

gisement marin et où il apporte son assistance en matière agricole.

en fait, les producteurs de pétrole, marins, marins, producteurs de gaz et d'uranium, les Groupes TOTAL, ne se bornent pas à leur activité traditionnelle. Ils ont en effet acquis une expérience de services. Ils ont en effet acquis une expérience de services. Ils ont en effet acquis une expérience de services.

et ses techniques pour la recherche et la mise en production des nouveaux champs de gaz et de pétrole, le développement de l'industrie pétrolière à tous les stades, la maîtrise de l'énergie solaire ou la mise en valeur des terres arides.

TOTAL

COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

5, rue Michel-Ange 75781 Paris Cedex 16

Un grand marché s'ouvre à l'exportation française:

Les Emirats Arabes Unis

الامارات العربية المتحدة

ABU DHABI DUBAI

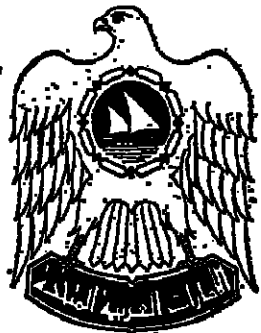
Gulf Air, la Compagnie Aérienne Nationale des États du Golfe, relie Paris (Roissy-CDG) et les Emirats Arabes Unis (ABU DHABI et DUBAI) sept fois par semaine.

Gulf Air, quand les voyages d'affaires deviennent détente.

Réservation passager: (1) 776.41.52.
Frete: (1) 864.11.11.
Renseignements: (1) 261.53.16 et 17.

GULF AIR

5, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris. Tél.: (1) 261.53.16 et 17. Telex 211639.



LES MARCHÉS D'ARMES

Du pistolet automatique à l'avion Mirage

La France a vendu toutes sortes de matériels militaires à l'Etat des Emirats arabes unis : depuis le pistolet automatique de 7,65 millimètres à Doha jusqu'à des avions de combat Mirage à Abou-Dhabi. Elle l'a fait en dépit d'une vive concurrence qui l'oppose aux Etats-Unis, à la Grande-Bretagne ou à l'Italie, trois des autres fournisseurs principaux d'une Fédération qui a tenté de mettre sur pied les éléments d'une défense commune des sept emirates.

Des projets sont en cours qui visent, avec l'appui financier de l'Arabie Saoudite, du Qatar et de l'Etat des Emirats arabes unis, à constituer une industrie militaire sur le sol égyptien. La France et la Grande-Bretagne sont notamment en compétition pour prêter leur assistance industrielle, technique et financière.

A des degrés différents, les Emirats de Doha et d'Abou-Dhabi sont les clients des constructeurs français d'armements. Le premier de ces deux emirates s'est contenté d'acquies-

ser en France, notamment, des armes individuelles — en particulier deux cent cinquante pistolets automatiques de 7,65 millimètres conçus par la Manufacture d'armes des Pyrénées à Hendaye — et il a confié principalement à l'Italie et aux Etats-Unis le soin de lui vendre quelques avions d'attaque au sol Aermacchi et des hélicoptères Bell. Ces matériels composent un escadron de liaison ou de transport pour la police locale, renforcée dans la perspective d'un afflux d'immigrants.

En revanche, les contrats de la France avec Abou-Dhabi sont plus importants car ils touchent, à la fois, à l'équipement de l'armée de l'air et à l'armement, notamment en missiles, des forces terrestres.

On évalue, au total, à trente-deux exemplaires le nombre des avions de combat Mirage-5 (la version simplifiée du Mirage-III) que le groupe privé Dassault-Breguet a vendus à Abou-Dhabi avec l'accord du gouvernement français.

L'aviation de l'emirat d'Abou-

Dhabi a reçu, également, des hélicoptères Puma et Alouette-III de fabrication française et des quadricycle-turbo-propulseurs de transport Hercules de conception américaine. Ainsi, Abou-Dhabi s'est constitué une force aérienne mise au service de la défense commune de l'Etat des Emirats arabes unis et protégée derrière un réseau de défense rapprochée par missiles. Abou-Dhabi, en effet, commandé à la France et à la Grande-Bretagne un système de défense anti-aérienne à basse altitude fondé sur des missiles sol-air Crotale et Rapier mis en œuvre par radars. Ce système de défense aérienne rapprochée est analogue au système Shaheen que l'Arabie Saoudite a commandé à la France, et notamment aux sociétés Matra et Thomson-C.S.F.

Pour l'équipement de son armée de terre, Abou-Dhabi a choisi d'acquiescer plusieurs centaines d'exemplaires des missiles SS-11 et SS-12 produits par la Société nationale industrielle aérospatiale en France. Ces missiles à commande manuelle ou à télécommande intra-roule peuvent être montés sur des automitrailleuses légères Panhard, des véhicules blindés tout terrain Panhard, des hélicoptères Alouette-III et des Jeeps Land-Rover. Ils sont principalement destinés à la lutte anti-chars.

L'emirat d'Abou-Dhabi a acheté des fusées pour des projectiles de 155 millimètres et des cartouches de 7,62 millimètres à balle ordinaire.

A tous ces matériels fournis par la France, il convient d'ajouter les armements terrestres livrés par la Grande-Bretagne, et en particulier des chars légers Scorpion et des véhicules blindés Scorpion, qui peuvent servir tout autant à des missions de maintien de l'ordre. Tant pour la France que pour la Grande-Bretagne, ces livraisons s'accompagnent généralement de l'envoi sur place de missions de techniciens.

L'industrie militaire arabe

Dans leur conquête des marchés du golfe Persique, les industries françaises ont bénéficié de l'assistance du Pakistan, qui a délégué — c'est le cas à Abou-Dhabi — des conseillers expérimentés aux matériels français et capables de les mettre en œuvre pour le compte d'autrui.

En mai 1975, l'Etat des Emirats arabes unis s'est associé à l'Arabie Saoudite et au Qatar pour constituer, avec l'Egypte, un consortium au capital de 1 040 millions de dollars (environ 5 200 millions de francs) qui permettrait de produire sous licence, non loin du Caire, des armements occidentaux : des avions d'entraînement, des appareils de combat, des missiles, des radars et des équipements électroniques.

Plusieurs pays occidentaux ont été sollicités par les responsables égyptiens de cette industrie militaire arabe. La France mais aussi la Grande-Bretagne et les Etats-Unis sont susceptibles de répondre aux besoins de ces pays du Proche-Orient une fois que les gouvernements arabes se seront mis d'accord sur un tel projet. En effet, l'une des principales difficultés provient actuellement de l'existence de points de vue divergents entre l'Egypte et ses bailleurs de fonds sur le fait de savoir s'il convient d'acheter simplement des armements ou de les produire soi-même.

S'il voyait le jour, ce projet intégrerait cinq mille à six mille travailleurs de l'armement en Egypte, et nécessiterait l'envoi, par les pays occidentaux qui y seraient associés, de plusieurs centaines d'ingénieurs, d'administratifs et de techniciens. Depuis quelque temps, l'Arabie Saoudite a avancé des crédits à l'Egypte pour financer ses achats d'armes à l'étranger et se débarrasser ainsi d'une trop grande dépendance à l'égard d'un ravitaillement soviétique.

La décision qui devrait être prise prochainement tiendra compte de la volonté des responsables politiques de s'affranchir, à terme, des risques de la source unique en matière de fournitures militaires et, aussi, du souhait du haut commandement arabe de disposer, le plus vite possible, de suffisamment de matériels de combat opérationnels. Ces deux préoccupations, si elles ne sont pas contradictoires, sont difficilement conciliables. Le voyage de M. Bourges, ministre français de la défense, au Caire, du 4 au 6 janvier 1977, permettra d'y voir plus clair.

JACQUES ISNARD.

Les Emirats arabes unis

DIPLOMATIE

Une politique de coopération régionale

CINQ ans après la proclamation de l'indépendance, la diplomatie des Emirats arabes unis regarde en arrière pour apprécier le chemin parcouru et s'en féliciter. L'artisan en est M. Ahmed Soueïdi, qui dispose de l'entière confiance de cheikh Zayed et qui s'est taillé une place personnelle dans l'aréopage des ministres des affaires étrangères du monde arabe. On peut même constater que le nouvel Etat, affaibli à sa naissance par les forces centrifuges que constituaient les principautés jalouses de leur autonomie interne, a gagné en poids et stature à l'extérieur. Il a fallu d'abord se faire admettre dans le concert des nations du Golfe par ses deux puissants voisins — l'Iran et l'Arabie Saoudite. On se souvient du traumatisme provoqué par l'occupation militaire irakienne le 30 novembre 1971 des trois Etats du détroit d'Ormuz (Abou Moussa et les deux Iumb) ; l'opinion publique avait manifesté des sentiments de colère, tandis que les dirigeants gardaient leur sang-froid. Le cabinet d'Abou-Dhabi devait par la suite oublier le coup de force pour adopter une attitude pragmatique et nouer des relations diplomatiques avec Téhéran en janvier 1973.

faire les frais de la réconciliation entre Ryad et Abou-Dhabi. Cette dernière a été scellée lorsque le roi Khaled s'est rendu en visite officielle dans les Emirats arabes unis du 27 au 29 mars dernier.

Unité de vues avec Ryad

Elle a permis de consacrer l'unité de vues des deux pays profondément solidaires par leurs orientations politiques et leurs aspirations religieuses. Cheikh Zayed lui-même, à l'issue du voyage, a publiquement reconnu que le royaume voisin était le guide naturellement désigné de tous les Etats de la péninsule. Les Emirats arabes unis ont, dès le début, voulu pratiquer une politique de bon voisinage et de coopération avec le sultanat d'Oman toujours en difficulté à cause de la prolongation de la rébellion du Dhofar. Abou-Dhabi a consenti d'importants prêts au cabinet de Mascate en vue de lui permettre d'assurer son décollage économique en dépit de l'état de guerre larvée. Il est à craindre cependant que la querelle à propos de l'oasis de Buraimi ne rebondisse à bref délai : cheikh Zayed s'est rendu à Mascate le 18 novembre dernier à l'occasion des fêtes de l'indépendance du sultanat et rien n'a transpiré sur le contenu des conversations entre les deux monarques.

Avec Qatar, Bahrein et Koweït, les relations sont cordiales et favorisent le raffermissement des liens de bon voisinage : échanges commerciaux fructueux, coopération culturelle et en matière d'information, harmonisation des politiques pétrolières, etc. Il s'agit dans l'esprit de M. Soueïdi de promouvoir à terme un marché commun des pays du Golfe en coordonnant au préalable les politiques de développement et l'étude des débouchés commerciaux.

Les limites d'une semblable coopération régionale sont clairement apparues à l'issue de la conférence des ministres des affaires étrangères du Golfe, qui s'est achevée à Mascate le 26 novembre dernier.

Le pacte de « sécurité collective »

M. Ahmed Soueïdi avait multiplié les contacts en vue de concilier les points de vue antagonistes de Bagdad et de Téhéran, en désaccord profond sur la rédaction d'un pacte de « sécurité collective » avancé par M. Khatamabadi (Iran) et fraîchement accueilli par les autres participants, peu soucieux de se laisser enfermer dans un pacte militaire aux dispositions contraignantes.

qui aurait abouti à faire de l'Irak le « gendarme » du Golfe.

Le délégué irakien, de son côté, voulait s'en tenir à une déclaration très générale sur la réaffirmation du droit de libre navigation dans la région.

Une formule de compromis prévoyait les dispositions suivantes :

— Non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats de la région quel que soit son régime, règlement pacifique des différends, exclusion du recours à la force ;

— Respect des frontières existantes ;

— Programme de coopération en matière d'exploitation des ressources naturelles, organisation du passage du détroit d'Ormuz et des lignes de navigation ;

— Coopération économique et culturelle ;

— Maintien de la zone à l'écart des rivalités de grandes puissances et adoption de mesures permettant de faire face à tout danger qui menacerait l'un ou l'autre Etat de la région.

La délégation irakienne refusa de discuter ces propositions qui, avec certaines amendements, auraient pu recueillir l'agrément de l'Arabie Saoudite, de l'Iran et des autres emirates pétroliers (soucieux de sauvegarder leur sécurité).

Accélérer le programme de développement de l'Egypte et de la Syrie

Cette réunion aura en du moins le mérite de faire éclater au grand jour les contradictions sous-jacentes et de dissiper certaines illusions.

Cet échec a été ressenti à Abou-Dhabi, où maintenant cheikh Zayed et son ministre des affaires étrangères vont s'employer à utiliser le poids spécifique des Emirats arabes unis pour consolider leur position dans le concert arabe, en particulier en raffermissant les relations avec le Caire et en participant activement à l'opération que mène actuellement au Liban la force de dissuasion arabe. Il est de l'intention de cheikh Zayed, en effet, de continuer d'apporter des preuves concrètes de sa générosité à l'égard des deux pays dits du « champ de bataille » (Egypte-Syrie) en vue de les aider à accélérer leur programme de développement économique et la reconstruction de leur potentiel militaire.

NOËL JEANDET.

ÉMIRATS ARABES UNIS MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Avis d'appel d'offres international

1. Le Ministère des Finances et de l'Industrie des E.A.U. lance un appel d'offres international pour l'importation et la fourniture de matériels et divers équipements médicaux.
2. Le dossier concernant le présent appel d'offres peut être retiré auprès du Ministère des Finances et de l'Industrie (Département Achats) d'Abou-Dhabi et de Doha pendant les heures d'ouverture, contre un paiement non remboursable de 3 000 DHS (DHS TROIS MILLE SEULEMENT).
3. Un dépôt initial doit accompagner l'appel en forme de garantie bancaire d'un minimum de 5 % de la valeur totale de l'offre valable pour 90 jours, à partir de la date de clôture.
4. L'Offreur adjudgé de cet appel ou d'une de ses parties doit présenter un dépôt définitif de 10 % de la valeur totale des articles adjudgés en forme de garantie bancaire inconditionnelle délivrée par une banque opérant aux Emirats Arabes Unis valable jusqu'à la date limite pour l'importation.
5. Les offres peuvent être remises dans la boîte concernante, au Ministère des Finances et de l'Industrie, Doha, ou envoyées par courrier recommandé à : Boîte Postale 1565, Doha/U.A.E. Date limite : samedi 22 janvier 1977 à 10 heures Adresse : (Tenders Committee) Ministry of Finance and Industry, Dubai Tender number MH/51 D/76.

Sous-Secrétaire d'Etat.

BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ INDOSUEZ

Siège Social : 96, boulevard Haussmann Paris 8^e



Siège Central : 44, rue de Courcelles Paris 8^e

SUCCURSALES DE LA BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ AU MOYEN-ORIENT

ARABIE SAOUDITE	DJEDDAH	King Abdulaziz Street P.O. Box 1 Djeddah Tél. : 23344
	ALKHOBAR	Immeuble Khoja Prince Naser Street P.O. Dhahran International Airport Tél. : 44088
BAHREIN	MANAMAH	Kanoo Building Tél. : 57019/021/023
ÉMIRATS ARABES UNIS	DUBAI	Al Kuwait Building Bin Yas Street Deira-P.O. Box 4005 Dubai Tél. : 25280
	SHARJAH	Zahra Square Butti Bin Bishr Bldg P.O. Box 2086
YÉMEN	TAIZ	Al Mugamma Street P.O. Box 4636 - Taiz Tél. : 2267
	HODDEIDAH	Immeuble HAYEL Rue du Port B.P. 3577
Société affiliée	KOWEIT : ARAB FINANCIAL CONSULTANTS COMPANY (AFCCO)	
	KOWEIT	AL-DUALI BLDG MUBARK AL-KABIR ST P.O. Box 23767 Kuwait Tél. : 441742/747

Banque de Paris et des Pays-Bas

3, rue d'Antin - PARIS 75002



dans le Golfe depuis 1973
la Banque de Paris et des Pays-Bas
met à votre disposition
ses succursales et sa filiale

ABU DHABI : Banque de Paris et des Pays-Bas.

Tél. : 43.560

DUBAI : Banque de Paris et des Pays-Bas.

Tél. : 26.243

SHARJAH : Bank of Sharjah.

Tél. : 23.520

QATAR Banque de Paris et des Pays-Bas (Doha). Tél. : 26.291
OMAN Banque de Paris et des Pays-Bas (Mascate). Tél. : 72.27.40
BAHRAIN Banque de Paris et des Pays-Bas (Manama). Tél. : 53.119

Banque de Paris et des Pays-Bas

la Banque Française des Emirats du Golfe

مصارف الخليج

AFRIQUE

POLITIQUE

Tanzanie

AU TERME D'UNE VASTE RÉORGANISATION POLITIQUE M. Julius Nyerere pourrait abandonner la présidence à M. Aboud Jumbe

Dar-Es-Salaam. — M. Julius Nyerere pourrait, dans les mois qui viennent, abandonner la présidence de la Tanzanie à son collaborateur le plus proche, M. Aboud Jumbe, pour se consacrer à la direction d'un nouveau parti unifié dont la proclamation est prévue pour le 5 février 1977. Souvent qualifié de « conscience de l'Afrique noire », le président sortant

s'emploierait alors à donner un second souffle à l'expérience de développement socialiste dont la Tanzanie est le théâtre depuis bientôt dix ans. On indique ici de source informée qu'une telle décision pourrait intervenir à l'automne 1977 et constituerait l'aboutissement logique d'un processus préparé de longue main.

De notre envoyé spécial

Fondée en avril 1964 par les États de Zanzibar et du Tanganyika, la République unie de Tanzanie compte deux partis politiques, l'Afro-Shirazi Party de Zanzibar (A.S.P.) et la Tanganyika African National Union, continentale (T.A.N.U.), dont les instances dirigeantes doivent se réunir à Zanzibar le 21 janvier prochain pour se séparer, ratifier les statuts d'un nouveau parti unifié, le Chama Cha Mapinduzi (C.C.M.) ou Rassemblement pour la révolution et en élire provisoirement le président et le vice-président. La naissance officielle du C.C.M. aura lieu que quinze jours plus tard à Zanzibar à l'occasion du dixième anniversaire de la déclaration d'Arusha, qui constitue la charte du socialisme tanzanien.

Sans remettre en cause l'autonomie notamment financière du petit État de Zanzibar, cette fusion politique consacrerait la primauté du parti au sein de la République, évolution prévue par la Constitution provisoire de 1965

organisés (jeunesse, femmes, coopératives et syndicats ouvriers). Intervenant après la distribution d'un nouveau manuel politique et l'adoption d'un nouvel emblème (un soc et un marteau sur fond vert), ce long processus électoral se terminera par la réunion en septembre 1977 d'une conférence nationale chargée de choisir un conseil national exécutif d'une quarantaine de membres, lequel élira en son sein un comité central d'une douzaine de membres.

Tunisie

Le gouvernement et la centrale syndicale opposent à propos des terres domaniales

De notre correspondant

Un important débat a rebondi ces derniers semaines en Tunisie. Il porte sur les modalités de gestion et l'avenir des terres domaniales constituées pour l'essentiel par les propriétés des anciens colons. Deux cents intellectuels tunisiens viennent de rendre public un manifeste dénonçant « la tentative de dissolution de l'Office sous prétexte de décentralisation ».

Après la dissolution de l'A.S.P. et de la T.A.N.U., mise en place du C.C.M. devrait être l'occasion d'une vaste campagne pour introduire du sang neuf dans la bureaucratie tanzanienne. Le C.C.M., dont les seuls membres seront des « paysans travailleurs », va élire l'été prochain ses représentants à quatre échelons : ceux de la cellule urbaine (dix maisons) ou de la branche villageoise, du district, de la région et de la nation. Quatre organisations nouvelles de masse, filiales du C.C.M., seront

En revanche, ce scénario ne précise pas la place réservée au troisième personnage du régime actuel, M. Rashidi Kawawa, deuxième vice-président de la République et premier ministre (il occupe ce dernier poste depuis sa création en 1972). Sa carrière semble connaître un déclin en dépit de son influence au sein de l'appareil de la T.A.N.U. et de son statut de chef de la communauté musulmane réduite. Le projet de constitution du C.C.M. n'indique même pas si le poste de premier ministre sera maintenu.

A la veille de l'indépendance du Tanganyika, en 1963, M. Nyerere avait déjà créé un précédent en abandonnant la tête du gouvernement pour se consacrer à la présidence de la T.A.N.U. À l'heure actuelle, le projet de constitution du C.C.M. n'indique même pas si le poste de premier ministre sera maintenu.

JEAN-CLAUDE POMONTI

République Sud-Africaine

● M. JIMMY KRUGER, ministre sud-africain de la justice, a annoncé, vendredi 17 décembre, que quatre-vingt-cinq lois politiques allaient être libérées. D'autre part, l'Institut sud-africain des relations raciales a indiqué, dans un rapport, qu'il y avait eu quatre cent quarante-trois le nombre des personnes détenues sans procès à la suite des troubles raciaux de cet été. — (A.F.P., A.P.)

Guinée-Équatoriale

Un ministre et un haut fonctionnaire sont tués à la prison de Bata

De notre correspondant

Madrid. — Des informations parvenues à Madrid font état de l'arrestation dans l'ancienne colonie espagnole de Guinée-Équatoriale, il y a deux semaines, d'une centaine de hauts fonctionnaires, dont deux ont été mis à mort à coups de bâton à la prison de Bata, chef-lieu de la province continentale du pays.

Il s'agit de MM. Buenaventura Ochaga, ministre de l'éducation, et Jesus Alfonso Oyono, secrétaire de la présidence de la République et l'un des compagnons les plus proches du président Macías Nguema dans la lutte pour l'indépendance du pays en 1968. Parmi les personnalités détenues, figurent M. Miguel Byague, ancien vice-président de la République, le Révérend Père Ensombo, directeur du collège de Malabo, et M. Jo Ubiam, directeur général du ministère de l'éducation.

L'origine de ces arrestations a été réunie à Malabo d'un groupe de hauts fonctionnaires, qui déclarent adresser au dictateur une pétition lui demandant de changer de politique en raison de la grave crise économique du pays. Le commandant Teodoro

A l'Assemblée nationale

La réforme de l'architecture

« Ce projet ne prétend pas redresser d'un coup de baguette magique une situation déplorable », déclare Mme Françoise Giroud

Vendredi 17 décembre, l'Assemblée nationale examine, après déclaration d'urgence, le projet de loi sur l'architecture (« le Monde » du 18 décembre).

Pour M. BOLO (R.P.R.), rapporteur, « la notation fondamentale du texte est la reconnaissance de la qualité architecturale et de tout ce qui constitue le cadre de vie comme étant d'intérêt public ».

Ce texte repose également sur la présomption de compétence des architectes et fait un choix en faveur de l'exercice libéral de la profession. Le rapporteur relève « une grave lacune », l'enseignement de l'architecture.

Le Parlement limite l'augmentation de la taxe professionnelle à 70 %

Vendredi 17 décembre, l'Assemblée nationale examine le projet de loi relatif à la limitation de l'augmentation de la taxe professionnelle à 70 %.

En ce qui concerne la taxe professionnelle, M. PAPON (R.P.R.), rapporteur, précise que le Sénat avait déjà, en 1976, la taxe ne pourrait excéder 160 % du montant de la patente de 1975 et prévu, en contrepartie, qu'elle ne devrait pas représenter moins de 80 % de la patente de l'an dernier.

Après une suspension de séance demandée et par le ministre (« pour retirer la Constitution ») et par le président de l'Assemblée (pour réunir le bureau), M. DURAFOR, acceptant de supprimer l'article contesté par M. SABLÉ.

En ce qui concerne la taxe professionnelle, M. PAPON (R.P.R.), rapporteur, précise que le Sénat avait déjà, en 1976, la taxe ne pourrait excéder 160 % du montant de la patente de 1975 et prévu, en contrepartie, qu'elle ne devrait pas représenter moins de 80 % de la patente de l'an dernier.

Après une suspension de séance demandée et par le ministre (« pour retirer la Constitution ») et par le président de l'Assemblée (pour réunir le bureau), M. DURAFOR, acceptant de supprimer l'article contesté par M. SABLÉ.

Après une suspension de séance demandée et par le ministre (« pour retirer la Constitution ») et par le président de l'Assemblée (pour réunir le bureau), M. DURAFOR, acceptant de supprimer l'article contesté par M. SABLÉ.

Régime fiscal de la presse

L'Assemblée adopte ensuite le texte de la commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif au régime fiscal de la presse. L'intégrité physique se trouvant mise en péril du fait d'une infraction, ainsi que celles qui ont apporté spontanément leur concours à l'exécution du service de la police judiciaire.

Le projet de loi, adopté par le Sénat, prévoyant de les avocats stagiaires pourrnt participer aux élections du conseil de l'ordre et du bâtonnier s'ils ont prêté serment avant le 1er janvier de l'année des élections.

Le projet de loi, adopté par le Sénat, prévoyant de les avocats stagiaires pourrnt participer aux élections du conseil de l'ordre et du bâtonnier s'ils ont prêté serment avant le 1er janvier de l'année des élections.

Questions orales

Vendredi 17 décembre, l'Assemblée nationale évoque notamment au cours de sa séance consacrée aux questions orales sans débat :

● LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'OUEST. — A M. LA COMÈS (R.P.R., Maine-et-Loire) M. JEAN LECANUET, ministre d'État chargé du plan et de l'aménagement du territoire, déclare que l'Ouest est « la région qui a fait l'objet de la part des pouvoirs publics du plus important effort de soutien ».

● LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'OUEST. — A M. LA COMÈS (R.P.R., Maine-et-Loire) M. JEAN LECANUET, ministre d'État chargé du plan et de l'aménagement du territoire, déclare que l'Ouest est « la région qui a fait l'objet de la part des pouvoirs publics du plus important effort de soutien ».

Questions orales

Vendredi 17 décembre, l'Assemblée nationale évoque notamment au cours de sa séance consacrée aux questions orales sans débat :

● LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'OUEST. — A M. LA COMÈS (R.P.R., Maine-et-Loire) M. JEAN LECANUET, ministre d'État chargé du plan et de l'aménagement du territoire, déclare que l'Ouest est « la région qui a fait l'objet de la part des pouvoirs publics du plus important effort de soutien ».

● LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'OUEST. — A M. LA COMÈS (R.P.R., Maine-et-Loire) M. JEAN LECANUET, ministre d'État chargé du plan et de l'aménagement du territoire, déclare que l'Ouest est « la région qui a fait l'objet de la part des pouvoirs publics du plus important effort de soutien ».

Questions orales

Vendredi 17 décembre, l'Assemblée nationale évoque notamment au cours de sa séance consacrée aux questions orales sans débat :

● LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'OUEST. — A M. LA COMÈS (R.P.R., Maine-et-Loire) M. JEAN LECANUET, ministre d'État chargé du plan et de l'aménagement du territoire, déclare que l'Ouest est « la région qui a fait l'objet de la part des pouvoirs publics du plus important effort de soutien ».

● LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'OUEST. — A M. LA COMÈS (R.P.R., Maine-et-Loire) M. JEAN LECANUET, ministre d'État chargé du plan et de l'aménagement du territoire, déclare que l'Ouest est « la région qui a fait l'objet de la part des pouvoirs publics du plus important effort de soutien ».

Questions orales

Vendredi 17 décembre, l'Assemblée nationale évoque notamment au cours de sa séance consacrée aux questions orales sans débat :

● LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'OUEST. — A M. LA COMÈS (R.P.R., Maine-et-Loire) M. JEAN LECANUET, ministre d'État chargé du plan et de l'aménagement du territoire, déclare que l'Ouest est « la région qui a fait l'objet de la part des pouvoirs publics du plus important effort de soutien ».

● LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'OUEST. — A M. LA COMÈS (R.P.R., Maine-et-Loire) M. JEAN LECANUET, ministre d'État chargé du plan et de l'aménagement du territoire, déclare que l'Ouest est « la région qui a fait l'objet de la part des pouvoirs publics du plus important effort de soutien ».

Questions orales

Vendredi 17 décembre, l'Assemblée nationale évoque notamment au cours de sa séance consacrée aux questions orales sans débat :

● LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'OUEST. — A M. LA COMÈS (R.P.R., Maine-et-Loire) M. JEAN LECANUET, ministre d'État chargé du plan et de l'aménagement du territoire, déclare que l'Ouest est « la région qui a fait l'objet de la part des pouvoirs publics du plus important effort de soutien ».

● LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'OUEST. — A M. LA COMÈS (R.P.R., Maine-et-Loire) M. JEAN LECANUET, ministre d'État chargé du plan et de l'aménagement du territoire, déclare que l'Ouest est « la région qui a fait l'objet de la part des pouvoirs publics du plus important effort de soutien ».

Questions orales

Vendredi 17 décembre, l'Assemblée nationale évoque notamment au cours de sa séance consacrée aux questions orales sans débat :

● LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'OUEST. — A M. LA COMÈS (R.P.R., Maine-et-Loire) M. JEAN LECANUET, ministre d'État chargé du plan et de l'aménagement du territoire, déclare que l'Ouest est « la région qui a fait l'objet de la part des pouvoirs publics du plus important effort de soutien ».

● LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'OUEST. — A M. LA COMÈS (R.P.R., Maine-et-Loire) M. JEAN LECANUET, ministre d'État chargé du plan et de l'aménagement du territoire, déclare que l'Ouest est « la région qui a fait l'objet de la part des pouvoirs publics du plus important effort de soutien ».

Le Monde aujourd'hui

lumeur

ES FUNÉRAILLES DU GRAND Z

Il est la France est en deuil. Les témoins ont perdu le plus talentueux des présentateurs, le discuteur imprévisible qu'on admirait à l'aise avec la souveraineté de la parole et dans les expositions canines à l'Opéra, où le talent se faisait jouer. Mais, dans la cohue des ténors populaires, on aura reconnu Z, ou Y, peu importe ; mettons Z, pour ne pas se tromper.

Le cortège funéraire de Z vient quitter la rue Cognac-Jay. Sur millions d'écrans paraissent en et et blane les images de détail, les braves cœurs palpitent dans l'attente du commentaire.

Aux premiers mots, c'est une sensation sans limite dans les milles rassemblées : cette voix, si la même, ce ton, ces cadences, l'articulation soignée, les liaisons impeccables, les consignes sèches qu'il fait sonner, la chute de phrases et de débit talentueux, le rythme de la parole, le n'appartient qu'à lui. On n'attendait, on doute, on est persuadé : c'est la voix du mort.

La voix décline : « Z a voulu un dernier adieu à ce Paris où il a vécu, et où il est mort. Un adieu dans durs éprouvés un ensemble à repasser devant de ces hauts lieux de l'art de la politique où son talent permit de se hisser, la Comédie-Française, le Palais-National, sans oublier la République et la Nation, l'hémicycle des assemblées, sur son tour du monde ».

ROBERT BANIOL.

LE MÉTRO

Les « enfants de Dieu »

Les « enfants de Dieu » sont apparus vers 8 h. 30 du matin dans le wagon de première, sur la ligne numéro cent Montreuil - Pont-de-Seine. Ils étaient deux, deux jeunes, tout blonds, le premier avec une guitare acoustique, le second avec une pile de prospectus dans une main et une tasse en fer-blanc dans l'autre.

Le premier a dit, avec un accent hollandais (ou allemand, ou danois, enfin du Nord certainement) : « *Alors nous sommes de la paix et de la vérité. Nous allons essayer de chanter malgré que le métro fait beaucoup de bruit dans le tunnel.* » Le second a dit avec le même accent : « *La splendeur de la vie que l'on peut avoir en tant que policier.* »

« *Bonjour, bonjour. Vous avez bien dormi et vous êtes heureux aujourd'hui ?* » La jeune fille a haussé les épaules nerveusement après un temps de surprise qui lui a rongé les joues.

C'est Noël

Il est tout joliment chanté, et en effet nous avons beaucoup perdu à cause du vacarme. Parmi nous, il y en a qui finissent comme si tout était habituel : ils continuent à lire leur journal avec des visages sérieux inexpressifs et figés. Il y en a d'autres qui ont un sourire aux lèvres, et se souviennent un peu indolamment d'avoir dit : « Vous voyez, tout va bien, nous n'avons rien oublié les marginales, au contraire. » Et il y en a, la majorité, qui pourrissent leur rêve de Noël. Ils n'y étaient de toute façon pour personne.

Si vous voulez chanter avec nous,

Le son des fusils

Ensuite ils ont fait la queue, ou la « manche » comme on dit, et ceux de nous qui s'étaient mis à leur tour dans la queue des piles de prospectus. Les autres, égarés, ne l'ont même pas vu, qui passait pourtant sous leur nez et qui se posait amicalement sur les pages déployées des journaux. Alors nous, les donneurs, nous avons eu en nous le petit défilé sur lequel s'agitait un drapeau montrant une route d'indolence sur l'herbe, mais dans la main. Et le texte signé de Moïse David disait : « *Il y a un horizon perdu à travers où la son des fusils se résonne jamais* », et, plus loin : « *L'heure doit arriver où la nuit se dévêtira les mains.* »

Les deux « enfants de Dieu » sont descendus à la station suivante, nous laissant abandonnés. Ils nous ont fait depuis le quel un bêtise de la main, un peu comme s'ils nous bénissaient, et c'est vrai qu'ils n'étaient pas de notre monde, notre monde de cravates, d'attaches-croix et de ride dignes. Puis ils sont allés s'asseoir côte à côte sur le banc public, et ils ont eu raison, car c'est toujours, finalement, d'être toujours debout, de rester en métro, parmi les magiciens du monde, même quand on a la béatitude avec soi, et ce temps de Noël.

OLIVIER RENAUDIN.

RENCONTRE

Quand il n'y a plus rien à dire

C'est toujours ainsi. A distance, elle l'évoque comme une porte ouverte sur d'innombrables chemins de fuite, sur les lointains du monde. Et quand commencent l'attente dans cette atmosphère ouatée, quand sous la lumière froide des néons se célèbrent les rites de multiples départs, de multiples retours, l'aéroport devient tout à coup ce monde clos, et l'évasion, mirage.

En s'engageant dans le boyau de béton orlé de blanc, qui conduit à la gelée de départ, elle pourrait se répéter que, décidément, c'est toujours ainsi. Mais dans ces cas-là, tout se passe trop vite. Les pensées s'enchevêtrent, confuses, équivoques. Fulgurant, il y a le regret de n'avoir pas eu le temps de se préparer à l'événement, de récapituler, rassembler ce qui a fleuri du passé. Au lieu de déboucher sur ce que, soudain, la mémoire en restitue. Au lieu d'avoir à démentir ces sentiments contradictoires par lesquels il vous investit brutalement.

Rien ne laissait présager qu'il se reverrait. Rien et pas même ce pressentiment qui annoncerait les jours obscurs et souterrains du hasard.

Il était devant elle. Il s'est retourné. Trop tôt. Elle n'aura pas eu le temps de se demander d'où lui vient cette impression vague, indéfinissable, de déjà vu, de déjà vécu. Trop tard. Elle le regarde et il n'est plus possible d'acquiescer la rencontre.

Quelle surprise ! Une bonne surprise, bien sûr. Et comment vas-tu, et que deviens-tu ? Et que répondre ? Comment reconstruire, du début,

six ans, sept ans peut-être. Toutes ces années qui ont gommé bien des échos, bien des passions. Et qui ont appris tous les balbutiements, tous les réajustements qui séparent l'espoir de la défaite. Tout ce temps passé à vouloir retentir ce qui n'était plus. Jusqu'à ce que l'absence devienne incolore.

Et où vas-tu ? Il y a, pour tenir à égale distance l'enfer de se raconter et l'impossibilité de dire, des mots, anodins, quotidiens, vains, mais si peu trahissent, mais tellement déments. Autrement, il y avait des mots qui rassuraient, ou faisaient mal, et plus mal encore. C'était il y a longtemps, si longtemps qu'ils ont perdu leur sens. Il ne reste plus aujourd'hui que ces phrases solides, bien nettes, sans ambiguïté, pour se situer, se définir. En parlant, de préférence, de ses activités professionnelles. Parce qu'il faut bien dire quelques choses. Trouver des paroles auxquelles s'accroche le regard. Prendre une pose face aux bouffonneries du hasard. Et surtout ne pas laisser s'installer le silence. Il permettrait de s'absenter, pour voir l'autre, se voir face à l'autre. Il pourrait exprimer plus et tellement plus que le plaisir commun de s'être revus et de se le dire, sans se retrouver, avec les accents mesurés et discrets des lieux communs.

Quelle tête ferait-il si elle lui demandait, comme ça, sans préambule, comment s'appelle cet endroit qui lui revient à l'esprit ? Elle n'en connaît plus le nom, ni même le lieu. Elle se souvient seulement de la forêt, des fougères, des poules basses et des couleuvres de lumière sous les arbres. Elle a appris à se délivrer du beaucoup de souvenirs, mais elle sait encore la douceur du ciel ce jour-là, la grâce de ces heures d'une rare sérénité et cette tête chatoyante qu'ils avaient inventée sur des gestes recueillis. Mais non, elle ne le lui demandera pas. Il pourrait se méprendre, mal interpréter, ne pas comprendre. Mieux vaut garder sa réserve, sa dignité et mettre toute sa conviction à constater que les conditions atmosphériques sont propices aux turbulences.

En pure perte

De toute façon, il n'y a rien à dire. Déjà, quand ils s'étaient séparés, il n'y avait rien eu à dire. Une autre, et elle est devenue autre. Lorsque était venu le temps de l'indifférence, on l'avait appelée, par pudeur, par estime réciproque, le temps de l'amitié. Une belle occasion de se perdre de vue, de ne plus jamais se retrouver.

Elle a quand même bien envie de lui dire, pour se moquer d'elle-même et de sa vieille habitude de toujours s'attendrir, pour le harceler, lui et sa manie de tout analyser, qu'elle se soit comblée un arbre qui tendrait sans en avoir l'air à des feuilles mortes.

Mais il s'est décidément trop tard. La voix de l'homme oppose cette confortable évidence aux incertitudes du non dit. Ils ont vraiment été ravis de s'être rencontrés. Le hasard fait parfois bien les choses. En pure perte.

EDITH WEISSEL.

Au fil de la semaine

Ce jour-là, le premier ministre avait réuni pour déjeuner à l'hôtel Matignon la fine fleur des intellectuels de droite. L'invitation avait de quoi surprendre dans un régime de gauche si solidement installé au pouvoir. Pourtant, le plus étonnant, et qui devrait d'ailleurs faire, pendant plusieurs semaines, les beaux soirs et les dîners en ville de toute l'intelligentsia aussi bien progressiste que fasciste, et à Paris comme à Saint-Flour, c'est que ce déjeuner n'avait été organisé que pour un seul convive, illustre et inattendu : le chef de l'Etat, le président Le François en personne.

Environ lui-même. — Et quel écrivain : chaque soir, depuis trois mois, les trois chaînes de la télévision consacraient une longue émission à son dernier livre « *Nation républicaine* ». Le président souhaitait depuis longtemps rencontrer ainsi, en confrères et sans protocole, les représentants les plus nationaux, les plus conservateurs, les plus réactionnaires, de la pensée française contemporaine. Il s'en était ouvert à la fin de son premier ministre, le ministre romancier Joseph-Bruno. Celle-ci, qui ne peut pas, enfin pas tout à fait, l'engagement éternellement partiel de son excellent épouse, avait su garder des liens avec les écrivains et artistes de tous bords. Elle s'était aussitôt employée à mettre sur pied cette précieuse réception.

La liste des invités n'avait pas été facile à dresser. Dans un premier temps, chacun avait lancé des noms, et vingt, trente, quarante patronymes célèbres ou moins fameux avaient été ainsi alignés. Puis il avait fallu faire marche arrière. Celui-ci était décidément trop bavard, celui-là trop silencieux, cet autre était parti de vitesse, telle romancière trop légère, tel polémiste trop lourd et l'un trop âgé, l'autre trop jeune...

Dans la douzaine d'élus, escapés de ce premier tri, le président avait, de sa main, rayé pour insouciance le nom du critique littéraire d'un quotidien du soir qui venait de publier un affreux libelle « *France, toi-même*... » par lequel il prétendait répondre à « *Nation républicaine* ». Enfin, parmi les survivants, un savant universitaire, professeur au Collège de France, avait décliné l'invitation en avançant de fameux prétextes idéologiques sur les entêtements, les prisons, la justice et la peine de mort.

Il était clair cependant qu'il ne s'agissait pas de limiter la similitude d'une conversation dans l'apparence d'une controverse. Entre gens d'esprit et du même monde, on n'allait tout de même pas se contenter comme de vulgaires militants de bête. Multitudes de quoi, d'ailleurs ? Le président, c'est bien connu, se situe en dehors des partis — sinon au-dessus, car, par là, il serait plutôt en dessous — et il n'a rien à voir, plus rien, avec ceux de ses partisans qui étaient pourtant l'usage de son nom sous la forme d'un adjectif. Quant aux convives, en les posant au creux d'un lit, on constatait, non sans étonnement, que, si plusieurs d'entre eux avaient jadis appartenu à la même grande formation extrême, aucun, absolument aucun, n'était plus aujourd'hui connu comme membre actif d'un parti quel qu'il soit. On avait beau se creuser la tête pour chercher une logique dans les choix : cette volonté politique étonnante, en dehors de l'appartenance à l'intelligentsia réactionnaire qui tient le haut du pavé et se tient si bien les cotés, leur seule caractéristique commune.

Ainsi composée, la table était finalement fort brillante. Il y avait là le romancier Laurent Carollin, des académiciens de Caen, Bergerac et Nuits-Saint-Georges, le professeur Lavitoy, éminent spécialiste de l'obscure tradition de la France médiévale, l'historien Pierre Chenu, fameux pour ses travaux sur l'occultisme, le journaliste Georges Saffroy, vedette comme on le sait sur une chose longue la plus ou la plus, l'académicien Jean d'Alencçon, directeur d'un grand quotidien marseillais et inimitable, le dramaturge Jean Lohouille qui triomphe dans les très bourgeois salons-baï qui ont peu à peu remplacé les populaires cafés-théâtres de jadis, le danseur Jacques Chaulson du Châtelet, comédien bilingue de tout langage d'un palais officiel, le chanteur

LE DÉJEUNER DU PRÉSIDENT

par

PIERRE VIANSSON-PONTE

Michel Sardet, dont le dernier tube « *Coupez, coupez, coupez-les* » du tube est sur toutes les lèvres... Impossible de les citer tous : du beau monde, en tout cas.

Le président sait s'y prendre, c'est décidément un habile homme. Enjôleur, bien sûr, l'œil de valeurs, la mine gourmande, il coiffeait à peine une sorte d'excitation joyeuse qui rappelait celle du lycéen lisant en cachette une revue pornographique. Ce n'était pas que des « *Cher ami* » et « *Cher maître* » là, sur un fond de musique douce où résonnaient comme autant de leitmotivs les mots de « *tolérance* », « *savoir* », « *qualité* », « *réussite* », « *expérience* », « *audace* », « *intelligence* » et même « *génie* » ; mais ce dernier terme, précédé alors, pour élever un peu de solennité à l'occasion, de formules attentives du genre « *une sorte de*... » et « *vous si particulièrement*... » ou « *vous qui êtes, si l'on ose dire, en quelque manière, lui*... ».

Un des grands moments du déjeuner fut l'échange de répliques avec Jean d'Alencçon, qui, souvenant de tout le bien que le président avait dit du marxisme à un déjeuner antérieur (1), avait interrogé le nouveau président sur son socialisme. « *Socialisme, socialisme, méditez à haute voix le premier des Français, suis-je donc socialiste ?* Peut-être, après tout. Mais si peu et depuis si peu de temps qu'on ne saurait m'en faire grief. Non, voyez-vous, je suis d'abord et avant tout un libéral, un libéral à la mode d'aujourd'hui... Comment dire cela ? Un libéral modéré ? C'est vieux jeu. Un libéral éclairé ? Non, c'est prétentieux. Un libéral avancé. Voilà, je crois que c'est le mot juste — et c'est si important le mot juste, ce n'est pas à vous, mes chers amis... Enfin, disons un socialiste pour la foule, mais plutôt, en conscience, un réformiste moderne d'inspiration libérale très avancée. Oui, c'est exactement cela. Je me livre à vous sans précautions, car je suis sûr d'être compris, pour une fois. »

Et comme son interlocuteur s'étonnait, insistait : « *Faut-il entendre que vous rejetez le collectivisme, que vous entretenez Marx ?* Votre prédécesseur, bien entendu de droite, dédaignant un jour avec des intellectuels de gauche, n'avait pas entièrement répudié cette pensée, lui ! ». La réplique vint, brillante et définitive : « *Cher maître et ami, un individualiste tel que vous sait bien que Marx est une vieille théorie et que l'art de gouverner, comme l'art d'écrire, est un plaisir solitaire qui s'exerce naturellement au profit de la collectivité, mais fort heureusement loin d'elle !* ».

Il y eut, au dessert, puis au café, d'autres propos également brillants, louchés de sens et de sous-entendus, qui soulevèrent dans l'assemblée de délicieuses vagues d'émotion, d'exquis frissons de plaisir. Une vague et chaude odeur de souffre embaumait la fumée des cigares. Versé d'alcool à la main, nos intellectuels de droite regardaient ce président de gauche, ils savaient qu'ils se parlaient comme le meilleur des armagnacs. Ils s'étonnaient au fond d'eux-mêmes de le trouver si simple, si discret, si charmant. Et, tout à coup, un révé, cet homme qu'ils avaient considéré, qu'ils faisaient profession d'admirer, voire de mépriser, en bien ! cet homme-là, ils l'aimaient.

Cependant, le temps passait vite et, du coin de l'œil, plusieurs des convives guettaient les aiguilles de la pendule. C'est que tous ou presque avaient pris rendez-vous pour le début de l'après-midi, ou bien avec leurs amis, ou bien avec leurs familles, ou bien avec leur table de travail. Tous étaient fort impatients d'aller s'offrir sur-le-champ au public, sur les ondes ou la plume à la main, les secrets de la rencontre. Faut-il avoir pu prendre des notes, ils allaient devoir broder, élargir, embellir. Du moins pourrissent-ils confier enfin au public ou au papier la question, la réplique préparées avec tant de soin que les hasards des échanges avaient finalement empêché de placer dans la conversation. Ainsi rien ne serait perdu. Et les récits qu'ébaucheraient déjà dans leur tête les témoins privilégiés de ce moment historique substituaient une rencontre imaginaire et éblouissante, plus vraie que le vrai, à ce déjeuner mondain, tout compte fait excellent, mais, il faut l'avouer, bien ennuyeux.

(1) Voir le Monde des 10 et 11 décembre 1976.

Le lundi 20 décembre à 20 h 45, salle Rossini Mairie du 9^e, rue Drouot

FEMINA

la revue des Femmes

qui « s'avent » lire

Vous convie à un gala

EXCEPTIONNEL

du C.A.I.A.C.

avec Michel YPAR

et les CHATELET

Au cours de cette soirée, la revue Femina présentera ses équipes et ses objectifs. Il y aura les « *Jeunes de cœur* » à l'association « *Tout des Hommes* ».

Prix des places : 10 F au lieu de 15 F. sur présentation de cette annonce

Renseignements : Tél. : 326.47.34

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER



Les farces et attrapes du Far-West

« Un sauvage hors la loi du Far-West, connu sous le nom d'Elmer McCurdy, a provoqué une forte émotion sur le plateau de tournage d'une célèbre série de télévision à Hollywood. D'autant qu'il était mort depuis soixante-cinq ans, raconte le SUNDAY TIMES, de Londres.

Le corps momifié de McCurdy était exposé, pendu, à la « potence » d'un parc d'attractions où se tournait le dernier épisode de la série. Tout le monde pensait qu'il s'agissait d'un mannequin de cire, lorsqu'un bras du « pendu » tomba soudain, laissant apparaître un humérus parfaitement humain.

Une autopsie fut immédiatement ordonnée, et une balle de calibre, d'un modèle démodé, fut extraite du corps. L'enquête devait révéler que le « mannequin » était en fait le cadavre de McCurdy, un pillard de trains de l'Oklahoma, qui fut tué en octobre 1911 au cours d'un combat contre les hommes du shérif.

Le corps de McCurdy, embaumé, avait été vendu par le shérif aux organisateurs d'un spectacle itinérant, puis loué par ceux-ci 500 dollars à une grosse firme de farces et attrapes. (...) Il fut ensuite vendu à un fabricant de mannequins de cire.

Dave Friedman, directeur de la firme de farces et attrapes, a déclaré que la vente de corps de malfaiteurs aux spectacles forains, était « l'une des plus vieilles blagues du monde ». Cette fois, c'est Elmer qui semble bien avoir ri le dernier.

WEST AFRICA

Néo-tyrannie

Le chef Obafemi Awolowo se fâche, selon le quotidien WEST AFRICA, qui paraît dans toute l'Afrique occidentale anglophone.

« Au cours de quatre conférences qu'il a faites à l'université de Cape-Cost, au Ghana, dans le cadre du mémorial Kwame Nkrumah, le chef Awolowo a formulé des critiques sévères contre certains gouvernements de l'Afrique indépendante. A une ou deux exceptions près, a-t-il dit, les Etats africains oppriment les masses plus durement encore que ne le faisaient les puissances coloniales. A l'époque coloniale les voix des dissidents pouvaient se faire entendre. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. La tyrannie n'est pas plus acceptable quand elle se pare de couleurs indigènes.

Le chef Awolowo a posé la question de l'efficacité des Constitutions africaines et de celle de l'OUA, surtout dans le domaine économique. Lorsque l'apartheid — le dernier ennemi — aura été vaincu, les leaders africains se trouveront confrontés aux problèmes du sous-développement, des libertés individuelles, de la souveraineté de leurs Etats et de l'unité africaine. »

Journal de Genève

Une polissonnerie dolosive

« Monsieur du Corbeau, comme vous êtes beau. Chacun se rappelle la fable de La Fontaine où le renard malin use de la flatterie pour obtenir son fromage, raconte le JOURNAL DE GENEVE.

Comment n'y pas songer en lisant la mésaventure qui vient d'advenir au séculaire Collège Calvin, à Genève, dont le cadre historique servit de lieu de tournage à un film, intitulé Née. Nui doute que pour obtenir son autorisation le producteur-renard aura présenté sa requête sous les couleurs les plus chatoyantes au fonctionnaire-corbeau du Collège dépendant. Justement fier de l'institution calvinienne, celui-ci a dû penser que son image projetée sur les écrans du monde ne pourrait que concourir à sa gloire.

Hélas ! il fallut bientôt déchanter. « Tous les efforts » entrepris afin de contrôler les parties du film tournées dans cet établissement n'ayant pas abouti dans un délai utile..., reconnut le Conseil d'Etat dans sa réponse à un interpellateur, il lui fallut se résigner à cette « profanation ».

Quant à savoir si la polissonnerie s'assortit d'une intention dolosive, la question reste ouverte. »

Daily Mail

Les (dangereux) paradoxes écossais

« Lousé soient aujourd'hui les Ecossais ! écrit le quotidien anglais DAILY MAIL. Ils sont mauvais, sans manières, calvinistes, partials, misanthropes — et les « pétroliers » américains disent qu'ils trichent au poker. Les Ecossais ne peuvent évidemment pas espérer mieux des « Angliches ». Vous pourriez ajouter qu'ils ont inventé la pénicilline, le chloroforme, le réacteur, le radar, la télévision et le thé-financier. Et aussi qu'il y a trente Ecossais médecins ou juristes pour un Anglais. Mais, si vous accusez immédiatement de paternalisme, votre de grossièreté pure et simple.

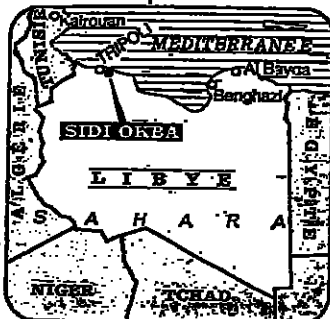
Seulement, aujourd'hui, l'analyse des paradoxes écossais n'est plus un jeu d'esprit. C'est un impératif. (...) C'est la déduction qui nous veut cela. (...)

Lord Byron définissait un jour l'Ecosse comme le « pays de la pauvreté, de la logique et de la conscience ». (...) Parmi les passions locales, le DAILY MAIL cite le whisky, la cornemuse et le football. « Si vous pensez que ce dernier est, pour les Ecossais, une affaire de vie et de mort, soyez rassurés : c'est beaucoup plus sérieux. »

Tout cela est d'autant plus important que, désormais, il y a un risque. « C'est, comme le disait l'historien Philip Guadalupe, qu'un Anglais devienne un homme qui habite une île de la mer du Nord gouvernée par des Ecossais. »

Lettre de Sidi Okba

Tombeau d'un conquérant



LORSQU'EN 1969 le colonel Kadhafi repartit aux Amériques à la base de Wheelus, près de Tripoli, il la rebaptisa du nom de Sidi Okba ben Nafi (1). Dans la capitale libyenne, quelques Occidentaux étaient très fiers de pouvoir présider qu'il s'agissait d'un « général arabe » ou d'un « grand stratège musulman ». Leur savoir s'arrêtait là. Pourtant, dans le monde arabe et en particulier chez les Maghrébins, Okba est aussi célèbre que Duguesclin ou Bonaparte en France, Nelson en Angleterre, Garibaldi en Italie. Ne fut-il pas le fondateur de Kairouan et le premier conquérant arabe du Maghreb, dont il entreprit la conversion à l'islam ?

Depuis treize siècles, l'apôtre-guerrier repose au milieu d'un bourg qui porte son nom à 17 kilomètres de Sals, aux confins du Sahara et du massif de l'Aurès. C'est un curieux village dont les maisons en terre sèche s'imbriquent les unes dans les autres, les façades aveugles donnant sur des ruelles sinuées. Marchands d'épices ou de légumes, bouchers, tailleurs, sont accroupis au seuil de leur boutique, comme dans les bazars du Caire ou de Téhéran il y a vingt ou trente ans. Dans les cafés qui entourent la petite place centrale, des hommes jouent aux dominos ou au tric-trac en sirotant un thé ou un café. Les enfants s'ébattent dans la poussière. Les femmes sont invisibles.

On se croirait dans un quartier de Djeddah avant l'introduction de l'électricité dans les années 1950 ou dans un des villages de la péninsule Arabique. Autant que l'atmosphère générale, la forme de la tour qui se dresse à l'entrée du village, celle du minaret de la mosquée et les décorations qui ornent les murs des maisons confirment cette impression. Les guides parlent d'architecture typiquement saharienne alors que cette agglomération ne ressemble en rien à Adrar et à Timimoun, oasis du Sud-Ouest algérien, ou à Agadès, au Niger. Pour quel ne pas penser simplement que les compagnons d'Okba venus d'Orient ont laissé une empreinte qui s'est perpétuée dans la tradition orale et l'art de bâtir ?

LES ouvrages en français accessibles au grand public accordent chichement quelques lignes à Okba. Aussi s'aperçoit-on l'histoire du Maghreb d'Abdallah Laroui (2). Cet « essai de synthèse », selon l'expression de l'auteur, repré-

sente aussi un essai d'explication par un Maghrébin des phénomènes qui se sont produits dans la région. Plusieurs chapitres sont particulièrement éclairants : ils montrent comment les envahisseurs successifs (Phéniciens, Carthaginois, Romains, Vandales, Byzantins...) occupent les villes du Nord, tandis que la population locale — Numides et autres Gétules formant l'ethnie berbère — se regroupe à l'intérieur, opposant une résistance multiforme, refusant de se laisser assimiler par les conquérants. On voit mieux aussi pourquoi l'islam s'est imposé et comment les Arabes l'ont marqué.

On imagine les compagnons d'Okba demeurés sur place, partageant leur savoir-faire avec les habitants de l'oasis, à moins qu'ils n'aient édifié eux-mêmes ce village, comme ils le faisaient chez eux. Matériau peu coûteux ayant de plus l'avantage de conserver le fraîcheur l'été et la chaleur l'hiver, la terre battue permet de reconstruire périodiquement les maisons sans modifier l'apparence de l'agglomération. Aujourd'hui, le prix de la main-d'œuvre oblige à construire en dur une fois pour toutes. Mais les matériaux modernes imposent leur style, et déjà, à l'entrée du bourg, s'alignent de petites villas en parpaings crépis destinées aux fonctionnaires. Dans dix ans, le village en terre, perpétuellement renouvelé et pourtant immuable depuis un millénaire, aura vécu.

La bourgade, promise au rang de delta (sous-préfecture en 1974, fait l'objet d'un plan de rénovation. Ce n'est pas un luxe tant les rues sont sales et les maisons délabrées, en dépit de l'aisance des habitants. Il semble que l'on ait renoncé à restaurer l'ensemble en lui conservant son cachet. Seule la mosquée — et peut-être quelques maisons autour — sera préservée après un curage dont elle a le plus grand besoin : sous prétexte de l'agrandir et de l'enbeiller (3), la partie ancienne a été flanquée de bâtiments parallèles qui la défigurent. Désignant un porche en béton, le guide du lieu commente : « On dirait l'entrée d'un stade. »

Une fois ces verrues supprimées, la nef retrouvera entièrement sa pureté originelle. A l'intérieur, elle a conservé une simplicité toute

romaine : les piliers en troncs de palmiers sont blanchis à la chaux et une inscription en caractères coufiques d'une extrême sobriété marque l'endroit où repose Sidi Okba sous la petite koubba (coupole). Une porte monumentale, du haut moyen âge, en bois sculpté, donne sur le porche extérieur. Du haut du minaret, une des plus belles parties de l'édifice, on peut admirer les cent quarante mille palmiers de l'oasis, plantés au dix-septième siècle et dont les feuilles luisantes changent de teinte selon la course du soleil.

C'EST le lieu rêvé pour méditer sur l'épopée de Sidi Okba, à moins qu'un vieux lettré algérien, comme on en rencontre encore, entreprenne de vous la conter. Cette fois, c'est un brillant médecin, originaire de la région, qui nous sert de guide. « Puis vivront les Arabes... » Il rappelle leur migration avancée. En 640 (an 18 de l'hégire), Amr conquiert l'Egypte et pousse jusqu'à Barqa, en Cyrénaïque. Tripoli tombe quelques années plus tard. Les Byzantins offrent de payer tribut : les Arabes s'emparent d'accepter ; ils hâtent alors à attaquer l'Afrique (l'Afrique romaine qui couvre la Tunisie et l'Est constantinois) et le reste du Maghreb, qui leur sont totalement inconnus. Les dissensions religieuses qui déchirant les populations locales offrent à Okba une occasion propice : il lance un premier raid en 682 et s'empare de l'oasis de Ghadamès.

Trois ans plus tard, un nouveau raid prouve une meilleure connaissance du terrain et de la tactique des Byzantins. La vraie conquête peut commencer. En 670 (82), Okba mène dix mille cavaliers dans le Sud tunisien ; fidèle à une tactique conseillée par le calife Omar, il choisit un vaste plateau étatique pour créer Kairouan. Rompant avec la tradition de tous les conquérants qui investissent le pays à partir de la côte, il avance en suivant les hauts plateaux du sud. Voilà-t-il élever les ports, où les Byzantins, qui maîtrisent l'art militaire, peuvent lui opposer un armement perfectionné ? Il apprendra à ses dépens que l'hostilité de la population autochtone peut être plus redoutable et même fatale.

EN 682 (82), après un intermède, il retrouve son commandement au Maghreb. Suivant le même itinéraire, il parvient à Tlemcen, puis atteint la mer, mais les textes arabes, seuls témoignages dont nous disposions, ne précisent pas s'il s'agit de la Méditerranée ou de l'Atlantique. Atteint sur le chemin du retour, par Kossala, chef de la résistance berbère, il trouve la mort à Tahouda, près de Sals, en 683 (84). Battus, les Arabes se regroupent en Tripolitaine. Une grave crise secoue le califat. Quand elle s'apaise, trois ans plus tard, ils reviennent à la charge, reprennent Kairouan et tuent Kossala à Mens. Mais la population contre-attaque et la victoire est incertaine.

Une deuxième offensive de Hassan ben Nooman se heurte, cette fois, aux farouches montagnards de l'Aurès commandés par la célèbre Kahina, qui rejette l'armée arabe en Libye. Mais Hassan prend sa revanche en 689 (79), et la résistance armée s'effondre. Au début du huitième siècle, le nouveau gouverneur, Moussa Ibn Nusayr, dispose pour la première fois d'un commandement autonome par rapport à l'Egypte. Suivant les traces d'Okba, il entre à Tanger, envoie ses fils reconnaître le Sud marocain et pratique une politique d'une grande modération. Les chefs locaux embrassent l'islam. L'œuvre entamée par Okba aura été parachevée en un demi-siècle. Une nouvelle page de l'épopée musulmane s'ouvre quand, en 708, à la demande de Moussa, le berbère Tariq Ibn Ziyad prépare l'expédition d'Espagne, puis conquiert l'Andalousie. Elle demeurera arabe et musulmane pendant sept siècles, et Gibraltar (3) porte toujours son nom.

Par une ironie du sort, conduit notre accompagnateur, Tariq a donné son nom à une marque de cigarettes et Okba à un grand hôtel. La mosquée qui sert de tombeau à l'apôtre-guerrier est devenue un lieu de pèlerinage, mais on y cherche en vain un ouvrage, ou même une simple brochure, retraçant son destin... »

PAUL BALTA.

(1) On peut trouver plusieurs transcriptions de ce nom, dont « Sidi Nafi » ou « Sidi Nafsa ». (2) Ed. Maspéro, Paris. (3) Contraction de Jebel Tariq, la montagne de Tariq.

CANADA

Pour le Québec... et l'Acadie ?

LA victoire du parti québécois ne doit pas oblitérer un peu plus la réalité acadienne. Mais qu'est-ce que l'Acadie ?

Près de Saint-John, la « cité loyale », un canadien anglais du Nouveau-Brunswick remarque une erreur faite par un des journaux de l'Est local. Il se tourne vers ses voisins immédiats, et dit : « Il doit encore s'agir d'un de ces Français. » Devant notre étonnement, il rétorque : S'apercevant de sa bêtise, il s'excuse, puis ajoute :

vers le Nord : Cornierville, Bouctouche, Fontaine, Baie-du-Vin et plus avant dans l'Acadie : Negus, Tracadie, Carleton Place. Quelque part, ce cheminement croise les personnages d'Evangeline et de Gabriel, le couple acadien bilingue par la déportation de 1755, couple que chante le poète américain Longfellow.

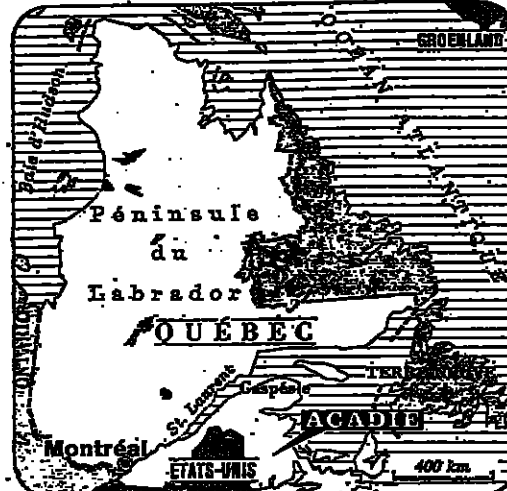
Le seul quotidien francophone des provinces maritimes, ex-Nouvelle-France (New Brunswick, Prince-Edward-Island, Nova-

scotie, Acadie — avatars de la déportation de 1755 — étonne. A Tracadie comme à Carleton Place, le mot « épicurisme » remplace celui de « grocery ». On parle et on vous répond en français, si vous voulez exprimer ainsi. On est surpris de votre présence autant que leur présence vous a surpris. Les grandes villes sont anglophones comme le sont les sociétés canadiennes ou étrangères. Le français est le propre de l'ancien porteur d'eau ou scribe de bois, aujourd'hui du pêcheur, de l'ouvrier ou du petit fermier.

La lutte sourde entre ces deux communautés sociales et linguistiques, l'avantage des « exotiques » Anglais, rendent compte de l'inquiétude et du renfermement acadien.

L'avènement d'un Québec « autonome » devrait faire basculer le statu quo.

PIERRE BOUVIER.



pour lui-même, à voix basse : « Aujourd'hui, on ne peut même plus les reconnaître. »

En arrivant par une petite route à Cocagne, au bord du golfe du Saint-Laurent, la multitude, l'exclusivité des noms à consonance française — Leblanc, Cormier, Boudreau... — inscrits sur les boîtes aux lettres, surprennent. La grande du motel de la localité porte, en parfait français, la longue marche acadienne du « grand dérangement » de 1755, année de la « déportation » de la population française par les Anglais, jusqu'à nos jours.

Intrigués et émus par cette communauté qui s'efforce, depuis plus de trois siècles, de maintenir son identité, nous suivons la côte,

Scotie, New-Foundland), s'installe l'Evangéline.

Le 13 août, comme chaque année, la ville portuaire de Carleton Place fête l'Acadie. Le soir, à l'arrière du Collège, un rassemblement écoute les chansonniers. Le temps est incertain, le public calme, sans quelques groupes de jeunes. Un projecteur s'attarde sur l'emblème acadien, tricolore et frappé de l'étoile Stella Maris, qui témoigne de l'attachement de cette communauté à la France et à l'Eglise catholique. Il se met alors à pleuvoir et les plus jeunes se retrouvent à l'intérieur du Collège, où, au son des violoncelles, des farandoles s'élancent. L'absence d'orchestres de Louisiane, orchestres cajuns, c'est-à-dire

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Ballons
75008 PARIS - CEDEX 19
Tél. 01 47 33 60 00

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - T.O.M.
50 F 100 F 120 F 150 F

TOUS PAYS FRANÇAIS
PAR VOIE NORMALE
100 F 200 F 240 F 300 F

ETRANGER (par mandat)
I. - BELGIQUE - LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
125 F 250 F 300 F 375 F

II. - TUNISIE
100 F 200 F 240 F 300 F

Par voie aérienne
tél. sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (ou virement)
doivent bien joindre ce chèque à
leur demande.

Changements d'adresse
difficultés de livraison (pour
semaines ou plus) : nos abonnés
sont invités à fournir leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous les noms propres et
capitalisés d'imprimé.

مكتبة الأم

RADIO-TELEVISION

Écouter, voir

• **SKETCHES : LES MINI-CHRONIQUES.** — A partir du 20 décembre, TF 1, 19 h. 45. René Goscinny porte sur la réalité quotidienne des couches moyennes en France, le regard grossissant de la bande dessinée, dans une série de sketches, diffusés quotidiennement et joués par des acteurs (Jacques Charrier, Marie-José Nat, etc.). Ces mini-chroniques s'attachent sur les moments désolés de l'existence, dans le style des « spots » publicitaires.

• **DOCUMENTAIRE : LES CONTES DU SOLSTICE (LA VALLÉE PERDUE).** — Lundi 20 décembre, TF 1, 21 h. 55. Après leur série « Les Contes », Jacotte Chollet et André Volzin sont allés, sur le terrain, filmer des documentaires en forme de contes : Et si tout pouvait recommencer, dans les Cévennes, près de Nîmes, en Camargue ; et si le passé, dans ces régions immémorables par la tradition, pouvait ne pas s'évanouir en légendes, ne pas s'écrouler en ruine. Nostalgie et, parfois, larme à l'œil, dans la première émission, réalisée dans une vallée désertée, près d'Alès, devenu un refuge pour de jeunes artisans ou chercheurs, pratiquant le « retour à la terre ».

• **TELEFILM HISTORIQUE : LE JEUNE HOMME ET LE LION.** — Les mercredis 22 et 29 décembre, TF 1, 20 h. 30. Jean Delannoy, Jean Anouilh : un auteur de théâtre et un cinéaste (*la Symphonie pastorale*, *l'Éternel Retour*, *la Princesse de Clèves*) réunissent l'un et l'autre pour leur efficacité et la maîtrise de leur style. Tous deux ici réunis en fin d'année, pour le prestige.

Le jeune homme et le lion, ce sont Roland et son oncle Charlemagne. Hommes d'action (guerre contre les Saxons, siège de Pavie, croisade contre les Sarrasins, dans la seconde partie du huitième siècle), personnages de légende, héros de chansons de geste, Roland et Charlemagne ne sont « neutres », nous, d'aucune façon. Les auteurs du téléfilm jouent sur cet écho et l'aillement, donnant l'impression de nous livrer « à cœur ouvert » ces grands hommes, si simples, au fond, et « humains », si « actuels ». Les dialogues, rédigés en langage d'aujourd'hui (et truffés de mots d'auteur), la truculence de Georges Wilson (Charlemagne) et l'habituelle distribution de Mathieu Carrière (Roland) participent de cette vision anecdotique et sentimentale d'un passé hors l'histoire, mais conforme à l'imagerie historique.

• **VOYAGES : L'OPÉRA SAUVAGE.** — A partir du vendredi 24 décembre, A 2, 15 h. Au-delà du plaisir de filmer, et de montrer d'étranges animaux et de lointaines contrées (Venezuela, Inde, Iran), Frédéric Rossif a placé au centre, à la source de ces six voyages, une réflexion sur le temps, sur le rythme dans lequel,

hier comme aujourd'hui, commencent la terre et les êtres. Le temps en abîme, l'espace en ordonnance, des acteurs (hommes et animaux) vivants : les repères de l'opéra — au sens large.

• **SOIRÉES RADIOPHONIQUES : LA REALITE, LE MYSTÈRE.** — Du 24 décembre au 1^{er} janvier, France-Culture, de 20 h. à 24 h. Il y a la radio qui fait le récit du réel, et l'autre, celle qui donne à entendre ce qu'on ne voit guère, par inattention, faute de curiosité : le dehors et le dedans, les dessous et les dessus. Pour cette semaine entre deux fêtes, France-Culture diffuse chaque jour une soirée qui mêle ces deux réels. Un magazine d'information réalisé « sur un autre ton » précède les diverses émissions de ces programmes plus informels qu'à l'accoutumée — la dernière expérience du même genre date du dernier festival d'Avignon. France-Culture raconte des lieux (métro, stade, hôtel, appartement) à la recherche de leur « esprit ». Chaque soir, Jean Thibaut improvise un « happening théorique », non académique, en compagnie d'invités divers. On suivra Catherine B. Clément à l'opéra (explications et extraits musicaux). Le feuilleton quotidien de Michel Chailion, *Perdue dans la mer de Wedell*, réalisé par Jean Contreau, relate une exploration au Pôle Sud. Une création radiophonique originale illustre chaque soir un sujet documentaire, ou de fiction. Evelyne Frey a « mis en page » le travail des dix réalisateurs.

• **VEILLÉE : LA NUIT DE GRAZIELLA.** — Vendredi 24 décembre, A 2, à partir de 21 h. 30. La soirée du 24 décembre, qui se prolonge fort tard sur la deuxième chaîne, ressemble à un *Grand Échiquier* exceptionnel. Mais avant Arthur Rubinstein (qui fête, pour la télévision, ses quatre-vingt-dix ans le 30 décembre), l'invité de Noël n'a que quatorze ans. É. Graziella, du Pas-de-Calais, sont dédiés, sur le plateau du studio 102, un spécial *Caméra invisible*, des sketches (des humoristes de Michel Berger et de Francis Perrin), les chansons de Marie-Paule Belle, de Julien Clerc, de Jacques Higelin, d'Anne Sylvestre, de Cora Vaucaire, etc.

• **TELEFILM POUR ENFANTS : TROIS NOISETTES POUR CENDRILLON.** — Samedi 25 décembre, TF 1, 16 heures. Cet achat, dû à la télévision technique, prouve la possibilité de ne pas décevoir les enfants par un long métrage de fiction qui leur soit spécialement destiné. La fable renouvelée un peu le vieux conte. Les acteurs principaux ont l'âge de leurs modèles : au-dessous de la majorité légale. Il manque seulement à la réalisation de Václav Votrtek le « chic » à la Demy.

En 1930, pour rester l'homme du mime et de l'image, Chaplin refuse le cinéma parlant. Charlot est donc muet pour vivre la double illusion d'un amour avec une jeune fille aveugle et d'une amitié avec un milliardaire « exotérique » qui l'accepte lorsqu'il est ivre et la chasse lorsqu'il est dégrisé. Des gags, il y en a, bien sûr, mais le comique de ce film génial est empreint d'humanité.

• **CARAMBOLAGES,** de Marcel Blouet. — Lundi 20 décembre, FR 3, 20 h. 30. Sur un sujet d'humour noir emprunté à Fred Kassal, Eloual, égaré dans un cinéma commercial des années 60, a brodé un exercice de style et de direction d'acteurs alourdi, rendu vain par les dialogues de Michel Audard.

RELIGIEUSES

ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 : (le dimanche), 9 h. 15, A. Bible ouverte (le 26) ; 9 h. 30, La Source de vie (le 19), Orthodoxie (le 26) ; 10 h. 10, Présence processionnelle ; 10 h. 30, Le jour du Seigneur ; « Une Église sans armée » (le 19), « Noël » (le 26) ; 10 h. 30, Messe à l'abbaye de Lérins, Veillées (le 19) ; 11 h., Messe à la chapelle de Notre-Dame de Garaison (le 26).

FR 3 : 18 h. 55 et 19 h. 55, « Flashs » (sauf le dimanche) ; vers 22 h., Journal.

Petites ondes - Grandes ondes

ÉMISSIONS SPÉCIALES ET MESSES DE NOËL

TF 1. — A partir du 20 décembre, 12 h. : « L'Évangile en papier » ; le 24, à 23 h. 55 : « Messe de Noël célébrée par Sa Sainteté Paul VI à la basilique Saint-Pierre de Rome » (en Eurovision) ; le 25, à 11 h. : « Messe du jour de Noël à Notre-Dame de Garaison (Hautes-Pyrénées) » ; à 12 h. : « Bénédiction pontificale ».

A 2. — Le 25, à 10 h. 55 : « A la rencontre des rois mages ».

FRANCE-CULTURE. — Le 24, à 21 h. 55 : « Messe de minuit, en direct de la cathédrale Saint-Basile de Dijon » ; le 25, à 19 h. : « Messe à la cathédrale de Dijon ».

FRANCE-MUSIQUE. — Le 24, à partir de 21 h. 30 : « Trois veillées en direct de Provence (Boumont-du-Ventoux, de Brétagne (Plozevet), d'Alsace (Dienstadt) » ; 24 h. : « Messe de minuit » à la Maison de la radio, avec la Camerata de Boston (musiques de la Renaissance).

Régulières

FRANCE-INTER : Informations toutes les heures ; 5 h., La main à la pâte ; 7 h., Gérard Sive ; 9 h. 10, Le magazine de Pierre Bonnet ; 10 h., Ses 4 émissions (samedi) ; Questions pour un samedi ; 11 h., Anne Gaillard ; 12 h., Rézo-ouvert ; 13 h., (le) Journal de Jean-Pierre Eliebach ; 14 h., Le temps de vivre (samedi et dimanche) ; L'oreille en coin ; 16 h., L'heure de musique classique ; 17 h., Radioscope ; 18 h., Bases ; 19 h., Journal ; 20 h. 10, Marche ou rêve (samedi) ; La tribune de l'histoire ; dimanche : Le masque et la plume ; 22 h. 10, Le Pop-Club.

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Informations à 7 h. (cult.) ; 7 h. 30 (cult. mus.) ; 8 h. 30 (cult.) ; 9 h. (cult. et mus.) ; 12 h. 30 (cult. et mus.) ; 15 h. 30 (cult.) ; 19 h. 30 (mus.) ; 23 h. 55 (cult.) ; 24 h. (mus.).

EUROPE 1 : (Informations toutes les heures) ; 5 h., Musique et nouvelles ; 6 h. 40, Philippe Gildes ; 9 h. 15,

Denise Fabre ; 11 h., File ou face ; 12 h., Cash ; 13 h., Journal d'André Armand ; 13 h. 30, Les dossiers extraordinaires du crime ; 14 h., (le) Une femme, un homme (le samedi) ; Histoire d'un jour ; 16 h. 30, Tout pour écrire ; 18 h., Le journal de Pierre Lescure ; 19 h., Jean-Loup Leleu ; 20 h., Pierre Pichet ; 22 h. 30, Europe-Panorama ; 23 h. 55, Top à Wall Street (samedi) ; Ça va être la fête ; 24 h., G. Saint-Béa.

R.T.L. : (Informations toutes les heures) ; 5 h. 30, Maîtrise Savoyère ; 9 h. 15, A.M. Peysson ; 11 h. 30, La case créole ; 13 h., Le journal de Philippe Bouvard ; 14 h. et 15 h., Mélanie Grégoire ; 14 h. 30, Appelée, ça est là ; 18 h. 30, Journal de Jacques Poch ; 19 h., Hiv' Parade ; 21 h., Les sonnets sous sympa ; 22 h., Journal ; 24 h., Vacances.

RADIO-MONTB-CARLO : (Informations toutes les heures) ; 9 h. 30, L'heure info ; 9 h. 30, L'heure musicale ; 11 h. 30, L'heure jeu ; 13 h., L'heure actualité ; 14 h., L'heure espoir ;

15 h. 30, L'heure vérité ; 17 h., L'heure plus ; 18 h. 30, L'heure bilan ; 19 h. 30, L'heure hit ; 20 h. 30, L'heure de rêve ; 0 h., L'heure mots.

Tribunes et débats

FRANCE-INTER : 11 h., les invités d'Anne Gaillard répondent aux auditeurs sur les coups par correspondance (lundi et mardi), l'aspect physique et l'emploi (mercredi), la cuisine de Noël (jeudi), l'humour (vendredi).

FRANCE-CULTURE : 12 h. 5, Jacques Fungam reçoit, Michel Jobert (jeudi), Madeleine La Française (mardi), Jacques Anquetin, (samedi) (mercredi), Françoise Vande Mersch (jeudi), René Rémont (vendredi).

A 2 : dimanche 19, à 13 h. 30, débat entre Mme HÉLÈNE MÉRIS, député R.P.R. (ex-U.D.R.) de Paris, et Mlle Adèle Lagallier, membre de la direction politique nationale de Louis Olivier.

Religieuses et philosophiques

FRANCE-CULTURE : (le dimanche) ; 7 h. 15, Horizon ; 8 h., Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Processionnaire ; 9 h. 10, Bonheur Israël ; 9 h. 40, La grande loge de France (le 19), L'union nationale (le 26) ; 10 h., Messe.

Les films de la semaine

• **LES AVENTURES DE MARCO POLO,** d'Archibald Mayo. — Dimanche 19 décembre, TF 1, 17 h. 10.

Le film de prestige que l'entendait le producteur Samuel Goldwyn : histoire romanesque et légendaire, décors somptueux et Gary Cooper, jeune et beau, en aventurier séducteur. Il y a aussi l'actrice suédoise Sigrid Grinde, star sophistiquée des années 30, dans un rôle de princesse chinoise.

• **SALE TEMPS POUR LES MOUCHES,** de Guy Lefranc. — Dimanche 19 décembre, TF 1, 20 h. 30.

Pour les lecteurs des romans de San Antonio, une adaptation un peu minuscule des seuls dialogues d'Audard et de Jean Richard, énormément vulgaire en inspection Bérurier, sont fidèles au modèle.

• **JUAREZ,** de William Dieterle. — Dimanche 19 décembre, FR 3, 22 h. 30.

Paul Muni, qui avait été Pasteur et Zola sous la direction de William Dieterle, interprète ici, avec une force remarquable, le destin politique du révolutionnaire mexicain Benito Juárez, opposé à l'empereur fantoche Maximilien de Habsbourg. John Huston participe au scénario de ce très beau film historique, où Napoléon III, responsable du sort tragique de Maximilien, n'est pas ménagé.

• **UN AMÉRICAIN À PARIS,** de Vincente Minnelli. — Lundi 20 décembre, A 2, 16 h. 55.

Dans un Paris plus rêvé que réel, à l'usage des touristes américains, Gene Kelly, dans sa joie de vivre et son amour pour Leslie Caron, sur la musique de Gertrude. Purement décoratif, ce film musical, mais avec la splendeur d'une apothéose de tableaux inspirés de Van Gogh, Dufy, Renoir, Toulouse-Lautrec et du donatier Rousseau.

• **LES LUMIÈRES DE LA VILLE,** de Charles Chaplin. — Lundi 20 décembre, TF 1, 20 h. 30.

En 1930, pour rester l'homme du mime et de l'image, Chaplin refuse le cinéma parlant. Charlot est donc muet pour vivre la double illusion d'un amour avec une jeune fille aveugle et d'une amitié avec un milliardaire « exotérique » qui l'accepte lorsqu'il est ivre et la chasse lorsqu'il est dégrisé. Des gags, il y en a, bien sûr, mais le comique de ce film génial est empreint d'humanité.

• **CARAMBOLAGES,** de Marcel Blouet. — Lundi 20 décembre, FR 3, 20 h. 30.

Sur un sujet d'humour noir emprunté à Fred Kassal, Eloual, égaré dans un cinéma commercial des années 60, a brodé un exercice de style et de direction d'acteurs alourdi, rendu vain par les dialogues de Michel Audard.

• **LA REGLE DU JEU,** de Jean Renoir. — Mardi 21 décembre, A 2, 16 h. 55. Comment, en 1939, Renoir inventait une écriture moderne qui fut, bien sûr, incomprise, et démodée, en mêlant drame et comédie, les

luxe-sémiants d'une société en décomposition où chacun a ses raisons et ses passions. Dans un château en Sologne, le monde des domestiques calque celui des maîtres et Jean Renoir, lui-même, enroulé d'une peau d'ours, reste sur la frontière de ces deux univers, simple témoin de la règle du jeu. Un grand, très grand film français.

• **TOM FOOT,** de Bo Widerberg. — Mardi 21 décembre, A 2, 20 h. 30.

Widerberg donne dans le conte de fées (moderne) et la fable sociologique en racontant l'histoire d'un gamain de six ans qui pratique le football comme le petit Mossart pratiquait la musique, et qui même son équipe nationale de victoire en victoire. Le monde des adultes est mis en question. Amusant pour qui aime le football. Les matches succèdent aux matches.

• **LA PLANÈTE DES SINGES,** de Franklin J. Schaffner. — Mardi 21 décembre, FR 3, 20 h. 30.

Très belle, très inquiétante adaptation et mise en images du roman de Pierre Boulle où la philosophie rejoint la science-fiction. Charlton Heston, égaré à deux mille ans de notre époque sur une planète où règnent des singes humanisés, fait une étrange découverte sur l'évolution de l'espèce. Premier film, et de loin le meilleur, d'une série qui va diffuser FR 3.

• **LE CAMERAMAN,** d'Edgar Sedgwick. — Mercredi 22 décembre, A 2, 16 h. 55.

Les aventures de Buster Keaton, opérateur d'actualités dans les rues de New-York. On commente le service d'une caméra pour organiser le délire et faire rire, tout en restant soi-même impassible. Aux prises avec les objets, avec l'espace, avec la vie, Keaton est un personnage fabuleusement vrai, totalement auteur d'un film qu'il n'a pas signé et dont la bagarre dans Chinatown est le sommet d'une pure invention comique.

• **JERRY LA GRANDE GUEULE,** de Jerry Lewis. — Mercredi 22 décembre, FR 3, 20 h. 30.

Mal accueilli, inconnu lors de sa sortie, voilà un film à redécouvrir. Il est vrai que Jerry Lewis n'y est pas très drôle. Mais, sous ses visages de clown transparent, un autre visage émergeant : celui de l'artiste qui réfléchit sur la nature humaine et sur la société, sur la dignité du pauvre aussi. Pas très loin de Chaplin, après tout, même si l'univers de Lewis n'appartient qu'à lui.

• **L'ÉTERNEL RETOUR,** de Jean Delannoy. — Jeudi 23 décembre, A 2, 16 h. 55.

Signé Delannoy, qui travaillait déjà dans le cinéma de qualité, ce film, tourné sous l'occupation, reflète l'univers de Cocteau, auteur d'une transposition poétique et moderniste, quoique intemporelle, du mythe de Tristan et Isolde. Amour fou, défilant la mort et la mort, société des méchants et réapparition des enfants terribles. La jeunesse de l'époque adopta, comme des fanons, le pull-over à dessins Jacquard de Jean Marais et la culture de nœuds de Madeleine Sologne.

vedettes de l'an 1943. Le film n'a pas très bien vieilli, mais on ne peut pas l'ignorer.

• **LE PETIT BAIGNEUR,** de Robert Dhéry. — Jeudi 23 décembre, A 2, 20 h. 30.

Louis de Funès trébuche sur un bateau à coups de pelle et poursuit Robert Dhéry et sa famille de brigands, tous affublés de perruques rousses. Ce n'est pas du comique très relevé, mais efficace, pour public familial.

• **LES DEMOISELLES DE ROCHEFORT,** de Jacques Demy. — Jeudi 23 décembre, FR 3, 20 h. 30.

Demy a fait peindre les rues de Rochefort aux couleurs de sa fantasia, inventé des sœurs jumelles qui ne se ressemblent pas, des coïncidences mélodramatiques, et tout un art de vivre, de danser, de chanter, qui est, le compositeur Michel Legrand aidant, sa comédie musicale à la française. Avec, invité d'honneur, le Gene Kelly de *Charmant sous la pluie*. C'est drôle, tendre, bien enlevé et très, très romantique.

• **LE ROI DE CŒUR,** de Philippe de Broca. — Vendredi 24 décembre, TF 1, 16 h. 55.

Qui est fou et qui est sage en ce temps de guerre (de 14), les alliés menteux ou les gens qui se battent ? Alan Bates, soldat anglais porteur d'une cage de pigeons voyageurs et sacré roi de cœur par ses fous en liberté, à la temps de se poser la question. Brève incursion de Philippe de Broca, spécialiste de la comédie d'aventures farfelues, dans le conte philosophique. Pas exactement réussi mais intéressant.

• **LA RENCONTRE DE LAUREL ET HARDY,** de Robert Youngson. — Vendredi 24 décembre, A 2, 16 h. 55.

Le célèbre tandem comique à ses débuts dans des courts métrages muets dont ce film de montage a retenu des séquences caractéristiques : une soirée mondaine chez un directeur de prison, la rage de dents de Laurel dans une chambre, une chèvre encombrante que les deux compères s'efforcent de cacher, un combat sur un terrain de golf. Un régal burlesque.

• **LES MALHEURS D'ALFRED,** de Pierre Richard. — Dimanche 26 décembre, A 2, 14 h. 55.

Où Richard-Alfred, le distraire malchanceux dans l'univers des jeux télévisés (on reconnaît bien lesquels !). Cela démarre sur les chapeaux de roue, dans le comique débridé, et puis, cela languit dans la satire un peu méchante. Reste le personnage d'Alfred, original, attachant.

• **LE CAVALIER DU DESERT,** de William Wyler. — Dimanche 26 décembre, TF 1, 18 heures.

Dans ce western extrêmement sophistiqué, Gary Cooper est le héros venu de nulle part qui arrive, arme au poing, à l'endroit entre fermiers et éleveurs du Texas. Mais le personnage principal, important, c'est Walter Brennan, le vieux juge Roy Bean, corrompu et soumis à sa passion pathologique pour une petite actrice. Un film à ne pas négliger.

• **CERTAINS L'AIMENT CHAUD,** de Billy Wilder. — Lundi 27 décembre, FR 20 h. 30.

De la difficulté qu'il y a de séduire Marilyn Monr quand on est un homme investi en femme et obligé de rester pour sauver sa peau. De la difficulté qu'il y a à échapper à un vieux milliardaire quand on est un autre homme travesti femme et demandé (e) mariage. C'est comédie à Billy Wilder qui frôle allègrement le mauvais goût et plaisanterie graveleuse est trépanée dans l'Amérique de 1934 ce qui conduit le réalisateur à des citations parodiques divers genres hollywoodiens Savoureux.

• **Radioscopies sur France 1.** — Jacques Chancel reçoit, docteur Pierre Bouquignon, psychiatre (jeudi), Jean de G. Savinien (mardi), Jean Dor, membre de l'Institut (mercredi), Gordon Carter, directeur européen de l'UNICEF (jeudi), Don Edie Camara, archevêque de Bess (vendredi).

• **Radioécologie sur France 1.** — Jacques Chancel reçoit, docteur Pierre Bouquignon, psychiatre (jeudi), Jean de G. Savinien (mardi), Jean Dor, membre de l'Institut (mercredi), Gordon Carter, directeur européen de l'UNICEF (jeudi), Don Edie Camara, archevêque de Bess (vendredi).

• **TELETHEQUE DE CHAILLOT.** — Du 21 au 24 décembre, programme unique

13 h., Papiou Chénou met en scène Richard II, de B. C. Swenson ; 16 h. 20, Aragon, le Chemin des oiseaux, de M. Haillet ; 17 h., le Malade imaginaire de Molière, réal. Cl. Sannelli.

هناك الامثل

RADIO-TELEVISION

Samedi 18 décembre

CHAINE I : TF 1

20 h. 30. Variétés : Sylvie Joly et ses amis ; 1 h. 30. Série : Mac Coy.

CHAINE II : A 2

20 h. 35. Série : Les beaux messieurs de la nuit, d'après G. Sand, Adapt. M. Tesson ; J. Armand, réal. B. Bordenier, avec G. Marchal, Y. Folliot.
22 h. Divertissement : Collages, de M. Du-

may, 22 h. 45 (●). Portrait : Des parts de lumière (Jeanne Lieberman, professeur de yoga à quatre-vingt-cinq ans).

COLLECTION "NOSTALGIE"
"Les beaux Messieurs de Bois-doré"
de George Sand
Librairie Jules TALLANDIER
à demander d'urgence à votre libraire

CHAINE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Les aventures de Lolek et Bolek ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Un homme, un événement.
20 h. 30 (●). Retransmission lyrique : Boris Godounov, de Moussorski. Mise en scène N. Merrill. Avec les chœurs de la Philharmonique slovaque de Bratislava, l'Orch. philharmonique de Strasbourg et D. Petrov, N. Ihara, R. Roberts, Real. M. Rabinowski.
Un spectacle produit par l'Opéra du Rhin au cours de la saison 1975-1976.

FRANCE-CULTURE

20 h. (●). « Les Microcosmes », de Pierre Schaeffer, au Théâtre national du Palais de Chaillot, réalisation G. Peyrou ; 22 h. 5. « La Fugue du samedi au dimanche », divertissement de B. Jérôme ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

Jusqu'à 2 h. (●). Journée Litz ; à 19 h. 40. L'héritage de Litz, par P. Sarrus ; à 21 h. 15. « Christus » (Litz) ; à 0 h. 5. Transcription de la « Cinquième Symphonie de Beethoven » par Z. Kocals, piano ; à 0 h. 45. Litz contre Litz, par E. Dietlin et J.-P. Gillard.

Dimanche 19 décembre

CHAINE I : TF 1

9 h. 30 (III). Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h. (III). La séquence du spectateur ; 12 h. 30 (III). Le magazine du dimanche ; 13 h. 30 (III). Vive le cirque ! ; 14 h. (III). Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 35 (III). Sports : Direct à la une ; 17 h. 10 (III) (●). Festival de la Coopérative : Les aventures de Garpo Polo ; film d'A. Mayo (1938), avec J. Cooper, S. Gurie, B. Rathbone, A. Hale.
Au troisième siècle, le fils d'un marchand égyptien est rapté et périm pour conduire des traités de commerce. Il s'agit de la fille de l'empereur de Chine et sa vie se joue de sa vie.

18 h. 50. Les animaux du monde ; 19 h. 20. Tom et Jerry.

20 h. 30. Film : « Sale temps pour les nouches », de G. Lefranc (1968), avec G. Barry, I. Richard, P. Préboist, N. Maury.
Une aventure de San Antonio.
22 h. Reflets de la danse.

CHAINE II : A 2

10 h. 20. Ski : Sialom spécial messieurs à Madonna (première à 12 h. 30) ; 11 h. Emission pédagogique ; 12 h. 30. Ski : Sialom spécial messieurs à Madonna ; 14 h. 10. Monsieur Cinema ; 14 h. 55. Téléfilm : « L'île au trésor » (dessins animés de J. Suterland) ; 16 h. 20. La vie secrète des animaux ; 17 h. Divertissement : Martine Chardon ; 18 h. 5. Série : Rush ; 19 h. Sports : Stade 2 ; 19 h. 45. Dessins animés ; 20 h. 25. Dessins animés ; 20 h. 30. Téléfilm : « Le Château des Carpathes », de J.-Ch. Averty, d'après J. Verne, avec J.-R. Caussimon, J. Danno ; 22 h. 35. Portrait : Des parts de lumière (un paysan mélo-mans parle d'opéra).

CHAINE III : FR 3

11 h. A écrans ouverts ; 11 h. 30. Mosaïques ; 17 h. 35. Pour les jeunes : Colargol ; 17 h. 50 (●) (R.). Culture : Méditerranée (reprise de la cassette parue) ; 18 h. 45. Spécial DOM-TOM ; 20 h. 5. Pour les jeunes : Fiches noires ; 20 h. 30 (●). Débat : L'homme en question...

M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale ; 21 h. 30. Festival du film francophone de la Nouvelle Orléans ; 22 h. Aspects du court métrage français ; 22 h. 30 (●) Cinéma de minuit cycle l'âge d'or hollywoodien, 1932-1945 : « Juarez », de W. Dieterlé (1939), avec P. Muni, B. Davis, R. Aharne, C. Rains, J. Garfield (v.o. sous-titrée, N.).
La lutte de Benito Juarez pour l'indépendance du Mexique contre les troupes de Hahabour, empereur étranger imposé par Napoléon III.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 7. La tenture ouverte ; 7 h. 15. Horizon ; 7 h. 40. Chasseurs de son ; 8 h. Emissions philosophiques et religieuses ; 11 h. Regards sur la musique ; 12 h. 5. Allure, divertissement de J. Jérôme ; 12 h. 45. Réclat d'urgence à l'été des Blancs-Manteaux ; 14 h. 5. Poésie ; 14 h. 5. La Comédie-Française présente : « Le professeur Dénoué », de K. Branwen, avec R. Larrieu, F. Bouteiller, J.-P. Rémi, C. Vermet ; 16 h. 5. Orchestre philharmonique de Berlin, direction Seiji Ozawa ; « Requiem » (Berlioz), avec le chœur de la cathédrale Sainte-Hedwige ; 17 h. 30. Rencontre avec Clara Alieva et Edgar Weis ; 18 h. 30. Ma non troppo ; 19 h. 10 (●). Le cinéma des cinéastes ;

20 h. Poésie ; 20 h. 45 (●). Atelier de création radio-phonique : « J'aperçois un vent et le cours de la rivière », par R. Farabel et G. Rivière, avec R. Barthes et M. Duras ; 22 h. Black and Blue ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Concert promenade ; 8 h. Cantate pour le quatrième dimanche de l'Avent... extrait de l'Oratorio de Noël (J. S. Bach) ; 9 h. 3. Musique Graffiti ; 11 h. En direct du Théâtre d'Orsay : Concert de Los Malagueños : Musique populaire espagnole ; 12 h. 25. Opéra-bouffon ; 13 h. 25. Petites formes ; 14 h. La tribune des critiques de disques : « Messe en ré de Beethoven » ; 17 h. (●). Le concert égypte de B. Martin (Schoenberg, C. Berberian, R. Strauss, R. Pärt, J.-S. Bach, Mozart, Frédéric Scherz, Purcell, Dufay, Charlebois) ; 19 h. La route des jongleurs ; 19 h. 35. Jazz vivant ; 20 h. 30. Echanges internationaux de Radio-France... Festival de Schwetzingen 1976 : « Venus et Adonis », opéra en un prologue et trois actes de John Blow, avec E. Hartry, Portkady, S. de Javelin, et par le chœur et l'orchestre de l'Opéra de Paris, direction : Harrington ; 22 h. 10. Orchestre philharmonique de Radio-France, direction John Pople avec I. Partridge, Steve Roberts et les chœurs de la B.B.C. : « Motets anglais du seizième siècle » ; « Ode à sainte Cécile » (Purcell) ; « Cantata Miserere » (Gritten) ; 0 h. 5. Folk des grattes-ciels, par L. Weintraub ; 1h. (●). Trêve.

Lundi 20 décembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15 (III). Jeu : Réponses à tout ; 12 h. 30 (III). Midi première ; 13 h. 15 (III). Série : « La maison dans la prairie » ; 14 h. 30 (III). Spécial vacances : Les visiteurs de Noël ; 16 h. (III). Testez donc avec nous ; 17 h. 55 (III). Variétés : « Le club du lundi » ; 18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 19 h. 55. Tom et Jerry ; 19 h. 45 (●). Les mini-chroniques.
20 h. 30 (●). Film : « Les lumières de la ville », de Ch. Chaplin (1931), avec Ch. Chaplin, V. Chaplin, M. Myers, A. Garcia. (Muet. N.).
21 h. 15 (●) Réclat d'urgence : Les contes du Solstice. N° 1 : la Vallée perdue, de J. Chol-et et A. Volsin.

CHAINE II : A 2

12 h. 30. Dessins animés ; 13 h. 5. La France à visage découvert ; 13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Chantiers et musiciens des rues ; 14 h. Aujourd'hui, madame... à 15 h. (R.).

Série : Les rues de San-Francisco ; 16 h. 55 (●) Ciné-club : « Un Américain à Paris », de V. Minnelli (1951), avec G. Kelly, L. Caron, O. Levant, G. Gubary.
Un peintre américain, installé à Paris, où il anime la pioche, est en butte aux moqueries d'une riche compatriote et s'efforce d'une jeune fille qui est, sans qu'il le sache, la fiancée d'un chétif ouvrier.

18 h. 45 (●). Enfants : Au cœur des choses, de J. Brialy et J.-F. Delassus ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 43. En direct du Louvre : Un chef-d'œuvre.

20 h. 35 (●). Vacances sur le campus : les Bolling Stanzas, par M. Lancelotti, réal. F. Clausser ; 22 h. 30 (●). Portrait : Des parts de lumière (le violoniste Yehudi Menuhin, par B. Mon-saignon) ; 23 h. 30. Musique de nuit : L'orchestre de Bernard Thomas.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Les aventures de Lolek et Bolek et Colargol ; 19 h. 5. Emissions

régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : André Burquière et Jean-Louis Flandrion ; 20 h. Les jeux.

20 h. 30 (R.). « Carambolages », de M. Blual (1963), avec J.-C. Brialy, L. de Funès.
Un jeune employé, placé au bas de l'échelle dans une agence de publicité, décide de supprimer, « par accident », le P.-D.G. pour prouver d'un échelon dans la hiérarchie.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... Platin et la transparence, par M. Reboul ; à 8 h. 32. Signes de l'année et symboles des jours, par A. Allou et C. Gauguier ; 9 h. 7. (●). Les tendis de l'histoire ; 10 h. Le Temps des calendriers ; à 10 h. 30. Bernard et l'art d'écouter ; à 10 h. 45. Les professeurs C. Heltz et M. Grodzki ; 11 h. 15. La taxe et la marge ; 11 h. 2. Evénement musical ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Evely à la musique ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « L'Opéra de bronze », de Claude Delmas ; 14 h. 45. Les chemins sous vitres de Paris, par M. Rivaud ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture... L'œuvre : l'explorateur Paul-Emile Victor ; à 17 h. 2. Les Français s'interrogent ; à 17 h. 10. L'heure de pointe ; 18 h. 2. Un rôle, des voix : « Le Vaisseau fantôme »,

premier acte (Wagner) ; 18 h. 30 (●). Feuilleton : « Histoire d'un paysan avant et après la Révolution », de Gilbert Lill, avec Y. Fabrice, A. Berlin, R. Birt, réalisation G. Peyrou ; 19 h. 10. La scène du « Les Vivants et les Morts » par C. Métra et P. Nemo : « La Genèse ».

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 9 h. 2. Petites formes ; 10 h. La règle du jeu... Igor Stravinsky ; à 10 h. 30 (●). Enregistrement d'une répétition de « Sacre », avec le compositeur ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. Mélodies sans paroles... Portrait d'un musicien français : Jean Rivier (Roussel, Rivier) ; 15 h. 30. Après-midi lyrique : « Salomon » (Händel), avec A. Young, J. Salviy Quirk, les chœurs et l'orchestre du Volkstheater de Vienne ; 16 h. 2. Ecoute, magazine musical ; 19 h. 35. Kiosque ; 19 h. 40. Conversation souterraine ; 20 h. 30. Entrée de jeu... Sonates (Bartok), avec R. Zymanski, violoncelle et J.-C. Neveux, pianiste ; 22 h. Concert donné au palais des Congrès de Juan-les-Pins par l'Orchestre régional Provence-Côte d'Azur, direction M. Bender, avec M.-P. Cochereau (harpe), Ph. Prévost (flûte). « Concerto grosso en ré mineur » (Vivaldi) ; « Concerto pour flûte et harpe en ut mineur » (Mozart) ; « Danes sacrées et profanes » (Debussy) ; 23 h. 30. France-Musique la nuit.

Mardi 21 décembre

CHAINE I : TF 1

12 h. (III). L'Evangile en papier (l'Annonciation) ; 15 (III). Jeu : Réponses à tout ; 12 h. 30 (III). Midi première ; 13 h. 35 (R.). Série : « La petite maison dans la prairie » ; 14 h. 25 (III). Pour les jeunes : Les visiteurs de Noël ; 16 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 19 h. 55. Les mini-chroniques de R. Gosciny ; 20 h. 30. Série : Chapeau melon et bottes de cuir ; 21 h. 30. Comédie musicale : « Trafalgar », scén. R. Gosciny, mus. G. Calvi, avec M. Pena, J.-P. Calderini, G. Friedmann, R. Geay, M. Jarry.
Deux yachtmen, amarrés dans un port de pêche en ruine, vivent heureux jusqu'à l'arrivée, sur un rafiot, de la belle Lili.

22 h. 20. Réclat d'urgence : Les contes du Solstice (N° 2) : La nuit du trésor enfoui, de A. Volsin et J. Chollet.

CHAINE II : A 2

10 h. 15. La France à villages découverts (reprise à 13 h. 5) ; 10 h. 20. Concert : Grande Fantaisie de Chopin, par R. Atanassova (piano) et le NOP de Radio-France, dir. G. Amy ; 10 h. 50 (●) (R.). Le Père Amable,

de Cl. Santelli, d'après G. de Maupassant, avec F. Ledoux, G. Fontanel, J.-P. Sentier. (Sous réserve.)
Le père, le fils, la belle-fille : rivalités en pays de Caux. Le prix de l'homme 1976.

12 h. 35. Dessins animés ; 13 h. 5. Magazine régional ; 13 h. 50. Journal des sourds et des mal-entendants ; 14 h. 10. Aujourd'hui, madame... à 15 h. (R.). Série : Les rues de San-Francisco ; 15 h. 50. Aujourd'hui magazine ; 16 h. 55 (●) (R.). Ciné-club : « La Règle du jeu », de J. Renoir (1939), avec M. Dallen, N. Grégor, R. Toutain, M. Zardely, J. Reny (N.).
Un petit garçon de six ans devient une grande fille, et se retrouve en situation de femme du monde, invitée en société par le mari, il découvre la règle du jeu d'une société qui cherche à sauver les apparences.

18 h. 50. Enfants : Au cœur des choses ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 40. En direct du Louvre : Un chef-d'œuvre ; 19 h. 45 (R.). La caméra invisible ; 20 h. 30. Les dossiers de l'écran : « Tom Font de la 33. Wilderberg (1973), avec J. Bergman, S. Ossian Ericson, I. Bergman, A. Bergman, M. Harenström.
Un petit garçon de six ans devient une grande fille, et se retrouve en situation de femme du monde, invitée en société par le mari, il découvre la règle du jeu d'une société qui cherche à sauver les apparences.

Vers 22 h. Débat : Comment on fabrique un champion ; 23 h. 20. Musique de nuit : Le pianiste Youri Boukoff.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Les aventures de Lolek et Bolek et le professeur Bathazar ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : L'UNAF ; 20 h. Les jeux.

20 h. 30 (●). Westerns, films policiers, aventures : « La Planète des singes », de F.-J. Schaffner (1967), avec Ch. Heston, R. Mc Dowall, K. Hunter, M. Evans.
Trois mille ans après avoir quitté la Terre, trois cosmonautes américains se retrouvent sur une planète dominée par des singes dans un état de civilisation avancée, et qui les traitent comme les hommes traitent les animaux.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... Platin et la transparence, par M. Reboul ; à 8 h. 32. Signes de l'année et symboles des jours, par A. Allou et C. Gauguier ; 9 h. 7. (●). Les tendis de l'histoire ; 10 h. Le Temps des calendriers ; à 10 h. 30. Bernard et l'art d'écouter ; à 10 h. 45. Les professeurs C. Heltz et M. Grodzki ; 11 h. 15. La taxe et la marge ; 11 h. 2. Evénement musical ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Evely à la musique ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Le Jardin de l'été », de Jean-Yves Alet ; 14 h. 45. Les chemins de France-Culture... à 16 h. 4. La musique et les jours ; à 17 h. 2. Les Français s'interrogent ; à 17 h. 15. L'heure de pointe ; 18 h. 2. Un rôle, des voix : « Le Vaisseau fantôme »,

de Thalovsk ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. Mélodies sans paroles... Concert, concert (Scriabin, S. W. Walton) ; à 15 h. 30. « Musiques pour cordes, percussion et coïté » (Bartok) ; 17 h. 30. Ateliers d'enfants ; 18 h. 2. Ecoute, magazine musical ; 19 h. 35. Kiosque ; 19 h. 40. Conversation souterraine ;

20 h. 30. En direct de l'église Saint-Séverin... Musiques sacrées, par le Nouvel orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marc Andree et les chœurs de Radio-France, dir. J.-P. Kresler, avec L. Gardeur, B. Egel, L. Allier, L. Hagen-William et « l'Etoile de Sébastien » (Reuberger) ; « Te Deum » (Brahms) ; 23 h. Le sabot à feu ; 23 h. 30. Sonoripien ; 0 h. 5. Les grandes orgues ; 1 h. Non acties : musique indienne.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 9 h. 2. Petites formes ; 10 h. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Répétition ; 12 h. La chanson ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. Mélodies sans paroles... musique ancienne : concert portugais du vingtième siècle (Messiaen, Roussel, Lutoslawski, Varèse) ; 16 h. 45. Orchestre symphonique de Lille, direction J.-C. Casadesu, avec S. Verlet, claviers ; « Pacific 231 » (Honegger) ; « Concert champêtre » (Poulenc) ; « Prélude à l'après-midi d'un faune » (Debussy) ; « l'Oiseau de feu » (Stravinsky) ; 19 h. 2. Ecoute, magazine musical ; 19 h. 35. Kiosque ; 19 h. 40. Conversation souterraine ; 20 h. 30. Musique au présent... Nouvel Orchestre Philharmonique de Radio-France, direction P. Tanguet, avec A. Rinser, mezzo ; « Il se sent perdu dans l'espace (duo) » (L. Alexander) ; « Au-delà de l'absence » (R. Vaillant) ; « Lieder opus 8 et Lieder opus 13 » (Webern) ; « Aurora » (Kandell) ; 21 h. 30. Noël romantique ; 22 h. 30. Le sabot à feu ; 23 h. 30. Musique japonaise ; 0 h. 5. Son Ra ; 1 h. 1. Nativité.

Mercredi 22 décembre

CHAINE I : TF 1

12 h. (III). L'Evangile en papier. (Marie visite Elisabeth) ; 15 (III). Jeu : Réponses à tout ; 12 h. 30 (III). Midi première ; 13 h. 35 (R.). Série : « La petite maison dans la prairie » ; 14 h. 25 (III). Pour les jeunes : Les visiteurs de Noël ; 16 h. 25. Film chorégraphique : Les routes de Beatrix Potter, par le Royal Ballet de Covent Garden.
Cinq contes d'enfants.

17 h. 50 (III). Les reflets de la danse. (L'Enfant et les sortilèges, de Ravel) ; 18 h. 30. Pour les petits ; 18 h. 35. L'île aux enfants ; 19 h. 55. Tom et Jerry ; 19 h. 45. Les mini-chroniques, de R. Gosciny ; 20 h. 30 (●). Téléfilm : Le jeune homme et le lion (première partie), de J. Anouilh et J. Delannoy. Avec G. Wilson, M. Carrière.
Le grand et paternel amour de l'empereur Charlemagne pour son neveu Roland. Premier épisode : la guerre contre les Saxons. Roland sauve son oncle et rencontre Aude. Retour à la cour de France.

22 h. Réclat d'urgence : Les contes du Solstice (N° 3) : La Sanssouci, d'A. Volsin et J. Chollet.

CHAINE II : A 2

10 h. 15. La France à villages découverts (reprise à 13 h. 5) ; 10 h. 20. Concert : la Symphonie des psaumes et le Roi des études, de Stravinski, par le NOP de Radio-France, dir. G. Amy ; 11 h. Rediffusion : Les Jeux olympiques 1976 ; 12 h. 5. Pour les jeunes : Un sur cinq (reprise à 15 h. 50 et à 18 h.) ; 12 h. 35. Dessin animé ; 13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Mercredi animé ; 14 h. Aujourd'hui, madame... à 15 h. (R.). Série : L'aventure est au bout de la route ; 16 h. 55 (●). Ciné-club : « Le Cameraman », d'Ed. Sedgwick (1929), avec R. Keaton, M. Day, H. Goodwin, E. J. Blake. (Muet. N.).
Pour l'amour d'une jeune fille, un photographe ambulant achète une caméra et fait opérateur d'actualité.

18 h. 40. Enfants : Au cœur des choses ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 40. En direct du Louvre : Un chef-d'œuvre ; 19 h. 45 (R.). La caméra invisible.

20 h. 30 (●). Retransmission lyrique : « La Traviata », de Verdi. Mise en scène de J. Lavie, avec S. Sasse, R. Karaykowski, J. Mazvrok, dir. M. Plasson.
C'est des spectacles du Festival d'Aix-en-Provence, 1976.

22 h. 30 (●). Portrait : Des parts de lumière (l'actrice Gabrielle Dorziat) ; 23 h. 5. L'âme des poètes. (Mouloudif).

CHAINE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Les aventures de Lolek et Bolek et See and Tell ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Vivre en communautar ; 20 h. Les jeux.

20 h. 30 (●). Un film, un auteur : « Jerry la grande gonzole », de J. Lewis (1967). Avec J. Lewis, H.J. Stone, S. Bay, B. Lester, J. Riley.
Pour avoir pêché un homme-grenouille qui lui ressemble, un drôle petit comptable se trouve pris entre deux gangs rivaux qui recherchent des diamants.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... Platin et la transparence, par M. Reboul ; à 8 h. 32. Signes de l'année et symboles des jours, par A. Allou et C. Gauguier ; 9 h. 7. La matinée des sciences et techniques ; 10 h. 45. La livre, ouverture sur le vie ; 11 h. 2. Le magazine des éditions musicales ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Evely à la musique ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « L'Épître et les médecins », de P. Wagner ; à 14 h. 45. L'école des parents et des enseignants ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture... mercredi jeunesse ; à 16 h. 4. L'heure de pointe ; 18 h. 2. Un rôle, des voix : « Le Vaisseau fantôme » (Wagner) ; 18 h. 30 (●). Feuilleton : « Histoire d'un paysan avant et après la Révolution », d'Erckmann-Chatrian ; 19 h. 25. La science en marche ; 19 h. 55. Poésie ; 20 h. (●). La musique et les hommes : « Chant protest de la Touraine », de Yvonne Enrie et Nadine Hilkert, par E. Gritiques : poèmes, musiques et chansons populaires ; 22 h. 30. La danse contemporaine : le ballet de poche de Grémolo ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 9 h. 2. Petites formes ; 10 h. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Répétition de la « 11^e Symphonie »,

Lundi 20 décembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Haval 5-0 ; 21 h. 15. Bastogne, film de W. Wellman.
TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. Kojak ; 21 h. 15. Le Sol du mal, film d'O. Waller.
TELEVISION BELGE : 20 h. 25. U.S.A. 200 : la dixième génération ; 22 h. 30. Chopin.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 30. Peter Pan ; 22 h. 5. Grimsby.

Mardi 21 décembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. La grande vallée ; 21 h. 15. Les Comédiens, film de P. Ollivier.
TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. Opération danger ; 21 h. 15. Le Mécano de la General, film de S. Kaelson.
TELEVISION BELGE : 19 h. 35. Europe ; l'Italie.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 20. Jeu spatial ; 21 h. 15. Gala de l'Union des artistes.

Mercredi 22 décembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Kojak ; 21 h. 15. Le Coup de la nuit, film de G. Autant-Lara.
TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. L'homme qui valait 3 milliards ; 21 h. 15. Shalako, film d'E. Dmytryk.
TELEVISION BELGE : 19 h. 35. Le point de la météo ; 21 h. 15. Variétés.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 20. Maison de poupée, d'E. Ibsen.

Les écrans francophones

Judi 23 décembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Marcia Welby ; 21 h. Quand la vie est belle, film de L. Pagnol.
TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. L'homme de fer ; 21 h. 15. La Vierge du Rhin, film de G. Grangier.
TELEVISION BELGE : 19 h. 55. Le Clan des Scythiens, film de H. Verneuil ; 22 h. 10. Le carrousel aux images.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 30. Jeu spatial ; 21 h. 15. Héro Dolly, film de G. Kelly.

Vendredi 24 décembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Le Pentagone de verre, film de G. Watters ; 21 h. 30. Variétés ; 23 h. 5. Mireille Mathieu ; 24 h. Messe de minuit.
TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. Océan ; 21 h. 15. Vite des drapeaux bleus, film de J.S. Clark ; 22 h. 45. Sylvie Vartan ; 23 h. 55. Messe de minuit.
TELEVISION BELGE : 20 h. 55. Olympiades du cirque ; 21 h. 50. Jeux de Noël ; 22 h. 50. Julie Andrews ; 24 h. Messe de minuit.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15. La rue vers l'or ; 21 h. 25. Le Noël impérial ; 21 h. 40. Coppola ; 23 h. 5. Noël Noël ; 24 h. Messe de minuit.

Samedi 25 décembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Acacia Corry ; 21 h. 15. Frost et Fire-20, film de W. Allen.
TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. 15. La rue vers l'

...des rev
...s adic

THE DISNEY

22 h. 20 (●), Portrait : Des parts de lumière
(le poète Pierre Jakesz-Hélias) ; 23 h., Musique

de nuit : le Sertour de Paris.

CHAÎNE N° : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Les aventures de Lolita et Bolek et Ses and Tell : 15 h. 5. Émissions régionales 19 h. 40. Tribune libre : Berthelms : 20 h. Les Jeunes.

20 h. 15. Les grands noms de l'histoire au cinéma : Les Dames de Rochefort - de J. Demy (1966). Avec C. Demuere, F. Dorléan, D. Darrieux, J. Perrin, G. Kelly, M. Piccoli.

A Rochefort, pendant une foire commerciale, deux sœurs jumelles rencontrent chacune l'homme de son vie, pendant que leur mère retrouve le sien.

FRANCE-CULTURE

7 h. 3. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de

R. Alleau et C. Gaignebet
G. Laporte : 8 h. 21. La m.

Questions en zig-zag : 11 h. 2 (●). Calques. Travail musical, par C. Laignré ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des orgues de France ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « les Eaux étroites », de Julien Gracq ; 14 h. 45. Les chemins sous vitres de Paris, par

CHAINE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes: *Utopia* (un conte de A. Noël); 19 h. 5. *Emissions régionales*: 13 h. 40, *Tribune libre*; *La Famille*, des femmes s'interrogent; 14 h. 15, *Le Cercle de Mécène*.
21 h. 5 (●). *Théâtre* - *L'Otage*, de P. Claudel, avec L. Bellon, J. Danst, G. Tousseint, J. Davy
Trésors de France présentent *des pièces antiques et grandioses qui affrontent jusqu'à la mort l'épique et l'empire*: un des plus grands chefs-d'œuvre de la littérature antique.
23 h. 15 (●). *Culture*: *Méditerranée*, de F. Braudel et G. Vallet (1^{er} thème, douzième et dernière émission); 0 h. 10, *Veillées*: Les crèches du monde, de F. Rosset.
Les programmes de la semaine des nombreuses traditions pour l'été 1968. Aujourd'hui, la collection *Musées*. Musées présents dans cette belle collection de poche: *musée d'un peu partout*, du monde entier.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. *Poésie*: 7 h. 5, *Matinales*; 8 h. *Le Chant de la connaissance*; 8 h. 10, *la transcription*, par M. Reboul; 8 h. 12, *Signes de l'année et symboles des jours*, par R. Allou et C. Gwéhalet; 8 h. 30, *Echo au hasard*; 9 h. 7, *Le monde*; 9 h. 15, *Le monde*; 9 h. 20, *Le monde*; 9 h. 25, *Le monde*; 9 h. 30, *Le monde*; 9 h. 35, *Le monde*; 9 h. 40, *Le monde*; 9 h. 45, *Le monde*; 9 h. 50, *Le monde*; 9 h. 55, *Le monde*; 10 h. 0, *Le monde*; 10 h. 05, *Le monde*; 10 h. 10, *Le monde*; 10 h. 15, *Le monde*; 10 h. 20, *Le monde*; 10 h. 25, *Le monde*; 10 h. 30, *Le monde*; 10 h. 35, *Le monde*; 10 h. 40, *Le monde*; 10 h. 45, *Le monde*; 10 h. 50, *Le monde*; 10 h. 55, *Le monde*; 11 h. 0, *Le monde*; 11 h. 05, *Le monde*; 11 h. 10, *Le monde*; 11 h. 15, *Le monde*; 11 h. 20, *Le monde*; 11 h. 25, *Le monde*; 11 h. 30, *Le monde*; 11 h. 35, *Le monde*; 11 h. 40, *Le monde*; 11 h. 45, *Le monde*; 11 h. 50, *Le monde*; 11 h. 55, *Le monde*; 12 h. 0, *Le monde*; 12 h. 05, *Le monde*; 12 h. 10, *Le monde*; 12 h. 15, *Le monde*; 12 h. 20, *Le monde*; 12 h. 25, *Le monde*; 12 h. 30, *Le monde*; 12 h. 35, *Le monde*; 12 h. 40, *Le monde*; 12 h. 45, *Le monde*; 12 h. 50, *Le monde*; 12 h. 55, *Le monde*; 13 h. 0, *Le monde*; 13 h. 05, *Le monde*; 13 h. 10, *Le monde*; 13 h. 15, *Le monde*; 13 h. 20, *Le monde*; 13 h. 25, *Le monde*; 13 h. 30, *Le monde*; 13 h. 35, *Le monde*; 13 h. 40, *Le monde*; 13 h. 45, *Le monde*; 13 h. 50, *Le monde*; 13 h. 55, *Le monde*; 14 h. 0, *Le monde*; 14 h. 05, *Le monde*; 14 h. 10, *Le monde*; 14 h. 15, *Le monde*; 14 h. 20, *Le monde*; 14 h. 25, *Le monde*; 14 h. 30, *Le monde*; 14 h. 35, *Le monde*; 14 h. 40, *Le monde*; 14 h. 45, *Le monde*; 14 h. 50, *Le monde*; 14 h. 55, *Le monde*; 15 h. 0, *Le monde*; 15 h. 05, *Le monde*; 15 h. 10, *Le monde*; 15 h. 15, *Le monde*; 15 h. 20, *Le monde*; 15 h. 25, *Le monde*; 15 h. 30, *Le monde*; 15 h. 35, *Le monde*; 15 h. 40, *Le monde*; 15 h. 45, *Le monde*; 15 h. 50, *Le monde*; 15 h. 55, *Le monde*; 16 h. 0, *Le monde*; 16 h. 05, *Le monde*; 16 h. 10, *Le monde*; 16 h. 15, *Le monde*; 16 h. 20, *Le monde*; 16 h. 25, *Le monde*; 16 h. 30, *Le monde*; 16 h. 35, *Le monde*; 16 h. 40, *Le monde*; 16 h. 45, *Le monde*; 16 h. 50, *Le monde*; 16 h. 55, *Le monde*; 17 h. 0, *Le monde*; 17 h. 05, *Le monde*; 17 h. 10, *Le monde*; 17 h. 15, *Le monde*; 17 h. 20, *Le monde*; 17 h. 25, *Le monde*; 17 h. 30, *Le monde*; 17 h. 35, *Le monde*; 17 h. 40, *Le monde*; 17 h. 45, *Le monde*; 17 h. 50, *Le monde*; 17 h. 55, *Le monde*; 18 h. 0, *Le monde*; 18 h. 05, *Le monde*; 18 h. 10, *Le monde*; 18 h. 15, *Le monde*; 18 h. 20, *Le monde*; 18 h. 25, *Le monde*; 18 h. 30, *Le monde*; 18 h. 35, *Le monde*; 18 h. 40, *Le monde*; 18 h. 45, *Le monde*; 18 h. 50, *Le monde*; 18 h. 55, *Le monde*; 19 h. 0, *Le monde*; 19 h. 05, *Le monde*; 19 h. 10, *Le monde*; 19 h. 15, *Le monde*; 19 h. 20, *Le monde*; 19 h. 25, *Le monde*; 19 h. 30, *Le monde*; 19 h. 35, *Le monde*; 19 h. 40, *Le monde*; 19 h. 45, *Le monde*; 19 h. 50, *Le monde*; 19 h. 55, *Le monde*; 20 h. 0, *Le monde*; 20 h. 05, *Le monde*; 20 h. 10, *Le monde*; 20 h. 15, *Le monde*; 20 h. 20, *Le monde*; 20 h. 25, *Le monde*; 20 h. 30, *Le monde*; 20 h. 35, *Le monde*; 20 h. 40, *Le monde*; 20 h. 45, *Le monde*; 20 h. 50, *Le monde*; 20 h. 55, *Le monde*; 21 h. 0, *Le monde*; 21 h. 05, *Le monde*; 21 h. 10, *Le monde*; 21 h. 15, *Le monde*; 21 h. 20, *Le monde*; 21 h. 25, *Le monde*; 21 h. 30, *Le monde*; 21 h. 35, *Le monde*; 21 h. 40, *Le monde*; 21 h. 45, *Le monde*; 21 h. 50, *Le monde*; 21 h. 55, *Le monde*; 22 h. 0, *Le monde*; 22 h. 05, *Le monde*; 22 h. 10, *Le monde*; 22 h. 15, *Le monde*; 22 h. 20, *Le monde*; 22 h. 25, *Le monde*; 22 h. 30, *Le monde*; 22 h. 35, *Le monde*; 22 h. 40, *Le monde*; 22 h. 45, *Le monde*; 22 h. 50, *Le monde*; 22 h. 55, *Le monde*; 23 h. 0, *Le monde*; 23 h. 05, *Le monde*; 23 h. 10, *Le monde*; 23 h. 15, *Le monde*; 23 h. 20, *Le monde*; 23 h. 25, *Le monde*; 23 h. 30, *Le monde*; 23 h. 35, *Le monde*; 23 h. 40, *Le monde*; 23 h. 45, *Le monde*; 23 h. 50, *Le monde*; 23 h. 55, *Le monde*; 24 h. 0, *Le monde*; 24 h. 05, *Le monde*; 24 h. 10, *Le monde*; 24 h. 15, *Le monde*; 24 h. 20, *Le monde*; 24 h. 25, *Le monde*; 24 h. 30, *Le monde*; 24 h. 35, *Le monde*; 24 h. 40, *Le monde*; 24 h. 45, *Le monde*; 24 h. 50, *Le monde*; 24 h. 55, *Le monde*; 25 h. 0, *Le monde*; 25 h. 05, *Le monde*; 25 h. 10, *Le monde*; 25 h. 15, *Le monde*; 25 h. 20, *Le monde*; 25 h. 25, *Le monde*; 25 h. 30, *Le monde*; 25 h. 35, *Le monde*; 25 h. 40, *Le monde*; 25 h. 45, *Le monde*; 25 h. 50, *Le monde*; 25 h. 55, *Le monde*; 26 h. 0, *Le monde*; 26 h. 05, *Le monde*; 26 h. 10, *Le monde*; 26 h. 15, *Le monde*; 26 h. 20, *Le monde*; 26 h. 25, *Le monde*; 26 h. 30, *Le monde*; 26 h. 35, *Le monde*; 26 h. 40, *Le monde*; 26 h. 45, *Le monde*; 26 h. 50, *Le monde*

réal. J.-Ch. Averty, avec J. Piat, C. Minazzoli,
Y. Clach

France Culture

7 h. 2. Poésie : 7 h. 2. 5. Matinales ; 8 h. Ensembles philologiques et religieux ; 9 h. 7. (6). Le monde contemporain, par Jean de Beauregard et Francis Crémieux ; 11 h. L'actualité internationale, par Michel Macle ; la poésie ; 12 h. 10. Le Point des arts ; 13 h.

14 h. Poésie ; 14 h. 2. (R.L.). (6). Un châtiment aux mille contours », de Jean Rivin, avec E. Scob, P. Vassiliou, R. Flavy, musique de G. Aegerter ; 16 h. 5. Parody and Sings (Gershwins) ; 18 h. La route du désert, ou, mi-légende, mi-roman, de J.-M. G. Le Clezio, traduit de J.-L. Bédier ; 19 h. 30. Poésie ; 20 h. (6). « La Héralte, le Mystère... Fertilisation » : Perceval dans l'épopée arthurienne, par J.-C. Carrière ; 21 h. 10. « L'Éclaircie d'un terrier », de Zdzisław Najder, traduit de C. Bruckner-Chabrier ; 22 h. 10. Poésie ; 23 h. 10. Poésie ; 23 h. 15. Poésie ; 23 h. 20. Poésie ; 23 h. 25. Poésie ; 23 h. 30. Poésie ; 23 h. 35. Poésie ; 23 h. 40. Poésie ; 23 h. 45. Poésie ; 23 h. 50. Poésie ; 23 h. 55. Poésie ; 24 h. Poésie ; 24 h. 5. Poésie ; 24 h. 10. Poésie ; 24 h. 15. Poésie ; 24 h. 20. Poésie ; 24 h. 25. Poésie ; 24 h. 30. Poésie ; 24 h. 35. Poésie ; 24 h. 40. Poésie ; 24 h. 45. Poésie ; 24 h. 50. Poésie ; 24 h. 55. Poésie ; 25 h. Poésie ; 25 h. 5. Poésie ; 25 h. 10. Poésie ; 25 h. 15. Poésie ; 25 h. 20. Poésie ; 25 h. 25. Poésie ; 25 h. 30. Poésie ; 25 h. 35. Poésie ; 25 h. 40. Poésie ; 25 h. 45. Poésie ; 25 h. 50. Poésie ; 25 h. 55. Poésie ; 26 h. Poésie ; 26 h. 5. Poésie ; 26 h. 10. Poésie ; 26 h. 15. Poésie ; 26 h. 20. Poésie ; 26 h. 25. Poésie ; 26 h. 30. Poésie ; 26 h. 35. Poésie ; 26 h. 40. Poésie ; 26 h. 45. Poésie ; 26 h. 50. Poésie ; 26 h. 55. Poésie ; 27 h. Poésie ; 27 h. 5. Poésie ; 27 h. 10. Poésie ; 27 h. 15. Poésie ; 27 h. 20. Poésie ; 27 h. 25. Poésie ; 27 h. 30. Poésie ; 27 h. 35. Poésie ; 27 h. 40. Poésie ; 27 h. 45. Poésie ; 27 h. 50. Poésie ; 27 h. 55. Poésie ; 28 h. Poésie ; 28 h. 5. Poésie ; 28 h. 10. Poésie ; 28 h. 15. Poésie ; 28 h. 20. Poésie ; 28 h. 25. Poésie ; 28 h. 30. Poésie ; 28 h. 35. Poésie ; 28 h. 40. Poésie ; 28 h. 45. Poésie ; 28 h. 50. Poésie ; 28 h. 55. Poésie ; 29 h. Poésie ; 29 h. 5. Poésie ; 29 h. 10. Poésie ; 29 h. 15. Poésie ; 29 h. 20. Poésie ; 29 h. 25. Poésie ; 29 h. 30. Poésie ; 29 h. 35. Poésie ; 29 h. 40. Poésie ; 29 h. 45. Poésie ; 29 h. 50. Poésie ; 29 h. 55. Poésie ; 30 h. Poésie ; 30 h. 5. Poésie ; 30 h. 10. Poésie ; 30 h. 15. Poésie ; 30 h. 20. Poésie ; 30 h. 25. Poésie ; 30 h. 30. Poésie ; 30 h. 35. Poésie ; 30 h. 40. Poésie ; 30 h. 45. Poésie ; 30 h. 50. Poésie ; 30 h. 55. Poésie ; 31 h. Poésie ; 31 h. 5. Poésie ; 31 h. 10. Poésie ; 31 h. 15. Poésie ; 31 h. 20. Poésie ; 31 h. 25. Poésie ; 31 h. 30. Poésie ; 31 h. 35. Poésie ; 31 h. 40. Poésie ; 31 h. 45. Poésie ; 31 h. 50. Poésie ; 31 h. 55. Poésie ; 32 h. Poésie ; 32 h. 5. Poésie ; 32 h. 10. Poésie ; 32 h. 15. Poésie ; 32 h. 20. Poésie ; 32 h. 25. Poésie ; 32 h. 30. Poésie ; 32 h. 35. Poésie ; 32 h. 40. Poésie ; 32 h. 45. Poésie ; 32 h. 50. Poésie ; 32 h. 55. Poésie ; 33 h. Poésie ; 33 h. 5. Poésie ; 33 h. 10. Poésie ; 33 h. 15. Poésie ; 33 h. 20. Poésie ; 33 h. 25. Poésie ; 33 h. 30. Poésie ; 33 h. 35. Poésie ; 33 h. 40. Poésie ; 33 h. 45. Poésie ; 33 h. 50. Poésie ; 33 h. 55. Poésie ; 34 h. Poésie ; 34 h. 5. Poésie ; 34 h. 10. Poésie ; 34 h. 15. Poésie ; 34 h. 20. Poésie ; 34 h. 25. Poésie ; 34 h. 30. Poésie ; 34 h. 35. Poésie ; 34 h. 40. Poésie ; 34 h. 45. Poésie ; 34 h. 50. Poésie ; 34 h. 55. Poésie ; 35 h. Poésie ; 35 h. 5. Poésie ; 35 h. 10. Poésie ; 35 h. 15. Poésie ; 35 h. 20. Poésie ; 35 h. 25. Poésie ; 35 h. 30. Poésie ; 35 h. 35. Poésie ; 35 h. 40. Poésie ; 35 h. 45. Poésie ; 35 h. 50. Poésie ; 35 h. 55. Poésie ; 36 h. Poésie ; 36 h. 5. Poésie ; 36 h. 10. Poésie ; 36 h. 15. Poésie ; 36 h. 20. Poésie ; 36 h. 25. Poésie ; 36 h. 30. Poésie ; 36 h. 35. Poésie ; 36 h. 40. Poésie ; 36 h. 45. Poésie ; 36 h. 50. Poésie ; 36 h. 55. Poésie ; 37 h. Poésie ; 37 h. 5. Poésie ; 37 h. 10. Poésie ; 37 h. 15. Poésie ; 37 h. 20. Poésie ; 37 h. 25. Poésie ; 37 h. 30. Poésie ; 37 h. 35. Poésie ; 37 h. 40. Poésie ; 37 h. 45. Poésie ; 37 h. 50. Poésie ; 37 h. 55. Poésie ; 38 h. Poésie ; 38 h. 5. Poésie ; 38 h. 10. Poésie ; 38 h. 15. Poésie ; 38 h. 20. Poésie ; 38 h. 25. Poésie ; 38 h. 30. Poésie ; 38 h. 35. Poésie ; 38 h. 40. Poésie ; 38 h. 45. Poésie ; 38 h. 50. Poésie ; 38 h. 55. Poésie ; 39 h. Poésie ; 39 h. 5. Poésie ; 39 h. 10. Poésie ; 39 h. 15. Poésie ; 39 h. 20. Poésie ; 39 h. 25. Poésie ; 39 h. 30. Poésie ; 39 h. 35. Poésie ; 39 h. 40. Poésie ; 39 h. 45. Poésie ; 39 h. 50. Poésie ; 39 h. 55. Poésie ; 40 h. Poésie ; 40 h. 5. Poésie ; 40 h. 10. Poésie ; 40 h. 15. Poésie ; 40 h. 20. Poésie ; 40 h. 25. Poésie ; 40 h. 30. Poésie ; 40 h. 35. Poésie ; 40 h. 40. Poésie ; 40 h. 45. Poésie ; 40 h. 50. Poésie ; 40 h. 55. Poésie ; 41 h. Poésie ; 41 h. 5. Poésie ; 41 h. 10. Poésie ; 41 h. 15. Poésie ; 41 h. 20. Poésie ; 41 h. 25. Poésie ; 41 h. 30. Poésie ; 41 h. 35. Poésie ; 41 h. 40. Poésie ; 41 h. 45. Poésie ; 41 h. 50. Poésie ; 41 h. 55. Poésie ; 42 h. Poésie ; 42 h. 5. Poésie ; 42 h. 10. Poésie ; 42 h. 15. Poésie ; 42 h. 20. Poésie ; 42 h. 25. Poésie ; 42 h. 30. Poésie ; 42 h. 35. Poésie ; 42 h. 40. Poésie ; 42 h. 45. Poésie ; 42 h. 50. Poésie ; 42 h. 55. Poésie ; 43 h. Poésie ; 43 h. 5. Poésie ; 43 h. 10. Poésie ; 43 h. 15. Poésie ; 43 h. 20. Poésie ; 43 h. 25. Poésie ; 43 h. 30. Poésie ; 43 h. 35. Poésie ; 43 h. 40. Poésie ; 43 h. 45. Poésie ; 43 h. 50. Poésie ; 43 h. 55. Poésie ; 44 h. Poésie ; 44 h. 5. Poésie ; 44 h. 10. Poésie ; 44 h. 15. Poésie ; 44 h. 20. Poésie ; 44 h. 25. Poésie ; 44 h. 30. Poésie ; 44 h. 35. Poésie ; 44 h. 40. Poésie ; 44 h. 45. Poésie ; 44 h. 50. Poésie ; 44 h. 55. Poésie ; 45 h. Poésie ; 45 h. 5. Poésie ; 45 h. 10. Poésie ; 45 h. 15. Poésie ; 45 h. 20. Poésie ; 45 h. 25. Poésie ; 45 h. 30. Poésie ; 45 h. 35. Poésie ; 45 h. 40. Poésie ; 45 h. 45. Poésie ; 45 h. 50. Poésie ; 45 h. 55. Poésie ; 46 h. Poésie ; 46 h. 5. Poésie ; 46 h. 10. Poésie ; 46 h. 15. Poésie ; 46 h. 20. Poésie ; 46 h. 25. Poésie ; 46 h. 30. Poésie ; 46 h. 35. Poésie ; 46 h. 40. Poésie ; 46 h. 45. Poésie ; 46 h. 50. Poésie ; 46 h. 55. Poésie ; 47 h. Poésie ; 47 h. 5. Poésie ; 47 h. 10. Poésie ; 47 h. 15. Poésie ; 47 h. 20. Poésie ; 47 h. 25. Poésie ; 47 h. 30. Poésie ; 47 h. 35. Poésie ; 47 h. 40. Poésie ; 47 h. 45. Poésie ; 47 h. 50. Poésie ; 47 h. 55. Poésie ; 48 h. Poésie ; 48 h. 5. Poésie ; 48 h. 10. Poésie ; 48 h. 15. Poésie ; 48 h. 20. Poésie ; 48 h. 25. Poésie ; 48 h. 30. Poésie ; 48 h. 35. Poésie ; 48 h. 40. Poésie ; 48 h. 45. Poésie ; 48 h. 50. Poésie ; 48 h. 55. Poésie ; 49 h. Poésie ; 49 h. 5. Poésie ; 49 h. 10. Poésie ; 49 h. 15. Poésie ; 49 h. 20. Poésie ; 49 h. 25. Poésie ; 49 h. 30. Poésie ; 49 h. 35. Poésie ; 49 h. 40. Poésie ; 49 h. 45. Poésie ; 49 h. 50. Poésie ; 49 h. 55. Poésie ; 50 h. Poésie ; 50 h. 5. Poésie ;

100

17 h. Documentaire : La vie qui nous entoure. (L'instinct maternel) réal. P. Bar-

[illegible]

Emissions régionales: 19 h. 40, Tribune libre: L'historien Frédéric Chatalet: 20 h. Let. Lat.

20 h 35 (R.). O.M. Film : « Certains l'aiment chaud » de B. Wilder (1969) avec M. Montroig, T. Curtis, J. Lemmon, G. Raft, P. O'Brien (N.J.).

« Les deux hommes », un règlement de comptes entre gagnateurs, doit-on se déguiser en femmes pour tromper les autres ? C'est ce que pense la Floride sans un orchestre de danses où une coquette blonde joue du piano et chante.

FRANCE-CULTURE

7 h 3, 1. Poste ; 8 h 5, Mélodie ; 9 h, Les chemins de la connaissance ; Les nouvelles d'Europe par Jean Marquet ; 9 h 32, Signes de l'année et symboles des jours ; 12, Alléluia et G. Guénégot ; 14 h 50, Histoire au présent ; 16 h 7 (R.), L'été à Cannes ; 17 h 30, Rive Gauche historique ; avec J. Le Goff et R. Rémond ; 19 h 45, La lecture et le marge ; 11 h, Evénement musical ; 12 h 5, 13 h, 14 h, Eveil à la musique ; 14 h, Poésie ; 14 h 5, Un livre, des voix : « Fange des tentures », d'Ermesto

5 h: 2, Les après-midi de France
Jacques-Henri Lartigue: 17

opera, 37 n. 40, L'Europe des peuples; in n. 2, La gazette

FRANCE-MUSIQUE

Pivre, des voix : « la Bouteille
de Julien Green : 14 h. 45.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 5. Quatuor musé; 9 h. 5. Les grandes voix;
19 h. La règle du jeu; 8 h. 10 h. 30. Pépétou; 12 h. Le
château; 12 h. Chacune; 12 h.
13 h. 15. Micro-jeux; 14 h. Matinée sans paroles
(Tcheffonoff, Kocot, Wagner); 6 h. 15 h. 30. Cigognes du
vingtième siècle (Fauré, Ravel, Stravinsky, Poulenc,
S. Strauss); 18 h. 2. Score, magazine musical; 19 h. Jazz
time; 19 h. 30. Klousie; 19 h. 40. Versetation pastorale;
19 h. 45. Concerto pour piano et orchestre;
Côte d'Azur, dir. P. Nula, ex E. Pitti, pianiste; 1 Symphonie
en ré (Haydn); 2 Concerto en ut majeur (Béethoven);
Multiépices; 21 h. 30. Veillée provençale en direct de Beaumont-
du-Venoux; veillée bretonne en direct de Plézec; veillée
provençale à Digne; 22 h. 1777 anniversaire,
dir. J. Cohen; 10 h. 3. Frottole.

FRANCE-MUSIQUE

7 h 30, Ptitreuxes et légers ; 9 h, Mélodias - Enregistré par le compositeur ; 9 h 15, Les deux amoureux - Enregistré par Kossma, vivace ; 9 h 20, Ensemble d'arrangements ; 9 h 30, « Etude » (Barbier) ; 12 h, Des notes sur la guitare ; 12 h 40, Jazz ; 13 h, Chassou de sou stérilo ; 14 h, Les Jumes Principale dont musiciens : 15 h, Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam dirigé par H. Haitink ; « Symphonia III » en la majeur de G. Fauré ; 16 h, L'été indien de R. Schumann ; 16 h 20, « Diatonique », Le critique des médiateurs ; 17 h 15, 25 minutes/jour ; 18 h, Au la route du jongleur ; 19 h 25, Jongler ; 20 h, Sonatine Internationale d'orgue de Nûrnberg 1767 ; Gustav Leonhardt (Frescobaldi) ; Froberger ; 20 h 25, Festival d'automne de la ville de Paris ; 20 h 30, Concerto pour piano n° 1 Variations Goldberg (Bach) ; 22 h, Concert à Nice par l'Orchestre national des Princes-Côte d'Azur, direction P. Mouton avec grand succès ; 22 h 30, Concerto pour piano Le Miracle » (Haydn) ; « Concerto en allégro pour piano et orchestre » (Beethoven) ; 23 h (d), Villes chères : Acrotire, 19 h 30, 20 h 30, 21 h 30, 22 h 30, 23 h 30, 24 h 30, 25 h 30, 26 h 30, 27 h 30, 28 h 30, 29 h 30, 30 h 30, 31 h 30, 32 h 30, 33 h 30, 34 h 30, 35 h 30, 36 h 30, 37 h 30, 38 h 30, 39 h 30, 40 h 30, 41 h 30, 42 h 30, 43 h 30, 44 h 30, 45 h 30, 46 h 30, 47 h 30, 48 h 30, 49 h 30, 50 h 30, 51 h 30, 52 h 30, 53 h 30, 54 h 30, 55 h 30, 56 h 30, 57 h 30, 58 h 30, 59 h 30, 60 h 30, 61 h 30, 62 h 30, 63 h 30, 64 h 30, 65 h 30, 66 h 30, 67 h 30, 68 h 30, 69 h 30, 70 h 30, 71 h 30, 72 h 30, 73 h 30, 74 h 30, 75 h 30, 76 h 30, 77 h 30, 78 h 30, 79 h 30, 80 h 30, 81 h 30, 82 h 30, 83 h 30, 84 h 30, 85 h 30, 86 h 30, 87 h 30, 88 h 30, 89 h 30, 90 h 30, 91 h 30, 92 h 30, 93 h 30, 94 h 30, 95 h 30, 96 h 30, 97 h 30, 98 h 30, 99 h 30, 100 h 30, 101 h 30, 102 h 30, 103 h 30, 104 h 30, 105 h 30, 106 h 30, 107 h 30, 108 h 30, 109 h 30, 110 h 30, 111 h 30, 112 h 30, 113 h 30, 114 h 30, 115 h 30, 116 h 30, 117 h 30, 118 h 30, 119 h 30, 120 h 30, 121 h 30, 122 h 30, 123 h 30, 124 h 30, 125 h 30, 126 h 30, 127 h 30, 128 h 30, 129 h 30, 130 h 30, 131 h 30, 132 h 30, 133 h 30, 134 h 30, 135 h 30, 136 h 30, 137 h 30, 138 h 30, 139 h 30, 140 h 30, 141 h 30, 142 h 30, 143 h 30, 144 h 30, 145 h 30, 146 h 30, 147 h 30, 148 h 30, 149 h 30, 150 h 30, 151 h 30, 152 h 30, 153 h 30, 154 h 30, 155 h 30, 156 h 30, 157 h 30, 158 h 30, 159 h 30, 160 h 30, 161 h 30, 162 h 30, 163 h 30, 164 h 30, 165 h 30, 166 h 30, 167 h 30, 168 h 30, 169 h 30, 170 h 30, 171 h 30, 172 h 30, 173 h 30, 174 h 30, 175 h 30, 176 h 30, 177 h 30, 178 h 30, 179 h 30, 180 h 30, 181 h 30, 182 h 30, 183 h 30, 184 h 30, 185 h 30, 186 h 30, 187 h 30, 188 h 30, 189 h 30, 190 h 30, 191 h 30, 192 h 30, 193 h 30, 194 h 30, 195 h 30, 196 h 30, 197 h 30, 198 h 30, 199 h 30, 200 h 30, 201 h 30, 202 h 30, 203 h 30, 204 h 30, 205 h 30, 206 h 30, 207 h 30, 208 h 30, 209 h 30, 210 h 30, 211 h 30, 212 h 30, 213 h 30, 214 h 30, 215 h 30, 216 h 30, 217 h 30, 218 h 30, 219 h 30, 220 h 30, 221 h 30, 222 h 30, 223 h 30, 224 h 30, 225 h 30, 226 h 30, 227 h 30, 228 h 30, 229 h 30, 230 h 30, 231 h 30, 232 h 30, 233 h 30, 234 h 30, 235 h 30, 236 h 30, 237 h 30, 238 h 30, 239 h 30, 240 h 30, 241 h 30, 242 h 30, 243 h 30, 244 h 30, 245 h 30, 246 h 30, 247 h 30, 248 h 30, 249 h 30, 250 h 30, 251 h 30, 252 h 30, 253 h 30, 254 h 30, 255 h 30, 256 h 30, 257 h 30, 258 h 30, 259 h 30, 260 h 30, 261 h 30, 262 h 30, 263 h 30, 264 h 30, 265 h 30, 266 h 30, 267 h 30, 268 h 30, 269 h 30, 270 h 30, 271 h 30, 272 h 30, 273 h 30, 274 h 30, 275 h 30, 276 h 30, 277 h 30, 278 h 30, 279 h 30, 280 h 30, 281 h 30, 282 h 30, 283 h 30, 284 h 30, 285 h 30, 286 h 30, 287 h 30, 288 h 30, 289 h 30, 290 h 30, 291 h 30, 292 h 30, 293 h 30, 294 h 30, 295 h 30, 296 h 30, 297 h 30, 298 h 30, 299 h 30, 300 h 30, 301 h 30, 302 h 30, 303 h 30, 304 h 30, 305 h 30, 306 h 30, 307 h 30, 308 h 30, 309 h 30, 310 h 30, 311 h 30, 312 h 30, 313 h 30, 314 h 30, 315 h 30, 316 h 30, 317 h 30, 318 h 30, 319 h 30, 320 h 30, 321 h 30, 322 h 30, 323 h 30, 324 h 30, 325 h 30, 326 h 30, 327 h 30, 328 h 30, 329 h 30, 330 h 30, 331 h 30, 332 h 30, 333 h 30, 334 h 30, 335 h 30, 336 h 30, 337 h 30, 338 h 30, 339 h 30, 340 h 30, 341 h 30, 342 h 30, 343 h 30, 344 h 30, 345 h 30, 346 h 30, 347 h 30, 348 h 30, 349 h 30, 350 h 30, 351 h 30, 352 h 30, 353 h 30, 354 h 30, 355 h 30, 356 h 30, 357 h 30, 358 h 30, 359 h 30, 360 h 30, 361 h 30, 362 h 30, 363 h 30, 364 h 30, 365 h 30, 366 h 30, 367 h 30, 368 h 30, 369 h 30, 370 h 30, 371 h 30, 372 h 30, 373 h 30, 374 h 30, 375 h 30, 376 h 30, 377 h 30, 378 h 30, 379 h 30, 380 h 30, 381 h 30, 382 h 30, 383 h 30, 384 h 30, 385 h 30, 386 h 30, 387 h 30, 388 h 30, 389 h 30, 390 h 30, 391 h 30, 392 h 30, 393 h 30, 394 h 30, 395 h 30, 396 h 30, 397 h 30, 398 h 30, 399 h 30, 400 h 30, 401 h 30, 402 h 30, 403 h 30, 404 h 30, 405 h 30, 406 h 30, 407 h 30, 408 h 30, 409 h 30, 410 h 30, 411 h 30, 412 h 30, 413 h 30, 414 h 30, 415 h 30, 416 h 30, 417 h 30, 418 h 30, 419 h 30, 420 h 30, 421 h 30, 422 h 30, 423 h 30, 424 h 30, 425 h 30, 426 h 30, 427 h 30, 428 h 30, 429 h 30, 430 h 30, 431 h 30, 432 h 30, 433 h 30, 434 h 30, 435 h 30, 436 h 3

20 h. (85), *La Requête, le Mystère* a., par M. Chailou ;
« *Pardus dans la mer de Weddel* » par M. Chailou ;
« *Zazie à l'Opéra* » (suite), par C.-C. Clément ; *La Réalité*
sur ses lieux », par F. Venaille ; « *Personnes*, personnes »,
par G.-J. Salvy ; 21 h., « *La Buffide de David Godis* »,
par F. Venaille ; « *Zazie à l'Opéra* » (suite), par C.-C. Clément ;
« *les Machines du mystère* », par J. Tibeaudou ;
Magazine, par G.-J. Salvy ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Concert promenade ; 8 h. Cantate pour le dimanche
de Noël ; 8 h. 45. Cantate BWV 248 ; 9 h. 2. Musical
programme ; 9 h. 45. Cantate BWV 248 ; 10 h. 30. Cantate
Christus Iudex et Georgs Pödenmacher (Schubert) ; 11 h.
Oratorio du dimanche ; 12 h. 35. Opéra-bouffe : Le Cheve-
ucreux de Charles Lecocq.

13 h. 55. 35 Petites formes (Albion), Gounod ; 14 h.
Le trépas des critiques de disques : 4 Faust, Gounod ;
15 h. (6). Le concert épistole de J.-J. Pauvert (Maurand),
L'opéra de la Traviata, Bazar, Flor, Moutier, Wagner,
Bach, Debussy ; 19 h. Le trépas des journaux ; 19 h. 35. Jazz
live ;

20 h. 24. Sérénade anglaise avec Piffi Jean Bruns Ensemble
Smith, Dostal, Piffi Jean Bruns Ensemble, D. Schmitt, D. Ho-
lczwicz, Britten, Musique traditionnelle, D. Schmitt, D. Ho-
lczwicz ; 20 h. 30. Festival de Seizbuorg 1976... Orchestre philharmonique
de Vienne ; 20 h. 45. Concerts pour Karajan, avec G. Krumer (Vi-
olante) ; 21 h. 15. Concerts pour Karajan, avec G. Krumer (Vi-
olante) ; 21 h. 30. Symphonie n° 95 (Bruckner) ; 20 h. 5. Musique
live ;

au piano ; 18 h. 30 (●), Feuilles
avant et après la Révolution ;

Présence des arts : 19 h 55, Poésie : 19 h 58, Théâtre-Charlier : 19 h 20,
20 h. (6), « La Réalité, le Mystère », Feuillaton :
Perdus dans la mer de Wexzel x, par M. Charlier ; « Zazé
l'Opéra » (suite), par C. Baccot-Clement ; « Zazé
les Ministres et le Grand Jeu interrompu », par J.-L. Cavazzi ;
« Les Maîtres de l'Opéra » (suite), par C. B.-Clement ; « La Réalité
à ses lieux », par F. Venaille ; « Personnages, personnages »,
par G.-J. Salvy ; « Zazé h. », « Zazé à l'Opéra » (suite),
« Les Machines du mystère », par Jean Thibaudet ; 23 h. 50,
Poésie :


FRANCE-MUSIQUE

7 h. A. Quédion *Musique*; 9 h. 2. Pelins *formes*; 10 h.
A. Régis du Joo; 12 h. L. Chanson; 12 h. 45. Jarry *Classique*;
13 h. 15. Mico-facteur; 14 h. Médias sans paroles.
Les musiciens de musique française: Francis Poulenc [à propos des
Biches]; 15 h. 15. Les 6-midi *Lyrique*; 16 h. Le Nez;
17 h. La Mort de Stanza Ruzdne; 18 h. 15. *Le Nez*.
Cocote, magazine musical; 19 h. 15. Jazz int're; 19 h. 35.
Léopold; 19 h. 40. Concours International de guitare;
20 h. Piolo Cassia *Pop*; C. Huix et P. Morier. Enra-
gements identifiés *Chansons au Festival de Prades*; « Suite
pour violoncelle » (de) *Chansons au Festival de Prades*
anglais, avec James Bowman et Robert Spitzer (J. Deland,
Edwards, A. Johnson, R. Ballari, T. Moriory); 20 h. 5.
Festival de Hollande 1976.

هكذا من الأصل

Sans adieu ou la nouvelle incarnation d'«Esprit»

Un cadeau
surmonté



**Il n'y a d'érotisme
que dans la pudeur
et la chasteté
du langage**

« Femme, il l'appela. Iskha... »

Croisade aux sources du Féminin

*Toi seule existes.
T'aimer, cela consiste
À se confondre avec toi,
À se nager, se perdre et oublier son nom
en Toi.*

Diffusion hors circuits commerciaux contre envoi de 35 F 6 :
J.-M. BENOIT, 30, RUE DE FLEURUS, 75006 PARIS.

J.-H. BENOIT, 30, RUE DE

conseil du CERN adopte un budget en légère diminution

FRANCE REJETTE LE BUDGET DE LA FUSÉE ARIANE

L'Europe spatiale connaît une grave crise financière

17 MUC pour couvrir d'éventuelles
 18 MUC de prix. Cependant, les
 19 contributions demandées par les
 20 Etats ne s'élevèrent qu'à
 21 486,74 MUC, le reste provenant
 22 des recettes internes et d'em-
 23 prunts.

Bien que ces sommes soient le
 résultat de plusieurs arbitrages,
 elles sont encore trop élevées
 pour le conseil, qui a refusé de
 les accepter. Les Etats ont donc
 tenu à ce que le budget soit équi-
 fique, et celui d'Ariane, ne leur
 allouant que respectivement 38,
 25 et 38 MUC à titre de dou-
 26 ble provision. La France, en
 27 particulier, a obtenu une dote
 28 d'Ariane, auquel elle contribue
 29 pour 83 %, et dont la maîtrise
 30 d'œuvre est confiée au Centre
 31 national d'études spatiales. —

AÉRONAUTIQUE

Une nouvelle victoire de Boeing au détriment de l'Airbus européen ?

dont trois ont été achetés directement à Boeing, et deux Boeing-707. D'ici le fin de 1977, la compagnie prévoit de posséder une flotte de huit Boeing-737.

Certes, le moyen-courrier Airbus n'est pas comparable au court-courrier Boeing-737, le premier avion pouvant acheminer plus du double de passagers sur de plus longues distances. Et, en conséquence, l'investissement à consentir par le client n'est pas comparable non plus. Mais, si l'on en croit le constructeur américain, d'autres commandes de Boeing-737 seront conclues par Transavia, qui a même signé l'intention de notre pas aussi dépourvu de moyens financiers pu'elle le prétendait.

Tout se passe comme si Boeing, qui a vendu à ce jour trois mille quatre-vingt avions civils à réaction de tous les modèles, réussissait, progressivement et patiemment, à éliminer du marché mondial la plupart de ses rivaux. Dans le cas précis de Transavia, c'est une compagnie européenne qui commande l'achat d'un avion européen pour acquérir un appareil américain. — J. I.

La réunion du conseil coïncide pratiquement avec le démarrage des expériences sur le S.P.S. Même si, le 7 janvier, des particules ont déjà été envoyées vers l'autre expérience, les résultats obtenus sont éliminatoires ont été obtenus. Les physiciens qui mettent en œuvre la gigantesque expérience de détection, qui pèse 140 tonnes et s'étend long de 20 mètres et pèse 14 000 tonnes, ont pu constater que, grâce à l'énergie élevée du S.P.S., les résultats obtenus sont meilleurs des résultats qui demandaient auparavant plusieurs années. Les expériences de la CERN vont commencer en janvier, permettant aux chercheurs européens d'obtenir des résultats plus rapides que ceux qui étaient jusqu'à maintenant, la sécurité gardée du grand accélérateur que les Américains exploitent dans la ville de Chicago.

Un temple vaudou à Paris

Les possédées de Pigalle

La «révé» est un dessin complexe exécuté avec de la farine tamisée, qui est saupoudrée entre l'index et le pouce de la main droite, avec la régularité d'un sablier. Le dessin est tracé de mémoire : or il existe des centaines de symboles dont certains sont très complexes.

Les rixéux s'ouvrent pour révéler l'autel et une collection hétéroclite d'objets de culte. Le «mambo» accueille et bénit les sept filles et le garçon qui a tracé le «révé», qui se présentent une bougie allumée. Les rixéux se penchent respectueusement : danses frénétiques, cris, convulsions. Des filles entrent en transe se roulant à terre, trébuchant contre les spectateurs.

Des courtes de spasmes, elles commencent des convulsions, tandis qu'autres les soutiennent ou leur nouent des foulards autour de la taille.

ÉDUCATION

« L'objectif de vingt-quatre élèves par classe ne pourra être atteint partout qu'à terme »

NOUS ÉCRIT M. HABY

exceptionnellement trente-deux (au lieu de trente-cinq, qui est le maximum actuel).

L'administration du collège ne devra alors dans sa dotation un contingent supplémentaire d'heures en proportion du nombre d'élèves en excédent, permettant l'entretien de la classe dans certaines activités, travaux dirigés ou autres, au choix des professeurs. Il s'agit d'un système beaucoup plus souple que le précédent, et qui, dans l'optique voulue par la loi, de réforme du système éducatif, laissera à l'établissement et aux professeurs de larges possibilités d'autonomie dans l'organisation pédagogique des enseignements.

**LA FEN FERA CONNAITRE
SON « PROJET ÉDUCATIF »
LE 13 JANVIER**

[illegible]

**L'initié est « chevauché »
par l'esprit**

Que faut-il penser du phénomène de possession qui est au cœur même du vaudou ? « Depuis une quinzaine d'années, répond Claude Planson, une vaste recherche a été entreprise en Occident pour découvrir les mécanismes de la transe, étant entendu qu'elle ne saurait plus être confondue avec l'hystérie ou ramenée à une simple « comédie » que se donneraient à eux-mêmes des peuples entiers.

« Si nous avons le droit d'imaginer que ces phénomènes de possession sont la manifestation de pulsions issues de cette « autre scène » dont Freud pensait qu'elle commande, en réalité, notre comportement, les Haïtiens, pour leur part, sont persuadés qu'ils sont provoqués par des forces venues de l'extérieur qui prennent possession de l'initié et le « chevauchent ». Offrant ainsi et aux pressions de la société, la « crise de loa » peut être considérée comme une psychothérapie particulière... »

Sans chercher à faire la part du « théâtral » ou du « touristique » dans le spectacle proposé toutes les semaines au temple vaudou de Pigalle, on ne peut que regretter, avec M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO (3), la « défiguration systématique » dont cette religion populaire a été l'objet.

ALAIN WOODROW.

(1) Le repas coûte 80 F.

(2) *Vaudou, un initié parle*, par Claude Planson. 326 pages, Jean Dulica éditeur.

(3) Dans sa préface au livre *Vaudou, rituels et possessions*, texte de Claude Planson, Pierre de Jean-François Vannier. Images Horay édi-

JUSTICE

A LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

M. Jean Jonquères démissionne de ses fonctions de procureur général

Nommé procureur général de la Cour de sûreté de l'État le 14 mars 1975, M. Jean Jonquères a « présenté sa démission » et demandé sa réintégration comme conseiller à la Cour de cassation. Cette réintégration a été décidée, vendredi 17 décembre. A ce propos, M. Jonquères nous a déclaré : « Mes conceptions de l'exercice de mes fonctions ne correspondent nullement à celles que l'on attendait de moi. J'en ai conscience. Je n'ai rien de personnel. » M. Jonquères n'a pas donné d'autres précisions, ajoutant toutefois que ses déclarations « se justifient à elles-mêmes ».

Selon un membre du Syndicat de la magistrature, M. Jonquères devait estimer que la Cour de sûreté de l'État n'était pas assez saine et qu'il était opposé au désir du gouvernement de « mettre en sourdine » l'affaire des comités de soldats.

Le successeur de M. Jonquères doit, en principe, désigner le conseil des ministres du 22 décembre, pourrait être M. Raoul Bételle, conseiller à la Cour d'appel de Paris, mais dont la promotion au rang de président de chambre est en cours de signature.

On fait, à ce propos, observer qu'une telle nomination est plus conforme au rang protocolaire de la Cour de sûreté, qui vient après la Cour de cassation, alors que M. Jonquères appartenait à celle-ci quand il fut nommé procureur général de la Cour de sûreté de l'État le 14 mai 1971 à Lamberville (Nord). M. Jean Jonquères entre dans la magistrature en 1944. Il est secrétaire général du parquet de la Cour d'appel de Paris en 1947, puis de la Cour de cassation en 1953. Procureur général à Saint-Denis-de-la-Réunion en 1962, il est procureur général à Bastia en 1967, procureur général Douai en 1968. Dans ce dernier poste, M. Jean Jonquères avait, à plusieurs reprises, s'opposer au Syndicat de la magistrature, extrêmement actif dans ce ressort juridictionnel.

Nommé conseiller à la Cour de cassation le 18 février 1975, puis procureur général à la Cour de sûreté de l'État le 14 mars, M. Jean Jonquères devait notamment s'opposer à l'affaire des comités de soldats, ceux-ci travaillant, en moyenne quatre-vingt-dix heures par semaine pour un salaire mensuel de l'ordre de 2 000 F. Contre un loyer mensuel de 130 F, M. Jonquères offrait, en outre, à ses employés des chambres insalubres, sans chauffage ni sanitaires.

LES COMITÉS DE SOLDATS : un an d'instruction.

Dans une lettre adressée le 26 novembre 1975 à M. Jean Leconte, alors garde des sceaux, M. Yvon Bourges, ministre de la défense, demandait l'ouverture devant la Cour de sûreté de l'État d'une information pour « entrave de démolition de l'armée ». Il dénonçait « des groupes antimititaires civils » d'avoir pour objectif de « démanteler » l'armée et d'être pour cela en « collusion » avec « l'étranger ». Ces poursuites avaient été déclenchées après l'annonce, au début du mois de novembre 1975, de la création d'une « section syndicale » de soldats au 15^e régiment du génie à Besançon.

Quelques jours après la saisine de la Cour sûreté de l'État, une quarantaine de soldats, de militants syndicaux — appartenant, notamment à la C.F.D.T. — et de membres de mouvements antimititaires étaient arrêtés, et une partie d'entre eux incarcérés. Ces poursuites devaient donner lieu à de multiples protestations. Au début du mois de janvier 1976, les avocats des inculpés déclaraient n'être plus liés par le secret de l'instruction et affirmaient que rien dans les dossiers ne permettait de justifier les accusations d'atteintes à la sûreté de l'État. Au total, cinquante-trois personnes ont été inculpées, et le 5 mars 1976 le dernier délégué était libéré. Depuis cette date, selon les avocats, aucun acte notable n'est intervenu dans le cours de cette instruction qui n'est pourtant pas close officiellement.

Un entretien avec M. Jacques Médéric à propos de « l'affaire des égoutiers »

M. Jacques Médéric, secrétaire d'État au tourisme et maire de Nice, s'est estimé injustement mis en cause dans certains articles de journaux à propos du pillage des coffres-forts de la succursale niçoise de la Société générale l'été dernier (« le Monde » daté 11-22 novembre).

M. Jacques Médéric, ancien journaliste, sait

ce qu'allusion veut dire. Il a peu apprécié les — plus ou moins perfides — relevés qu'il a dans des articles, où certains lui prêtent des relations plus suivies qu'il ne semble avoir avec Albert Spaggiari, ancien parachutiste, militant d'extrême droite, devenu chef du gang d'égoutiers et depuis 1974 membre des républicains indépendants.

« Naturellement, je connais Spaggiari », nous a dit M. Jacques Médéric, comme je connais des milliers de Niciens. Je l'ai vu à la mairie quand, exerçant son métier de photographe, il venait prendre des clichés pendant les mariages. Mais les gens ne portent pas leur casier judiciaire en sautoir et j'ignorais tout de sa personnalité comme de ses antécédents. Je puis vous dire que le maître d'une grande ville méritait d'être souvent amené à servir les Niciens de la Société générale administratifs. S'il se trouve parmi eux d'anciens ou de futurs repris de justice, il n'en sait rien.

Le voyage de Tokyo

« On a dit aussi que M. Spaggiari avait joué d'une fausse particularité en participant au voyage à Tokyo organisé au mois d'octobre par l'association d'une exposition touristique et culturelle de la Côte d'Azur dans la capitale japonaise. Je puis vous affirmer qu'il n'en a rien été. A partir du mois de juillet, toutes les agences de voyage disposaient d'un dépliant publicitaire — et M. Médéric nous a montré un spécimen de ce document — édité par Air France et annonçant le voyage spécial avec les tarifs, les options d'excursions, etc. M. Spaggiari a fait comme d'autres Niciens : il a acheté des passages dans une agence de voyage proche, le crois de son domicile. Je ne l'ai pas vu dans l'avion qui a transporté le groupe des Niciens à Tokyo, mais l'aurait-il vu que nous nous serions sautés.

« L'algèbre politique fabriquée par certains journaux à propos d'un cas, qui relève du droit commun et dont les politiciens ne sont pas aujourd'hui propriétaires que Spaggiari soit le véritable cerveau, fait partie de l'effroyable élection menée par des gens dont les intérêts apparaissent clairement. Je n'ai jamais, caché mes

sympathies pour ceux qui ont milité pour le maintien de l'Algérie française, je me suis assez souvent opposé sur ce point comme sur d'autres à la politique gauchiste pour que mes administrés sachent à quoi s'en tenir. Que j'aie choisi mes collaborateurs immédiats parmi ceux qui partagent les mêmes convictions que moi n'est pas, que je sache, une chose répréhensible. Mais dire qu'Untel est militant d'extrême droite parce qu'il a présidé une association d'étudiants qui s'est vaiblement opposée à la mainmise communiste sur la faculté de droit de Nice en 1969, ou prétendre que tel autre est fasciste parce qu'il n'accepte pas les idées révolutionnaires d'excités irresponsables me paraît un peu fort.

Fascisme et racisme

« Aujourd'hui, la gauche semble avoir le monopole des épithètes et des qualificatifs. Il faut, pour être tranquille, dire qu'on est de gauche, ce que font bon nombre de maires. Le courage consiste parfois à s'entendre traité de fasciste, quand on sait bien qu'on ne l'est pas et que ceux qui vous insultent n'ont pour but que de culpabiliser les gens qui font barrage à leurs idées totalitaires.

« On n'a dit raciste quand le conseil municipal a jumelé la ville de Nice avec Le Cap, en Afrique du Sud. On ne m'a pas, que je sache, traité de communiste quand Nice a été jumelée avec Yalta, capitale des hôpitaux psychiatriques que tout le monde connaît !

« Permettez-moi d'ajouter à ce sujet que Nice est la ville de France qui a le plus fait pour l'accueil et l'installation des travailleurs immigrés. Les remerciements publics que m'ont décernés les diplomates tunisiens, marocains et algériens me rassurent par des gens dont les intérêts apparaissent clairement. Je n'ai jamais, caché mes

Propos recueillis par MAURICE DENUZIERE.

Faits et jugements

Peine de prison avec sursis pour M. Eugène Ibagñés.

Président de l'Union syndicale de défense des intérêts des Français rapatriés d'Algérie (USDI-FRA), M. Eugène Ibagñés, a été condamné, vendredi 17 décembre, à une peine de six mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Dragignan, pour « menaces de mort envers agents de la force publique ». L'inculpation de M. Ibagñés avait fait suite à des incidents survenus le 14 novembre 1974, à Tréjus, lors que le président de l'USDI-FRA avait voulu, avec d'autres, s'opposer à la vente d'une propriété appartenant à un rapatrié, M. Joseph Daguera, mis en liquidation judiciaire. Lors du procès de l'affaire « Justice pieds-noirs », consécutif à une série d'attentats à l'explosif commis par ce mouvement contre des bâtiments administratifs, M. Ibagñés, inculpé, avait été relaxé au bénéfice du doute par le tribunal correctionnel de Marseille (le Monde du 11 décembre 1976).

Le journal « Cité nouvelle » à nouveau condamné.

Poursuivis pour injures envers l'armée, M. Ambroise Monod, directeur de Cité nouvelle, et le destinataire Cabu ont été condamnés chacun à 100 F d'amende avec sursis par le tribunal correctionnel de Brest. Le jugement avait été mis en délibéré le 26 novembre. L'inculpation reposait sur une affiche incitant en cause l'armée et la justice militaire, et pour laquelle M. Monod avait déjà été condamné à 500 F d'amende par le tribunal de Lille. Pour un tract intitulé « Campagne contre la justice militaire », le directeur de Cité nouvelle avait également été condamné à 2 000 F d'amende de la part de la septième chambre correctionnelle de Paris.

Trois négociants en vin incarcérés pour escroquerie.

Des investigations menées par les services judiciaires de Marseille au siège de deux sociétés à Saint-Maximin (Var) viennent d'aboutir à l'arrestation de trois personnes pour une banqueroute frauduleuse portant sur une somme estimée pour le moment à 50 millions de francs. Il s'agit des établissements Ricard et Frères, spécialisés dans le négoce des vins, et de leur filiale, la société Provence-Distribution. Les gérants des deux sociétés, MM. Armand Ricard, cinquante-sept ans, et le chef comptable des deux entreprises, M. Eric Selag, vingt-cinq ans, ont été inculpés de banqueroute frauduleuse, escroquerie et abus de biens sociaux. Ils ont été incarcérés le 16 décembre à la prison de Dragignan.

Le patron d'un atelier clandestin condamné.

Poursuivi pour avoir « aidé à l'entrée et au séjour irrégulier en France de travailleurs étrangers », M. Dragusa Jankovic, trente-six ans, patron d'un atelier clandestin, a été condamné, vendredi 17 décembre, à un mois de prison avec sursis et 7500 F d'amende par la sixième chambre

du tribunal correctionnel de Versailles.

Citoyen yougoslave, M. Dragusa Jankovic avait été incarcéré le 15 novembre dernier après la découverte, dans une maison délabrée de Mantes-la-Jolie (Yvelines), d'un atelier clandestin dans lequel étaient employés une dizaine de travailleurs étrangers, yougoslaves eux aussi. Entrés discrètement en France comme touristes, sans passeport en règle, sans carte de travail ni carte de séjour, ceux-ci travaillaient, en moyenne quatre-vingt-dix heures par semaine pour un salaire mensuel de l'ordre de 2 000 F. Contre un loyer mensuel de 130 F, M. Jankovic offrait, en outre, à ses employés des chambres insalubres, sans chauffage ni sanitaires.

Information judiciaire contre M. Gilbert Zemmour.

Le parquet du tribunal de Paris a ouvert, vendredi 17 décembre, une information pour complicité de diffamation publique envers la police après le dépôt d'une plainte en diffamation par M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, contre M. Gilbert Zemmour, après un article paru dans le Quotidien de Paris (le Monde du 17 décembre). D'autre part, M. Jacques Derogy, journaliste à l'Express, qui publie dans son prochain numéro un article sur la polémique opposant à la famille Zemmour à la police, nous fait savoir qu'il n'est pas contractuellement lié à ce que nous avons écrit — l'objet de plaintes en diffamation de la part de deux responsables de la police judiciaire parisienne.

Un Rubens dérobé à Cannes.

Une quinzaine de toiles, parmi lesquelles une œuvre de Rubens, Sûreté, représentant un Saatchi et Potts, ont été dérobées par des cambrioleurs qui se sont introduits par effraction dans un appartement situé dans la résidence Château Mont-Joli, avenue du Roi-Albert-1^{er}, à Cannes. Dans cet appartement, résidence secondaire de M. Jean-Louis Reiffers-Masson, professeur à la faculté d'Aix-en-Provence, les malfaiteurs ont également volé plusieurs tableaux de maître et des tapis persans. Le montant du butin de ce vol, commis entre le 13 et le 16 décembre, est évalué à environ 300 000 F, non compris le tableau de Rubens.

Ententes illicites devant la Cour de cassation.

La cour d'appel de Montpellier aura prochainement à examiner une affaire d'ententes illicites concernant une dizaine d'entrepreneurs de travaux publics, qui avaient présenté en 1970 des soumissions après un appel d'offres relatif à la construction de bâtiments universitaires à Toulouse. Le Mirail. Ainsi, en a décidé, jeudi 16 décembre, la chambre criminelle de la Cour de cassation.

Saisie de cette affaire d'ententes illicites sur appel d'une ordonnance d'un juge d'instruction de Toulouse (le Monde du 27 mars 1974), la chambre d'accusation de la cour de Toulouse avait estimé, dans son arrêt, le 17 février dernier, que les poursuites contre les

entrepreneurs avaient été engagées trop tardivement par le parquet — le 3 avril 1974 — et que

la cour de Toulouse, la Cour de cassation a cassé cet arrêt en déclarant que ce délai de prescription a été interrompu par des procès-verbaux dressés en 1970 par le Royal Western Yacht Club de France, intervenu dans le cours de cette instruction qui n'est pourtant pas close officiellement.

SPORTS

VOILE

La guerre des grandes courses sur l'Atlantique

Eric Tabarly et Alain Colas sont enfin tombés d'accord, ce qui vaut d'être souligné. L'un et l'autre se disputent la Coupe de la course transatlantique en solitaire qui se dispute tous les quatre ans. De sa création, en 1960 jusqu'en 1976, cette compétition était restée ouverte aux voiliers de toutes dimensions. A partir de 1980, ne seront acceptés que des voiliers de plus de 22 mètres de long, soit plus de 18,50 mètres (ou 17 mètres) puisque les Anglais ont parlé de 58 pieds). Ainsi en a décidé le Royal Western Yacht Club de Plymouth, responsable de l'épreuve.

Eric Tabarly avait, au contraire, exprimé le souhait que la course fût réservée aux bateaux de plus de 22 mètres de long. Nous sommes loin de compte. Cependant, le double vainqueur de la « Transat » devrait pouvoir disposer en 1980 d'un étonnant

engin à patins de 18 mètres de long, très léger puisqu'il ne pèsera que 5 tonnes.

Alain Colas, qui avait misé sur un quatre-mâts géant de 72 mètres, désapprouvait totalement la décision britannique, qui met fin à la liberté dont bénéficiaient les concurrents.

Fallait-il imposer une limite à ne pas franchir ? On a parlé de sécurité. Sans doute, pourant, les avaries et les accidents n'épargnent pas plus les petits bateaux que les gros. En réalité, les organisateurs souhaitent mettre fin à une surenchère qui a pris parfois des aspects agressifs. Les bateaux les plus longs et les plus coûteux doivent faire appel à des patrons expérimentés et à des équipages plus voyants et sonores. Les navigateurs se transforment en hommes d'affaires.

La nouvelle réglementation met fin au gigantisme. Décourage-t-elle pour autant toute forme de surenchère ? Ce n'est pas sûr. A l'intérieur des dimensions permises, on verra se développer les formules les plus élaborées et les plus chères. En particulier, il est probable que certains rechercheront la légèreté à tout prix.

Une Transat « bis »

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'un publicitaire entreprenant et très attiré par la course au large, M. Michel Etienne, ait pris l'initiative de lancer une Transatlantique en solitaire sans restriction : le départ en sera donné de France en novembre 1978.

Cet organisateur dispose de plusieurs atouts. Tout d'abord, l'absence de toute limitation, c'est-à-dire le retour aux sources, à la formule utilisée de 1960 à 1976. Ensuite, l'hostilité manifestée à l'égard de la nouvelle réglementation britannique par Eric Tabarly et Alain Colas.

Enfin, fait à noter, la course commencera dans un port français. Nous croyons savoir que l'île de la Réunion sera le point de départ qui pourrait être choisi. Le fait que la course commencera en novembre laisse penser que les Antilles pourraient être retenues comme point d'arrivée. Le caractère national de l'épreuve s'en trouverait ainsi renforcé.

YVES ANDRÉ.

Tennis

L'ITALIE MÈNE CONTRE LE CHILI EN FINALE DE LA COUPE DAVIS

A l'issue de la première journée de la finale de la Coupe Davis disputée à Santiago-du-Chili sur le central du Stade Nacional, comble jusqu'au toit, l'Italie mène par deux victoires à zéro devant le Chili. Le premier simple a procuré un avantage moral inestimable à l'équipe transalpine, le numéro 2 italien, Corrado Barazzutti, réussissant à l'emporter en quatre sets (7-6, 4-6, 7-6, 6-1) sur le numéro 1 chilien, Jaime Filol, confirmant ainsi sa pugnacité de joueur de Coupe et résolvant la surprise qui l'avait vu battre Newcombe, à Rome, dans le match d'ouverture de la demi-finale contre l'Australie. Filol, de son côté, a également confirmé qu'il jouait et petit bras « quand l'enjeu sollicitait trop ses nerfs, ainsi que l'avait démontré récemment sa finale perdue de Coubertin.

En dehors de ces initiatives, selon Justice et Socialisme, le grand espoir de la Coupe Davis de droit, le mouvement propose un barème indicatif d'honoraires acceptés par des avocats dont l'adresse peut être fournie par Justice et Socialisme. Le barème se présente sous forme de « fourchettes » (prix maxima, prix minimaux) établies de manière extrêmement détaillée pour chacun des litiges auxquels un particulier peut être confronté pour un divorce, les honoraires vont de 2 500 F à 4 000 F, ou 3 000 F à 5 000 F, selon que divorce est ou non conjointement voulu par les époux.

Pour le dépôt d'une plainte Justice et Socialisme recommande des honoraires de 300 F à 500 F, mais de 1 000 F à 2 000 F, si la plainte est assortie d'une constitution de partie civile. Une procédure locative peut coûter 500 F à 2 500 F, une procédure prud'homale de 600 F à 1 500 F, un recours devant le tribunal administratif, de 1 500 F à 3 500 F. Pour ce qui concerne les « vacations complémentaires », Justice Socialisme suggère les sommes suivantes : études et recherches, 300 F ; déplacement en province, 200 F ; expertise, de 200 à 400 F.

* Justice et socialisme, fédératif du parti socialiste, 31, rue de la République, 92000 Paris. Tél. 20-14-31.

« JUSTICE ET SOCIALISME » PROPOSE UN BARÈME INDICATIF DES HONORAIRES D'AVOCAT

Près d'un an après l'ouverture de sa boutique de droit dans le 11^e arrondissement de Paris (le Monde du 18 février 1976), l'association Justice et Socialisme émanation de la fédération de Paris du parti socialiste, compo- sée d'avocats, propose un barème indicatif d'honoraires aux avocats.

En effet, à la boutique de droit ouverte depuis février dernier, 17, rue de Charonne, à Paris-11^e, tous les samedis matin, de 10 à 12 h., doivent, à partir du 1^{er} janvier 1977, s'en ajouter d'autres : dans le 14^e, 9^e, 18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, 24^e, 25^e, 26^e, 27^e, 28^e, 29^e, 30^e, 31^e, 32^e, 33^e, 34^e, 35^e, 36^e, 37^e, 38^e, 39^e, 40^e, 41^e, 42^e, 43^e, 44^e, 45^e, 46^e, 47^e, 48^e, 49^e, 50^e, 51^e, 52^e, 53^e, 54^e, 55^e, 56^e, 57^e, 58^e, 59^e, 60^e, 61^e, 62^e, 63^e, 64^e, 65^e, 66^e, 67^e, 68^e, 69^e, 70^e, 71^e, 72^e, 73^e, 74^e, 75^e, 76^e, 77^e, 78^e, 79^e, 80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 87^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 93^e, 94^e, 95^e, 96^e, 97^e, 98^e, 99^e, 100^e.

En dehors de ces initiatives, selon Justice et Socialisme, le grand espoir de la Coupe Davis de droit, le mouvement propose un barème indicatif d'honoraires acceptés par des avocats dont l'adresse peut être fournie par Justice et Socialisme. Le barème se présente sous forme de « fourchettes » (prix maxima, prix minimaux) établies de manière extrêmement détaillée pour chacun des litiges auxquels un particulier peut être confronté pour un divorce, les honoraires vont de 2 500 F à 4 000 F, ou 3 000 F à 5 000 F, selon que divorce est ou non conjointement voulu par les époux.

Pour le dépôt d'une plainte Justice et Socialisme recommande des honoraires de 300 F à 500 F, mais de 1 000 F à 2 000 F, si la plainte est assortie d'une constitution de partie civile. Une procédure locative peut coûter 500 F à 2 500 F, une procédure prud'homale de 600 F à 1 500 F, un recours devant le tribunal administratif, de 1 500 F à 3 500 F. Pour ce qui concerne les « vacations complémentaires », Justice Socialisme suggère les sommes suivantes : études et recherches, 300 F ; déplacement en province, 200 F ; expertise, de 200 à 400 F.

* Justice et socialisme, fédératif du parti socialiste, 31, rue de la République, 92000 Paris. Tél. 20-14-31.

COLLECTION ART
Jean-Luc CHALUMEAU
Initiation à la lecture de l'art contemporain
Réflexion esthétique et création plastique en France
76-C-178
33F
en vente chez votre Libraire
FERNAND NATHAN

كتاب من الأمل

ÉQUIPEMENT

QUALITÉ DE LA VIE

L'AMIANTE ET SES DANGERS

Selon des médecins de plusieurs pays les risques de cancer sont certains

Lyon. — Une personne exposée à la pollution de l'air par des fibres d'amiante court deux à trois fois plus de risques de mourir d'un cancer que n'importe quel individu. Cette constatation est la conclusion finale d'un rapport d'un groupe de travail, formé de spécialistes internationaux, a été déposé, vendredi 17 décembre, au Centre international de recherches sur le cancer (CIRC) installé à Lyon. Cette étude, d'une vingtaine de médecins travaillant en France dans cette industrie — quatorze mille cinq cents selon les dirigeants de cette branche, ce sont près de trois mille travailleurs qui se-

raient menacés d'un cancer engendré par l'environnement professionnel. Or, a précisé le Dr Sellikoff, ces chiffres ne prennent pas en compte les travailleurs du bâtiment, des chantiers navals, des garages, qui ont des contacts plus ou moins prolongés avec des poussières d'amiante en plus ou moins grande quantité — non plus que les familles et les voisins de ces diverses catégories.

Le professeur Jean Bignon, pneumologue, professeur à la faculté de médecine de Créteil, a d'autre part, fait état d'analyses de vins qui ont révélé que, sur seize échantillons, la moitié étaient contaminés par l'amiante. Mais quelle quantité de fibres microscopiques de cette matière le consommateur devra-t-il ingérer pour risquer un cancer du foie ou de l'estomac ? Des expériences en cours, notamment aux États-Unis, le démontrant sans doute un jour. Pour l'instant, explique le Dr Bignon, il convient, sinon d'interdire l'amiante, du moins d'en réglementer l'utilisation. Des décrets sont en préparation, ils devraient voir le jour en 1977. Dans ce domaine, la France a « un retard moyen », a-t-il affirmé. Aux États-Unis, par exemple, le floage (projection d'un revêtement à base d'amiante au cours de la construction d'un bâtiment) est interdit depuis 1971.

Le Club de la presse, créé le 17 novembre, rassemble des journalistes professionnels appartenant aux différents supports (radio, télévision, presse, journaux, agences de presse, quotidiens et périodiques régionaux ou nationaux) organisés dans l'association journalistique. Son siège se trouve à place Antonin-Poncet, à Lyon (2^e).

Les tribunaux et la lutte contre la pollution

• EN FRANCE : Peugeot-Sochaux à nouveau condamné.

Le directeur des usines Peugeot, à Sochaux, a été condamné, vendredi 17 décembre, à un mois de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende par le tribunal de grande instance de Montbéliard. Motif : l'usine avait par deux fois, en juillet 1975, gravement pollué l'Allain — un affluent du Doubs — en y déversant des hydrocarbures. La peine prononcée par le tribunal à l'encontre du directeur de Peugeot, M. Fernin-Pelletier, correspond au maximum prévu par la loi. Les juges l'ont justifiée ainsi : « Il convient de donner un sérieux exemple à l'industrie pour rappeler que la civilisation industrielle à laquelle participe son en-

treprise ne doit pas endommager les éléments naturels tels que les rivières. » Le tribunal s'est également souvenu qu'il s'agissait d'une récidive puisque deux chefs de service des usines avaient déjà été condamnés le 28 septembre 1975 pour une pollution constatée en janvier de la même année. Peugeot versera en outre 22 540 francs de dommages et intérêts à trois sociétés de pêche de la région.

• EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE :

arrêt des travaux pour la centrale de Brokdorf.

Sur le site de la Brokdorf, la centrale nucléaire la plus contestée d'Allemagne occidentale, les travaux de construction ont été arrêtés par le tribunal administratif de Schleswig-Holstein, faisant droit aux plaintes des communes limitrophes. Le projet de construction de cette installation électrique de 1 300 mégawatts, accepté par le gouvernement régional de Kiel, a provoqué de très nombreuses et

importantes protestations (Le Monde du 14 novembre). C'est pendant la nuit et sous la protection de la police que les entreprises avaient pris possession du chantier le 28 octobre dernier et l'avaient transformé en camp retranché. Mais les jours suivants plusieurs manifestations, réunissant jusqu'à trente mille personnes, avaient dégénéré en bagarre : une centaine de personnes avaient été blessées.

Pour éviter une nouvelle marée noire en Bretagne

Le pétrole du « Boehlen » sera pompé

Les travaux de pompage de l'épave du pétrolier *Boehlen*, qui a coulé le 14 octobre dernier au large de l'île de Sein, vont commencer. Si les études actuellement en cours sont concluantes le pompage des 9 000 tonnes de pétrole qui restent en fermeté dans la coque par 100 mètres de fond sera entrepris vers la fin du mois de janvier. Telles sont les décisions d'une réunion interministérielle organisée le 17 décembre à Matignon le vendredi 17 décembre.

Le naufrage du *Boehlen* est devenu une affaire d'État. La présence de cette coque bourrée de pétrole à proximité des côtes bre-

Paris

LES ÉLUS ADOPTENT LE BUDGET DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

+ 14,5 % pour le prix de journée d'hospitalisation

Le Conseil de Paris a voté, vendredi 17 décembre, les budgets de l'Assistance publique et de la préfecture de police pour 1977. Le budget de l'Assistance publique s'élève à 6 777 millions de francs. Le prix de journée d'hospitalisation augmentera en moyenne de 14,5 % par rapport à 1976. Ainsi, en médecine générale il en coûtera 475 francs la journée, en médecine spécialisée 680 francs, en chirurgie générale 639 francs, en chirurgie spécialisée 933 francs. Dans les services spécialisés, le tarif applicable est fixé à 1 460 francs. M. Claude-Gérard Marcus (R.P.R.), rapporteur général du budget de l'Assistance publique, a notamment affirmé que mille cent cinquante infirmières seront recrutées l'année prochaine et que cinq cent quatre-vingts autres emplois seront créés. Parmi les principales opérations immobilières figurent l'annexion de la construction du nouvel hôpital Saint-Louis et la poursuite des travaux pour la reconstruction des hôpitaux Bichat et de Bicêtre.

925 millions pour la police

Adopté par cinquante-neuf voix (majorité présidentielle) contre trente-trois (groupes de gauche), le budget de la préfecture de police s'élève, pour sa part, à 925 millions de francs, dont 533 millions à la charge de la Ville de Paris. Au cours du débat, répondant à des élus de gauche qui s'inquiétaient des interventions des compagnies de district de la police municipale, M. Pierre Somville, préfet de police, a indiqué : « Ces compagnies sont rarement engagées dans des missions de maintien de l'ordre, mais servent de réserves pour augmenter les effectifs en cas de besoin. » Enfin, les élus parisiens ont approuvé le budget de dépenses papiers, qui s'élève à 338 millions (+ 27 % par rapport à 1976).

LES LICENCIEMENTS À LA DÉPENSE

Dans l'article sur la Défense dans l'annuaire de ce n'est pas le 31 mai mais le 31 mars que les quatre-vingt-quatre licenciements décidés par l'établissement public seront effectués.

Un coût élevé

Le coût de ces opérations sera de toute manière très élevé. On estime à 12 millions les sommes déjà dépensées sur l'épave, c'est-à-dire le double de l'indemnité proposée par les assureurs du pétrolier. Le pompage lui-même exigera entre 20 et 30 millions de francs, s'il réussit.

Sur terre le nettoyage des côtes est pratiquement achevé mais il a coûté également la vie à un soldat du contingent enlevé par une lame. Militaires et chômeurs ont recueilli environ 1 000 tonnes de pétrole et 7 000 tonnes de déchets mazoutés. Mais en Bretagne les marins-pêcheurs, les élus, les associations, redoutent que les tempêtes hivernales ne mettent à mal l'épave du *Boehlen* avant qu'on n'ait réussi à le « traiter ».

CONSTRUCTION

NAVALE

DEUX CARGOS A LA CLOTAT

Un consortium d'armateurs européens comprenant la Compagnie maritime des Chargeurs réunis, la Compagnie générale maritime et une entreprise de navigation ouest-allemande viennent de conclure un accord avec les Chantiers navals de La Ciotat pour la construction de deux cargos modernes de grande capacité capables d'embarquer des marchandises en remorque (cargos dits « roll on roll off »). Ces navires seront livrés dans le courant de 1978. Ils desserviront les lignes entre l'Europe occidentale et l'Afrique du Sud.

Cette commande se substitue à la commande d'un seul navire porte-conteneur passée précédemment à ces chantiers, que les armateurs concernés ne considéraient pas comme le mieux adapté aux caractéristiques du trafic. L'investissement représente environ 400 millions de francs.

DÉCHARGES BALADEUSES DANS L'ORNE

Ferodo cherche poubelle

De notre envoyé spécial

gentan. — M. Leprieux rajuste grosses lunettes, fait trois pas côté, inspire profondément et, se fixant dans les yeux, s'exclame : « S'il y a la lèpre des contestataires, il y aura des manifestations qui déborderont des frontières. Le décharge d'ordures : un des hauts lieux du pays ne les communitaires, qui ne sont mes amis, viendront à délier. Il y a vraiment dit ça ? » S'interrompt Azmaoui-Cheriet, le tout nouveau «-préfet d'Argentan. « Comment se-vous trouvez, cet homme ? »

Si l'on applique ce même rapport aux déchets de salades travaillant en France dans cette industrie — quatorze mille cinq cents selon les dirigeants de cette branche, ce sont près de trois mille travailleurs qui se-

raient menacés d'un cancer engendré par l'environnement professionnel. Or, a précisé le Dr Sellikoff, ces chiffres ne prennent pas en compte les travailleurs du bâtiment, des chantiers navals, des garages, qui ont des contacts plus ou moins prolongés avec des poussières d'amiante en plus ou moins grande quantité — non plus que les familles et les voisins de ces diverses catégories.

Le Club de la presse, créé le 17 novembre, rassemble des journalistes professionnels appartenant aux différents supports (radio, télévision, presse, journaux, agences de presse, quotidiens et périodiques régionaux ou nationaux) organisés dans l'association journalistique. Son siège se trouve à place Antonin-Poncet, à Lyon (2^e).

Pas vu, pas pris

Ferodo-Normandie cherche dépôt. Ses six usines, encastrées autour de Condé-sur-Noireau, dans les vallées étroites de la petite Suisse normande, travaillent annuellement 12 000 tonnes d'amiante, soit 6 % de la consommation française. 12 000 tonnes utilisées dans la fabrication d'équipements automobiles et de produits tissés. Après usage, il reste 2 000 tonnes de déchets, aussi dangereux, ceux-ci, que toutes les autres formes d'amiante, c'est-à-dire cancérogènes par inhalation et peut-être — les savants hésitent encore — par ingestion.

Ferodo, pourtant, n'en avait cure. Citons une lettre de l'ancien sous-préfet d'Argentan, M. Callède : « Jus-qu'à ces dernières années, ces déchets ont été répandus dans la nature sans contrôle, de façon dangereuse, en des lieux pas toujours connus ou depuis lors oubliés. » Un ramasseur de ferrailles et de peaux de lapin enlevait les débris de Ferodo et les entassait dans l'impor-tance qu'il trouva placée sur sa route.

Deux mille tonnes de détritus par an, le marché attire vite deux entrepreneurs. Le premier traite les ordures dans d'excellentes conditions à Lesay, dans la Manche. Seulement, il est cher, il est loin, et les autorités de ce département, déjà agacées par l'entassement des déchets atomiques au cap de la Hague, s'énervent au simple mot d'amiante.

Restait Larchamp, où la Société normande de nettoyage exploite, depuis décembre 1975, d'anciennes carrières grâce à un arrêté préfectoral, obtenu à l'arraché, dans des conditions significatives de rapports existant entre une certaine administration et les petites communes rurales. Larchamp, une église pointue, quelques fermes carrées, bâties en grès roux et noyées en cette fin d'automne dans un vaillonnement boeager, frissonnant de brumes et d'humidité. Larchamp, trois cent trente habitants, des paysans, des retraités. Qu'est-ce que ça pèse face à Ferodo, ses deux mille cinq cents salariés, fiée au dynamisme P.-D.G. de la jeune Société normande de nettoyage, à l'administration à irresponsabilité multiples, devant un sous-préfet musqué ? Qu'auraient-ils besoin, tous ces gens « réveillés » et ces sociétés-là, de s'embarasser de l'avis de trois cents demeures ?

Le dynamisme P.-D. G., « qui a un ancle, qui possède un bois, qui contient des carrières, qui se trouvent par hasard sur le territoire de Larchamp », pose donc en 1975 à la sous-préfecture d'Argentan une demande de création de décharges d'ordures industrielles dans lesdites carrières, avec déjà pour objectif le marché Ferodo. Passe en coup de vent un géologue, qui, d'après « la thèse d'un de ses élèves » et sans même rencontrer le maître de la commune, garantit l'imperméabilité de site visé et sa conformité aux règles en usage.

Arrive un inspecteur en retraite de la jeunesse et des sports, chargé de l'enquête *commodo et incommodo* à Larchamp, qui constate l'opposition de la population à la création de la décharge mais franchit, tout

A PROPOS DE...

LA LUTTE CONTRE LES DÉPASSEMENTS DE VITESSE

Davantage de sévérité sur la route ?

Les pouvoirs publics, et en particulier le ministère de l'Intérieur souhaitent renforcer le contrôle des dépassements de vitesse et, d'une façon générale, les infractions au code de la route. C'est ce qu'ils ont commencé de faire au cours des derniers week-ends ; qu'ils feront au cours des prochains. Avec, en perspective, une aggravation des peines encourues par les automobilistes en infraction.

C'est du moins ce que propose le ministre de l'Intérieur, adjoint au ministre de la Sécurité, dans le dernier numéro de la revue P.C.M. (1). Il rappelle d'abord que, en 1975, 51 777 suspensions administratives du permis de conduire ont été prononcées par les commissions préfectorales qui ont eu à connaître de 953 530 infractions ; les plus nombreuses portant sur l'observation de la limitation de vitesse (plus de 378 000) et le non respect des stops ou des feux clignotants (plus de 270 000). Mais pour réprimer le comportement des automobilistes en infraction, notre arsenal pénal paraît inadéquat, estime M. Basile, qui explique : La pénalité la plus lourde prévue est celle de l'emprisonnement qui n'est effectivement prononcée que dans de rares circonstances et, dans la majorité des cas, exclusivement lorsque l'auteur de l'infraction a commis un homicide ou des blessures involontaires. « Afin de mieux cerner cet élément intentionnel, continue-t-il, il conviendrait d'introduire, dans notre droit, la notion de « faute inexcusable » ou constituerait une circonstance aggravante permettant aux magis-

trats d'infliger des sanctions exemplaires, même en l'absence d'accident.

La contrepartie de cette aggravation des pénalités pourrait être obtenue par une meilleure modulation des sanctions applicables qui, s'agissant notamment de la mesure de suspension du permis de conduire, administrative ou judiciaire, tiendrait compte des antécédents du conducteur et donc de la fréquence, ainsi que de la nature des diverses infractions que celui-ci aurait commises au cours d'une période déterminée.

Le Fichier national des permis de conduire, conformément aux vœux du législateur, pourrait constituer l'instrument de cette modulation.

Cette suggestion d'un des responsables de la sécurité routière ne va pas manquer de relancer une polémique déjà ancienne. La route est beaucoup trop ; tous ne conviennent pas pour lutter contre ce « fléau » aggravé encore la répression contre les automobilistes récalcitrants ; est-ce la seule mesure à prendre ?

* P.C.M., revue de l'Association des Ingénieurs des Ponts et Chaussées, 25, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

ALSACE-LORRAINE : HUIT STATIONS PAR MOIS

L'Agence de bassin Rhin-Meuse, qui couvre huit départements du nord-est de la France, participera financièrement à la construction de huit stations d'épuration par mois au cours des quatre prochaines années. La capacité totale de ces ouvrages devrait ainsi passer de 3 millions habitants, cette année à 5,5 millions en 1981. Dans les cinq années à venir, la pollution dans l'Est devrait baisser de 45 %.

A VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

FISCALITÉ

TARIR LA FRAUDE

Suite de la première page.

peut partiellement le liquider en cas de besoin. Éliminer toute incitation, comme le voudrait la loi, à ce revenu égal, impôt, ce n'est pas se rapprocher de l'équité, c'est relancer une spirale.

La question est celle des salaires. Dans les pays, on accorde des réductions d'impôt sur le revenu, mais une taxe sur le revenu, généralement proportionnelle, quelquefois progressive sur les fortunes considérables, réintroduit une différence.

En conséquence, la deuxième règle devrait apparaître plus évidente aux capitalistes éclairés : une présentation maladroite ressortirait la réduction d'impôt comme un avantage aux salariés. Dans la réalité des choses, constituent la majorité des salaires, le barème qui leur s'applique devrait donc apparaître comme la norme. Par rapport à elle, il y a donc une surtaxe à proportion que l'investisseur est plus productif. Une taxe proportionnelle sur les valeurs en tal, qui en moyenne se situent à la différenciation des salaires, serait plus favorable à l'investissement. Elle se traduirait aisément à un impôt des grandes fortunes, qui est à l'équité, il apparaîtrait tel de 2 millions comme une surtaxe modérément progressive.

Enfin, la réponse est simple : si le patrimoine peut être réparti, le revenu sera plus équitablement distribué. Or si se voient les solutions qui rendent la taxation du patrimoine inéquitable, acceptable sont aussi celles qui rendront fiscalement la plus efficace.

Il faudrait à cet effet offrir une option, mais accompagnée d'avantages évidents. Le rhubarbe garderait le droit d'y pper en subissant, comme un fruit, un taux plus élevé des salaires.

Une situation ambiguë

Le système français d'aujourd'hui, la situation faite aux uns du capital est ambiguë. Les bénéfices sont surtaxés par rapport aux salaires. Les revenus d'épargne antérieure bénéficient au contraire de réductions et de mal ajustées. Le placement de l'impôt sur les bénéfices obligatoires est surtout l'axe pour les gros revenus : fiscal sur les dividendes de l'impôt ou le change en ouvement par l'Etat pour les us petits et moyens : ce système distordu répond mal aux uns du marché financier. L'imitation de l'impôt sur les bénéfices d'entreprise évanouirait : pour autant qu'ils ont part dans le capital de l'entreprise, la taxe différentielle s'applique à eux ; à défaut ils devraient renoncer au barème plus avantageux des salaires.

mécanisme aboutit à faire payer par le contribuable l'augmentation des loyers.

Il serait à l'évidence beaucoup plus efficace et équitable d'accorder une réduction d'impôt sur la part du revenu qui est éparignée, au moment où elle est éparignée. Mais elle ne se mesure que par l'accroissement du patrimoine. Pour être plus précis, elle est égale à cet accroissement sous déduction des plus-values, mais majorée de la compensation éventuelle des moins-values. L'endettement serait naturellement déductible pour l'impôt.

Celui qui accepterait la taxe différentielle sur le capital, dont le taux serait au plus égal à 1 %, bénéficierait à la fois du barème accordé aux salariés pour l'impôt sur le revenu et de la déduction d'impôt pour épargne. Le réseau ainsi conçu encouragerait la triplex : pour obtenir la déduction de l'épargne, il faut déclarer son patrimoine ; la dissimulation du revenu devient alors plus improbable. Celui qui préférerait ne pas payer cette taxe perdrait les avantages actuellement accordés à l'épargne antérieure, et subirait le taux considéré aujourd'hui comme normal à l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire sans la réduction de 20 % de l'assiette, qui est accordée aux salariés. Le contrôle serait singulièrement facilité. Ceux qui acceptent allégrement de payer des taxes plus élevées sans réduction pour leur épargne ne sont sans doute si indifférents que parce qu'ils s'occupent sur des montants très minimes par rapport à leurs vains revenus. L'administration saurait, comme avec une tête chercheuse, où diriger ses brigades.

Politiquement, la formule résout bien des problèmes. Nul n'est tenu à une déclaration de son patrimoine. Mais il s'y attache des avantages considérables. Le dialogue entre les non-salariés, qui innovent les taxes plus élevées, et les salariés, leur charge effective plus lourde, serait enfin tranché. Les petits commerçants et les artisans obtiendraient ce qu'ils espèrent de la loi Royer, l'alignement de leurs impôts sur le barème des salariés, et leur taxe différentielle serait d'autant plus faible que dans le fait ils emploient peu de capital. La question du statut des dirigeants d'entreprise s'évanouirait : pour autant qu'ils ont part dans le capital de l'entreprise, la taxe différentielle s'applique à eux ; à défaut ils devraient renoncer au barème plus avantageux des salaires.

Devrait-on se laisser arrêter par les difficultés supposées de l'évaluation en ce qui concerne certains avoirs ? Elles sont apparemment fort bien résolues dans les pays scandinaves. Par exemple les déclarations sur les terrains ou les immeubles sont opposables aux contribuables en cas d'expropriation. Un manquement judiciaire du droit de préemption donnerait aux collectivités le moyen de dévaluer les minuscules ou de faire des plus-values sur ce qu'elles achèteraient le moins cher. Des formules analogues vaudraient aisément pour les titres non cotés. Que le premier mi-

nistre ne pardonne : peut-on soutenir que l'impôt foncier d'aujourd'hui ressemble déjà à un impôt sur le capital et souligne que la valeur des terrains demeure très aléatoire ? Si la valeur locative aujourd'hui retenue pour base en matière immobilière se rattachait directement à la valeur vénale, l'imposition locale serait différente suivant la nature des lieux, les propriétaires ne paieraient pas le même montant suivant qu'ils recevraient un loyer contrôlé ou libre. Un meilleur fonctionnement du marché des terrains et immeubles résulterait des mécanismes qui resserreraient les marges d'évaluation.

Pas de contradiction

Une taxe différentielle sur la détention du capital n'est pas contradictoire avec l'imposition des plus-values. Bien mieux, les deux sont complémentaires. Les pays scandinaves pratiquent l'une et l'autre, l'Allemagne a le projet d'ajouter à son très vieux impôt sur le capital, quelle s'efforce de moderniser, une imposition généralisée des plus-values. L'un des moyens d'assurer la sincérité dans les déclarations, c'est de prévoir que les plus-values impossibles sont calculées soit à partir de la valeur d'acquisition, soit à partir de la dernière valeur d'acquisition, en retenant la plus basse des deux.

L'instrument décisif contre la fraude serait du même coup remarquable outil conjoncturel : en cas d'inflation par la demande, on majorerait à la fois le taux de l'impôt et le taux de la réduction pour épargne ; l'incitation à épargner serait doublement forte ; on recourrait à la manœuvre inverse dans une situation déflationniste. Et comme le montre l'exemple mis en scène, les sociétés seraient incitées à distribuer des dividendes : car les actionnaires en ont besoin pour payer leur taxe sur la valeur de leurs titres.

Faire de l'impôt sur le capital, non une fin en soi, mais le moyen d'unifier et de faire fonctionner l'impôt sur le revenu, d'encourager l'épargne, de stabiliser la croissance, et même de ranimer la bourse : le paradoxe n'est qu'apparent. Il vaut d'être regardé de près.

PIERRE URL

A L'ÉTRANGER

La deuxième Foire de Dakar a affirmé la vocation internationale du Sénégal

De notre correspondant

Dakar. — La seconde Foire internationale de Dakar, qui vient de fermer ses portes, a rassemblé près de huit cents exposants, venus de cinquante-neuf pays des cinq continents. Pour les dirigeants sénégalais, qui souhaitent faire de leur capitale un grand carrefour international d'échanges entre l'Afrique, l'Europe et les Amériques, c'est comme pour M. Alioune Badara Faye, directeur général de la SOFIDAK (société de la Foire), celle-ci a connu le succès.

Le Japon et la Grande-Bretagne, « grands absents » de la Foire de 1974, ont été présents cette fois. De même que de nombreux pays africains anglophones, qui ont reconnu ainsi la vocation mondialiste de Dakar, au-delà des clivages linguistiques et, pour un temps encore, monétaires et diplomatiques de la colonisation. Ceci est à souligner au moment où se met en place la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (C.E.E.A.O.), qui rassemble, sans discrimination, toutes les anciennes possessions

anglaises, françaises et portugaises de la région, vaste marché de plus de cent vingt millions d'habitants, dont Dakar est le premier port.

Deux rencontres économiques, préparées avec le concours de la C.E.E. et de l'ONUDI, se sont tenues dans le cadre de la Foire. Un colloque a été consacré au développement des échanges entre les A.C.P. (des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, associés à la C.E.E.). Les participants se sont efforcés de dégager les principaux obstacles (moyens de paiement, problèmes fiscaux et douaniers, transports, information) et de proposer des solutions concrètes. Une deuxième réunion a rassemblé des pays industriels qui ne font pas partie de la C.E.E., ainsi que plusieurs pays pétroliers. Pour les pays africains, participant à la Foire ont présenté à ce « forum des investisseurs » leurs projets de développement ayant déjà fait l'objet d'études de faisabilité et de financement, mais nécessitant un apport extérieur de capitaux ou de technologie. Organisée de façon à faciliter au maximum les contacts individuels entre promoteurs et bailleurs de fonds, cette rencontre constitue une initiative intéressante qui fait sortir la Foire de Dakar des sentiers battus et devrait beaucoup contribuer à établir sa renommée.

PIERRE BIARNES

FORTE HAUSSE DES PRIX EN GRANDE-BRETAGNE ET EN ITALIE

En Italie, les prix ont encore augmenté fortement en novembre, bien qu'un peu moins qu'en octobre : 2,1 % au lieu de 3,4 %. Pour les onze premiers mois, la hausse de l'indice, qui s'est établi en novembre à 216,1 (base 100 en 1970), a été de 22 %.

En Grande-Bretagne, les prix de détail ont également monté sensiblement en novembre, quoique de moindre mesure qu'en octobre : 1,4 % au lieu de 2,8 %. En un an, par rapport à novembre 1976, la hausse britannique s'établit à 15 % contre 14,7 % en octobre, ce qui représente le plus haut niveau enregistré depuis le mois de mai. Les produits alimentaires ont contribué pour un tiers à l'augmentation de l'indice, qui s'est situé, en novembre, à 165,8 (base 100 en 1974).

L'automatisme pour 19.985 F*



option air conditionnée 2.400 F*
version boîte mécanique 19.985 F*
JAPAUTO
concessionnaire exclusif
27, avenue de la Grande-Armée - Paris 16^e
Tél. 500.14.51 - prix fixe TOTAL

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Triste fin d'année à la Belle Jardinière

occupée par les grévistes avant le licenciement de la moitié du personnel

Sur la façade de la Belle Jardinière, au Pont-Neuf, la bande-roule agaçante est toujours là : « Venez gagner 1 000 francs à la B.J. » Mais les rideaux de fer sont baissés devant la plupart des vitrines. Trois d'entre elles, décorées pour les fêtes de fin d'année, s'ornent d'attestations d'« Mauvaise gestion ! Notre cadeau de Noël : soixante-deux licenciements sur cent douze employés ».

Depuis le jeudi 16 décembre, la « B.J. » est occupée par son personnel. A l'entrée du grand magasin, le piquet de grève filtre avec soin les badauds qui se présentent. C'est pour une restouche, gémit une vieille dame, et il me manque un bouton. Magnanime, un syndicaliste la laisse passer : « Ne vous en faites pas, on vous la fera votre restouche ». Les autres clients n'auront pas la même chance. « Nous occupons, explique un jeune homme, une seule entrée et en col blanc. Mais nous ne vendons rien, nous ne tirons que ce qui est déjà payé ».

Les « occupants » ne sont pas de dangereux gauchistes. Non loin du rayon des chaussures, deux hommes, pourpres et loges noires, au deuxième étage, les grévistes tiennent une étrange assemblée générale permanente : de vieux messieurs, nets, impeccables, au verbe éloquent, discutent avec de grands gestes, comme s'il fallait persuader quelqu'un d'« acheter tranquille » et qu'il n'y a rien de dangereux à acheter tranquille. C'est pourtant à l'unanimité, cadres compris, que ce personnel, doté d'expérience et plutôt pondéré, a voté la démission collective, parfaitement avec la clientèle des classes moyennes, — a voté une grève « illimitée », reconductible toutes les vingt-quatre heures, à l'appel des trois syndicats de l'entreprise : C.G.T., C.F.D.T. et C.G.C. L'objectif du mouvement : obtenir l'annulation du projet de licenciement qui frappe 55 % de l'effectif.

C'est le 15 décembre dernier que le groupe Agache-Willot — qui a acquis progressivement le contrôle de la Belle Jardinière à partir de 1968 — a décidé de connaître, par la voie de M. Jean-Pierre Willot, directeur général et « observateur économique » adjoint, à la gérance actuelle son intention de procéder à ce licenciement collectif. Avant tout, il a fait connaître à l'ensemble du personnel en cette période de fêtes ? C'était compter, sans doute, sans la forte unité syndicale qui

s'est manifestée à la faveur de cette grève-occupation, à la veille d'un week-end où, traditionnellement, la « B.J. » réalise le plus gros chiffre d'affaires de la saison.

Le mouvement a surpris la nouvelle direction qui, jeudi après-midi, s'est déclarée prête à une « concertation » — la première — avec les représentants des salariés, convoqués à un comité d'entreprise extraordinaire mardi prochain, mais assignés entre-temps en référé ce samedi matin en vue d'une évacuation de l'immeuble. Le projet de licenciement remis en cause, entre autres, l'unique chef comptable, l'unique menuisier, l'unique chauffeur-livreur, ainsi que deux vendeurs auxiliaires et douze ouvrières à domicile retouches à façon. Compte non tenu de ces deux dernières catégories de travailleurs, le grand magasin du Pont-Neuf, avec ses 3 000 mètres carrés, n'emploierait plus que cinquante salariés, et le comité d'entreprise risquerait de disparaître. « En fait, disent les vendeurs, on est en train de transformer la B.J. en simple boutique de mode, et on jette à la porte les meilleurs d'entre nous, qui ont parfois plus de vingt ans de métier. C'est dommage la semaine de la bonité ».

La direction invoque « les mauvais résultats que connaît l'établissement depuis plusieurs années », ainsi que « les difficultés que traverse toute l'industrie du prêt-à-porter ». Les dirigeants de l'intersyndicale, au contraire, soulignent que certaines opéra-

tions effectuées récemment au groupe Agache-Willot, par le truchement de la société holding S.J., — notamment lors du rachat de Contorana — montrent que la crise du secteur textile n'est pas seule en cause. Ils rappellent l'étonnante histoire de la Belle Jardinière, vieille affaire familiale dont la fondation remonte à 1824, le mariage malheureux avec Immo France en 1965, ensuite la prise de contrôle en 1969 par Agache-Willot, qui apporte des actions et acquiert 40 % du capital, puis rachète 10 % des actions anciennes au prix de 840 F.

Au Pont-Neuf, ce sera la ronde des directeurs : l'un vise le « discount », pour concurrencer les « Puccis », l'autre hérite des ventes de vêtements du Bon Marché, qui gèrera la B.J. de 1971 à 1973 ; un autre, enfin, « parcellaire », sur-stockage de marchandises griffes du vêtement. L'été dernier, les frères Willot ont limogé le directeur qui avait régné sur l'établissement de 1973 à 1976. Pour les salariés, cette gestion fantaisiste, sinon suicidaire, s'est traduite par de nombreux licenciements : sur-stockage de marchandises, faibles salaires (vingt-quatre postes à moins de 2 000 F brut par mois, bien que, selon la direction, la masse salariale représente 36 % du chiffre d'affaires), commandes de matériel et transformations murales souvent onéreuses, et surtout, départ de nombreux clients désorientés par les changements de style successifs.

A la limite, une telle politique n'est-elle pas dans la logique du système des holdings ? Alors que l'observait un délégué C.G.C. venu apporter l'appui de sa confédération aux membres de l'intersyndicale, la crise d'aujourd'hui met en lumière, une fois de plus, les procédés des magnats du textile et de l'immobilier : tandis que les sociétés holdings s'enrichissent en encaissant les loyers des immeubles abandonnés par les entreprises « restructurées », ces dernières voient leur surface de vente réduite, leur chiffre d'affaires « apuré », leur personnel licencié, leur clientèle récupérée.

Un vieux collaborateur de l'entreprise résume la situation : « En d'autres temps, soupire-t-il, cela s'appellerait de la piraterie ».

JEAN BENOTT

Reçu par M. Barre

M. BERGERON DÉCLARE QUE L'ACCORD DE SALAIRE POUR 1976 SERA RESPECTÉ

M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, à la tête d'une délégation de F.O., s'est entretenu samedi 18 décembre, pendant trois heures, avec M. Raymond Barre, qu'assistait M. Benulac, ministre du travail. L'entretien a porté exclusivement sur les salaires du secteur public.

Force ouvrière, a dit M. Bergeron à l'issue de l'entretien, est d'une politique de la main-d'œuvre, tout à fait consciente de l'importance de la lutte contre l'inflation et de ses répercussions sur l'emploi. Nous croyons, a-t-il ajouté, que la politique contractuelle est un élément de cette lutte et qu'elle est indispensable à la réalisation de toute politique économique. C'est pourquoi nous avons mis insisté auprès du premier ministre pour que la vie contractuelle soit maintenue.

Mais nous n'avons pas négocié avec M. Barre, car alors nous nous serions placés dans l'optique d'une politique des revenus dont nous ne voulons absolument pas. Il n'y aura donc pas de discussions globales, mais des négociations qui s'engageront au niveau de la fonction publique et de chaque entreprise nationalisée — sans doute à des moments différents.

M. Bergeron n'a pas voulu, on ne peut donner d'autres indications sur l'ouverture et le contenu de ces négociations. Il a ajouté, toutefois, que les fédérations F.O. s'attachent au respect intégral des dispositions « oteuses » dans l'accord 1976. M. Barre, selon M. Bergeron, se serait engagé à les faire respecter.

Au troisième trimestre

LES SALAIRES OUVRIERS ONT AUGMENTÉ DE 3,4 %

Les salaires horaires ouvriers ont augmenté de 3,4 % au troisième trimestre (+ 0,6 % en pourcentage d'achat), ce qui porte leur progression, en un an, à 14,9 % (octobre 1976 comparé à octobre 1975), soit 4,7 % en pouvoir d'achat. Cependant, compte tenu de la diminution de la durée du travail, l'augmentation du taux hebdomadaire n'a été que de 14 % en un an, soit 3,7 % en pourcentage d'achat.

La durée hebdomadaire du travail, pour l'ensemble des salariés, est revenue, selon le ministère du travail, de 41,9 heures à 41,7 heures au troisième trimestre.

L'indice brut des effectifs salariés a de nouveau baissé de 0,1 % au cours du troisième trimestre.

● NOUVEL ACCIDENT MORTEL DANS L'EST. — Échappé par une bande transporteuse, remise en route après entretien, un ouvrier de Meistratzheim (Bas-Rhin) a été tué le 17 décembre dans une carrière à Obernai. La victime, M. Joseph Frantz, était père de trois enfants.

D'autre part, l'union C.G.T. de la construction des Hauts-de-Seine a protesté contre « le manque de sécurité » sur un chantier de Garches, où trois ouvriers avaient fait une chute mortelle ces derniers jours.

LOGEMENT

MANIFESTATION A BELLEVILLE POUR LE RELOGEMENT DE QUATRE FAMILLES

A l'appel des élus communistes et socialistes du quartier plusieurs personnes ont manifesté, vendredi 17 décembre, rue Rebeval et rue de Belleville, dans le dix-neuvième arrondissement de Paris, pour obtenir en faveur de plusieurs familles, des conditions de logement décentes (le Monde du 18 décembre).

Parmi les quatre familles qui habitent l'immeuble du 15 de la rue de Belleville, promis à la démolition, se trouve la famille Beronadi, dont la petite fille avait été conviée à l'arbre de Noël de l'Elysée.

De son côté, l'Elysée a donné les précisions suivantes :

— La liste des enfants invités à l'arbre de Noël n'est pas établie par la présidence de la République. Les inspecteurs d'académie désignent des écoliers parmi les cas désertés et les plus méritants.

— Mme Valéry Giscard d'Estaing a reçu mercredi des mains des enfants un volumineux courrier dans lequel se trouvait la lettre de la petite Nora Beronadi et elle en a pris connaissance. Le service social de l'Elysée a pris contact avec la préfecture de Paris. Celle-ci a indiqué que le cas devait être soumis à la commission compétente au cours de sa réunion du lundi 20 décembre.

Ecole Nouvelle d'Organisation Économique et Sociale

EXPERTISE COMPTABLE

Préparation sur place et à distance
CERTIFICATS SUPÉRIEURS de Janvier à Juin 1977

- Révision comptable.
- Juridique et fiscal.
- Organisation et gestion des entreprises.

Dans un centre d'Études reconnu par l'État.

NIVEAU D.E.C.S. exigé.

ENOES
62 r. Miromesnil 75008 Paris
522.53.86 (lignes groupées)

L'ESPAGNE A ENCORE BESOIN

DE NOUS

Plus de 200 prisonniers politiques et sociaux espagnols passeront ces fêtes de fin d'année en prison, malgré la soi-disant amnistie.

Que leur parvienne, ainsi qu'à leurs familles et plus particulièrement à leurs enfants l'amitié chaleureuse de notre solidarité pour ces fêtes, qui, nous l'espérons, seront les dernières passées, en captivité.

Envoyez vos dons directement au C.I.S.E., 198, rue Saint-Jacques 75005 - Paris. Tél. : 325-55-80.

C.C.P. La Source 30574.50 F
C.C.P. - Marcos Ana, Crédit Lyonnais U - 421.72741 - R.



Une exposition - vente d'objets pour le « NOËL DE LA SOLIDARITÉ » tient, jusqu'au 10 janvier au siège, rue St-Jacques.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI			L'IMMOBILIER	
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70	"Placards encadrés"	28,00
(la ligne colonne)			"Double insertion"	34,00
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04	"Placards encadrés"	38,00
CAPITAUX OU	9,00	10,33	L'AGENDA DU MONDE	40,00
PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73		28,00

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

La Banque des Règlements Internationaux
UNE INSTITUTION INTERNATIONALE A BASE
(SUISSE)

recherche
POUR SON DEPARTEMENT MONETAIRES
ET ECONOMIQUE

ECONOMISTES

Agés de préférence de 25 à 40 ans.
L'activité de ce Département porte essentiellement
sur les questions économiques nationales et inter-
nationales, ainsi que sur des travaux d'analyse
théorique et appliquée.

Les candidats devront pouvoir faire état d'une
formation universitaire de haut niveau et posséder
une parfaite connaissance de la macro-économie,
en particulier dans les domaines précités.

Il serait en outre souhaitable qu'ils puissent jus-
tifier d'une expérience professionnelle acquise soit
dans des organismes nationaux ou internationaux
de recherche, soit au sein d'établissements ban-
caires.

Les candidats devront pouvoir s'exprimer com-
mément en anglais, ainsi qu'en français. Une
bonne connaissance d'autres langues euro-
péennes, en plus du français, notamment de
l'allemand, serait également appréciée.

Bonne rémunération, système de pension et régime
social de tout premier ordre, et autres avantages
complémentaires.

La B.R.I. possède son propre centre sportif.
Les candidats sont invités à envoyer leur candi-
dature, en indiquant un curriculum vitae, copie de
leurs certificats et une photographie récente,
au Bureau du Personnel, Banque des Règlements
Internationaux, Case postale n° 262, CH-4002 Bâle
(Suisse).

offres d'emploi

Tunisie

« Importante Société recrute Ingénieur
tunisien diplômé grande école
pour occuper haut poste de responsabilité
dans nouvelle entreprise
à réaliser dans la région de Bizerte
(Tunisie) ».

Ecrire au Bureau Régional de l'Emploi
49 Ter., Avenue Sinan Pacha - TUNIS.

Offre N°1128

TRES IMPTE ENTREPRISE
recherche pour son usine du Sud-O.
PROVINS

JEUNE INGENIEUR
DE 1^{er} PLAN

ayant au moins quelques
années d'expérience, pour
poste de responsabilité
dans construction résident
distribution électrique.
Grande aptitude de gestion
autonome indispensable.

Joindre obligatoirement photo
et C.V. manuscrit.
Ecrire à M. J. CONTESSÉ
PUBLICITE, 20, avenue de
l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmet.

Import. société multinationale
rech. pour son usine du Sud-O.
(600 personnes)

INGENIEURS
pour postes de responsabilité
technique ou de gestion.

Profil : 30 ans env., expé-
rience 2 ans minimum.
Formations : Ingénieur E.C.P.,
E.N.S.I., m.c., A.M., C.E.S.T.,
Sup. Aéro., E.S.F., I.O.N.,
Fonction complémentaire de
gestion appréciée.

Grandes possibilités de carrière
à réussite.
Envoyer C.V., prêt, à HAVAS
ANGOULEME, n° 824, qui tr.

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

GRAND LUXE 85 m² environ
Belle villa, ch. d'hiver, 100 m² de
jardin, piscine, parking, 200 m² de
terrain, 15 à 17 h., 37, rue MURAT.

RUE RAYMOUARD
Imm. standing, pierre de taille
Salon, 3 ch. à manger, 2 cabres,
p. 6, tout confort, 135 m² +
chambre service, 60.000 F.
JEAN FEUILLEAU, 1. 345-61-61.

PARIS Rive gauche
Bel immeuble pierre de taille
2 pièces
PRIX INTERESSANT
(angle 100, rue Saint-Jacques),
sam. dim. lundi 14 h. 30-17 h. 30.

M^{re} LUXEMBOURG
Bel immeuble pierre de taille
2 pièces
PRIX INTERESSANT
(angle 100, rue Saint-Jacques),
sam. dim. lundi 14 h. 30-17 h. 30.

M^{re} PLAISANCE
Entrée cuisine,
salle de bain, w.c.
3.800 LE m² agréablement
entouré
82, rue CASTAGNARY
sam. dim. 14 h. 30-17 h. 30.

M^{re} DUPLEX
ATELIER D'ARTISTE en duplex
71 conf. 60 m² Px 300.000 F.
JEAN FEUILLEAU, 1. 345-61-61.

M^{re} ECOLE-MILITAIRE
Bon immeuble, 3 étages - Cuisine
PETIT STUDIO, entrée, cuisine,
coin salle de bain, w.c.
44, avenue ROCQUET
sam. dim. lundi 13 h. 30-16 h. 30.

M^{re} ODEON
PETIT STUDIO, poutres,
kitchen, salle de bain, w.c. lat.
4, rue de Valenciennes
(angle 20, rue de Buci)
sam. dim. lundi 13 h. 30-16 h. 30.

M^{re} COURVILLE
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

M^{re} COURVILLE
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

M^{re} COURVILLE
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

M^{re} COURVILLE
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

M^{re} COURVILLE
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

M^{re} COURVILLE
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

M^{re} COURVILLE
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

M^{re} COURVILLE
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

M^{re} COURVILLE
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

M^{re} COURVILLE
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

M^{re} COURVILLE
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

M^{re} COURVILLE
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

M^{re} COURVILLE
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

M^{re} COURVILLE
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

M^{re} COURVILLE
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

M^{re} COURVILLE
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

M^{re} COURVILLE
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

M^{re} COURVILLE
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

M^{re} COURVILLE
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

locations

non meublées

Demande

Région parisienne

Pour Société Européenne, ch.
ville, villas pour 2000 F.
Durée 2 à 6 ans. - 345-57-52.

PROVINCE
PRIZ-DELYS
FACE AU MONT BLANC
Dernière née des gdes stations
Au pied des pitons, dans
GDS CHALETS SAVOYARDS
DE STUDIO au 2 P.
Rénovation locative soignée
Renseignements: M. J. CONTESSÉ
Studio FOCH, 15, av. Victor-
Hugo, Paris (16), 828-34-34.
Sur pl. : M. Anthoine-Bianc,
La Pallée-Tignes (Haute-
Savoie). - Tél. (50) 16-57-71.

AVOIRAZ (Haute-Savoie)
Ligne pour Noël. Vos meublé
loc. studio neuf de 102. 4 pers.
3 niv. Terrasse plein sud sur
plate. Plac. rentable. Px 170.000 F.
Tél. : 929-27-71, heures reçues.

VALBERG (A.A.) 3 étages studio
meublé plein soleil, 3 étages.
HAVAS n° 1.295 1010 AIX.

appartements occupés
7-MONTESSON - R.E.R.
PLAISIR - GRIGNON S.N.C.P.
2 et 3 p. rapport. - 625-16-76.

Villégiatures
COURVILLE - 1.550 m
2 STUD. à louer, tout équipé
4 PERS. CHAQUE. - Du 14-12
09-76-44 ou 011 23-52-31.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

locations

non meublées

Demande

Région parisienne

Pour Société Européenne, ch.
ville, villas pour 2000 F.
Durée 2 à 6 ans. - 345-57-52.

PROVINCE
PRIZ-DELYS
FACE AU MONT BLANC
Dernière née des gdes stations
Au pied des pitons, dans
GDS CHALETS SAVOYARDS
DE STUDIO au 2 P.
Rénovation locative soignée
Renseignements: M. J. CONTESSÉ
Studio FOCH, 15, av. Victor-
Hugo, Paris (16), 828-34-34.
Sur pl. : M. Anthoine-Bianc,
La Pallée-Tignes (Haute-
Savoie). - Tél. (50) 16-57-71.

AVOIRAZ (Haute-Savoie)
Ligne pour Noël. Vos meublé
loc. studio neuf de 102. 4 pers.
3 niv. Terrasse plein sud sur
plate. Plac. rentable. Px 170.000 F.
Tél. : 929-27-71, heures reçues.

VALBERG (A.A.) 3 étages studio
meublé plein soleil, 3 étages.
HAVAS n° 1.295 1010 AIX.

appartements occupés
7-MONTESSON - R.E.R.
PLAISIR - GRIGNON S.N.C.P.
2 et 3 p. rapport. - 625-16-76.

Villégiatures
COURVILLE - 1.550 m
2 STUD. à louer, tout équipé
4 PERS. CHAQUE. - Du 14-12
09-76-44 ou 011 23-52-31.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

viagers
Rech. viager occupé ou libre
F. CRUZ, 4, rue de la Boétie
246-19-40
Tél. Indiv. tous les jours.
Estimation gratuite, discrète.

maisons de

campagne

TRÈS RARE
Maison 150 m² environ
Cuis. séj., 7 cabres, habitable
suite (sacra trois), cave, beau
grand jardin, 1000 m² de
terrain, 15 à 17 h., 37, rue MURAT.

RUE RAYMOUARD
Imm. standing, pierre de taille
Salon, 3 ch. à manger, 2 cabres,
p. 6, tout confort, 135 m² +
chambre service, 60.000 F.
JEAN FEUILLEAU, 1. 345-61-61.

PARIS Rive gauche
Bel immeuble pierre de taille
2 pièces
PRIX INTERESSANT
(angle 100, rue Saint-Jacques),
sam. dim. lundi 14 h. 30-17 h. 30.

M^{re} LUXEMBOURG
Bel immeuble pierre de taille
2 pièces
PRIX INTERESSANT
(angle 100, rue Saint-Jacques),
sam. dim. lundi 14 h. 30-17 h. 30.

M^{re} PLAISANCE
Entrée cuisine,
salle de bain, w.c.
3.800 LE m² agréablement
entouré
82, rue CASTAGNARY
sam. dim. 14 h. 30-17 h. 30.

M^{re} DUPLEX
ATELIER D'ARTISTE en duplex
71 conf. 60 m² Px 300.000 F.
JEAN FEUILLEAU, 1. 345-61-61.

M^{re} ECOLE-MILITAIRE
Bon immeuble, 3 étages - Cuisine
PETIT STUDIO, entrée, cuisine,
coin salle de bain, w.c.
44, avenue ROCQUET
sam. dim. lundi 13 h. 30-16 h. 30.

M^{re} ODEON
PETIT STUDIO, poutres,
kitchen, salle de bain, w.c. lat.
4, rue de Valenciennes
(angle 20, rue de Buci)
sam. dim. lundi 13 h. 30-16 h. 30.

M^{re} COURVILLE

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. LA LIBÉRATION DE MIN. BOUKOVSKI ET CORVALAN

4. AMÉRIQUES

5. PROCHE-ORIENT

Les dirigeants palestiniens semblent décidés à rechercher un règlement avec Israël.

6. EUROPE

LES ENTRAÎNÉS ARABES UNIS

Pages 3 à 5
— Une prospérité basée sur la manne pétrolière.
— Les marchés d'armes : du pistolet automatique au Mirage.

9. AFRIQUE

— TANZANIE : M. Nyerere pourrait abandonner la présidence de M. Jumahe.

9-10. POLITIQUE

LE MONDE ADJOURD'HUI

Pages 11 à 18
— Au fil de la semaine : Le déjeûner du président, par Pierre Viaumon-Ponté.
— Lettre de Sidi-Obba (Libye), par Paul Balta.
— Revue des revues, par Yves Florence.
— Langage et gastronomie, par Jacques Ollivier.
— Fête nationale au Bénin : Un pays tout entier mobilisé, par Jean Fridel.
— RADIO-TELEVISION : La grève des artistes-interprètes se prolonge : une minute de valse pour la S.F.P., par Catherine Guigon ; Point de vue : « Il s'agit des intérêts du public ».

19. SCIENCES

— Le conseil du CERN adopte un budget en légère diminution.

19. EDUCATION

— Un temple voué à Paris.

19. RELIGION

— L'Italie mène 2-0 devant le Chili.

20. SPORTS

— TENNIS : Coupe Davis : le Chili.

— VOILE : la guerre des grandes courses dans l'Atlantique.

20. JUSTICE

— Justice et socialisme propose un barème des honoraires d'avocats.

21. EQUIPEMENT ET RÉGIONS

— QUALITÉ DE LA VIE : l'omniscience et ses dangers.

22-23. ARTS ET SPECTACLES

— CULTURE : le dégel des musées de province.

25. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— CONFLITS ET REVENDICATIONS : triste fin d'année à la Belle Jardinière.

26-27. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE FGALEMENT

RADIO-TELEVISION (13 à 16) : Années classées (18) ; Aujourd'hui (19) ; Journal officiel (18) ; Carnet (24) ; Météorologie (18) ; Mots croisés (18).

Concessionnaire

Poids Lourds

grande marque internationale dans métropole Aquitaine

LIBRE

du 1^{er} janvier 1977

5.000 m² couverts

équipement moderne

atelier et service

pièces détachées

service commercial

structure

étudie

toute proposition

de concession

dans cette région

Mr. F. 8.047, BAYAS BORDEAUX

54, cours du Chapeau-Rouge

33 - BORDEAUX

A B C D E F G

L'enlèvement du président du Conseil d'État espagnol

• Le gouvernement rejette l'ultimatum des ravisseurs

• L'extrême droite prépare des représailles

Deux avocats espagnols, M. Luis Castells et Manuel Gonzalez Berzosa, sont arrivés à Paris samedi 18 décembre à 6 heures du matin. Mission de la dernière chance encouragée par le gouvernement de Madrid : ils espèrent engager dans la capitale française des négociations avec les représentants du groupe extrémiste qui a enlevé il y a une semaine, à Madrid, M. Antonio Maria de Oriol, et qui réclame maintenant la libération de tous les prisonniers politiques espagnols en échange du président du Conseil d'État.

Les deux avocats, arrivés une première fois peu après minuit au Bourget, avaient été refoulés par la police française alors que leurs papiers, affirmant-ils, étaient en règle. Revenus à Madrid, ils en repartaient vers 4 heures du matin à bord d'un appareil mis à leur disposition par le gouvernement qui a rejeté formellement vendredi soir l'ultimatum des ravisseurs.

Il semble que les autorités espagnoles accep-

teraient de délivrer des sauf-conduits aux membres du groupe ayant enlevé M. de Oriol, afin qu'ils puissent gagner sans encombre l'Algérie. Mais il ne serait pas question d'aller plus loin. M. Rodolfo Martin Villa, ministre de l'Intérieur, a été de ce point de vue catégorique dans l'allocation télévisée qu'il a prononcée vendredi soir, à l'heure où expirait l'ultimatum des ravisseurs.

Selon un message téléphonique anonyme, reçu samedi matin par la rédaction madrilène de *« El País »*, M. de Oriol aurait été exécuté. Mais des doutes sérieux ont été émis par le directeur du journal sur l'authenticité de ce message. Il reste que les organisations d'extrême droite ont affirmé qu'elles procéderaient à des exécutions de plusieurs personnalités de gauche si la mort de M. de Oriol devait être confirmée. Une alliance apostolique anti-communiste espagnole parle dans un texte adressé à des journaux de Barcelone d'une « nuit des longs couteaux ».

De notre correspondant

M. Rodolfo Martin Villa, déclarait que « les seuls responsables de l'assassinat seraient ses auteurs et leurs complices » et que ceux-ci « seraient poursuivis par tous les moyens dont dispose le gouvernement » afin que justice soit rendue « et non pas par un esprit de vengeance ». Le ministre a souligné que « le gouvernement n'accepte le chantage d'aucun groupe d'extrémistes ».

Après avoir expliqué brièvement les démarches réalisées en Espagne et à l'étranger, afin de prendre contact avec les auteurs de l'enlèvement, sans trouver aucun interlocuteur valable, le ministre a affirmé que « le propos du gouvernement était et est toujours d'user généreusement de la clémence afin de fermer de

vielles blessures », mais qu'il abdiquerait s'il permettait que « la loi soit soumise à la suprématie de la violence ». Le message du ministre de l'Intérieur a renforcé le pessimisme quant à la possibilité d'une issue favorable. Un décret d'amnistie totale serait d'application difficile après l'assassinat du président du Conseil d'État.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

• Le gouvernement semble s'acheminer vers une épreuve de force avec les mille huit cents dockers du port de Barcelone paralysés par des grèves depuis le 1^{er} décembre. Les dockers ont voté vendredi 17 décembre, en faveur d'une poursuite de la grève, une commission ouvrière ayant signalé que l'autorité nationale portuaire, dont le siège est à Madrid, a rejeté les demandes des dockers. (Reuters.)

• Les résultats du référendum en Espagne ont révélé une victoire des « forces démocratiques » de la gauche, estime, vendredi 17 décembre à Moscou, l'agence Tass. « Si l'on tient compte de la situation concrète dans laquelle s'est déroulé le référendum, écrit Tass, le résultat est un quart d'abandonnistes et de bulletins blancs parmi les citoyens en âge de voter — doit être compris comme un sérieux succès des forces démocratiques ». En ce qui concerne les forces d'extrême gauche, Tass les accuse « d'être les alliés objectifs des franquistes » et « d'avoir provoqué des troubles » telles que l'enlèvement du président du Conseil d'État M. Oriol, « qui donnent une préférence aux forces de droite pour l'abolition de la répression contre les démocrates ». (A.F.P.)

• A Madrid, le vendredi 17 décembre, pour la première fois depuis quarante ans en Espagne, près de mille membres des forces de l'ordre (gardes civils et police armée) ont manifesté en civil, dans les rues du centre de Madrid. Ils voulaient faire connaître leur réprobation de leurs conditions de travail et modifier leur image auprès de l'opinion, « afin que le peuple ne croie pas que nous sommes contre lui ». Le général Chicharro sous-inspecteur de la police armée, qui, en uniforme, tentait d'interrompre la manifestation, fut malmené et légèrement blessé. — (Corresp.)

NOMINATIONS DE MAGISTRATS

M. Valéry Guérand d'Estang a présidé vendredi 17 décembre une réunion des magistrats au cours de laquelle ont été nommés conseillers à la Cour de cassation : Paul-Julien Doll et Pacifique Robineau, présidents de chambre à la cour d'appel de Paris ; Jean Cosson, procureur général à Paris ; Robert Dupuy, premier président à Saint-Denis-de-la-Réunion ; Jacques Giffard, ancien avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation ; Lucien Gaudin, avocat général à Paris ; Jean-Michel Aubouin, premier vice-président au tribunal de Paris.

M. Pierre Mangin a été nommé président de la chambre civile de la Cour de cassation en remplacement de M. Raoul Combaland, admis à la retraite.

Le numéro du *« Monde »* daté 18 décembre 1976 a été tiré à 569 903 exemplaires.

La visite de M. Soares à Brasília a été un succès

De notre correspondant

Brasília. — M. Mario Soares a réussi la première partie de son voyage au Brésil : il a dégelé les relations entre Lisbonne et Brasília, pratiquement au point mort depuis la démission du général Spínola de la présidence de la République portugaise. S'il ne repart pas avec une aide spectaculaire du « pays frère », lui-même obligé de frapper à bien des portes pour surmonter ses difficultés financières, du moins a-t-il relancé la coopération entre les deux pays.

Son succès personnel a été considérable : il a conquis à la fois la presse, la classe politique et les autorités gouvernementales, les uns par la fermeté de son propos démocratique et progressiste, les autres par la hardiesse avec laquelle il a exposé le danger totalitaire auquel son pays a échappé.

Le premier ministre portugais a été habile et ouvert, comme à l'accoutumée : il a tenu aux dirigeants brésiliens le langage qui pouvait le plus les impressionner en leur expliquant comment lui et son parti avaient décelé et déjoué la conspiration communiste ourdie pour s'emparer du pouvoir à Lisbonne. Un travail de prévention dans le mètre sans était accompli simultanément par le ministre de la défense, le colonel Mario Fimino Miguel, dont, devant les journalistes, M. Mario Soares a fait des éloges très remarqués, vendredi 17 décembre.

Il serait évidemment simpliste de dire que les deux gouvernements se sont rapprochés sur la base de l'anticommunisme. M. Mario Soares s'est tout simplement efforcé de rassurer ses hôtes quant à la viabilité d'un nouveau dialogue luso-brésilien : après avoir contenu ses « extrémistes » et acquis une certaine stabilité, la révolution du 24 avril a les contours français pour rétablir, d'un bord à l'autre de l'Atlantique, les relations « privilégiées » qui, en dépit des divergences idéologiques, ont toujours

et des « retournés » d'Angola et du Mozambique pourront être accueillies, à condition qu'elles soient profitables à l'économie brésilienne, ce qui limite évidemment le choix.

Le Brésil affectera, en outre, 50 millions de dollars aux crédits destinés à financer ses exportations, ce qui est peu, mais correspond tout de même à la quasi-totalité de ses ventes au Portugal en 1975. Les deux pays envisagent de réactiver leur commerce.

Les deux pays se donnent également un mois et demi pour régler une partie de leur contentieux des affaires de la « révolution de celle » ont par conséquent certaines affaires brésiliennes au Portugal, comme la chaîne de magasins, Pao-de-Açúcar et le consortium bancaire Unibanco, ce qui a pour effet, par contrepoint, de bloquer les activités au Brésil du groupe Sociedade Financeira contrôlé par l'Etat portugais.

A São-Paulo, où il est arrivé vendredi, M. Mario Soares a accompli une autre étape difficile de son voyage : convaincre les nombreux cadres émigrés après 25 avril qu'ils pouvaient retourner dans leur patrie, étant donné la tranquillité politique, sinon sociale, qui commence à y régner. S'il d'un journal à l'autre, d'un jour à l'autre, comme un « grand homme d'État », comme l'homme qui a en l'histoire et l'intelligence nécessaires pour parer à un nouveau « coup de Frague », le chef du parti socialiste portugais s'est taillé un beau succès auprès des deux partis qui constituent tout le spectre politique brésilien lorsqu'il a été reçu, jeudi, au Congrès, à Brasília. En disant aux parlementaires que « la liberté de nos adversaires, du Portugal, est aussi précieuse que la nôtre », il n'a pas seulement permis aux journaux de faire leurs plus beaux titres, il a ainsi adressé un message parfaitement clair pour les Brésiliens de tous bords.

CHARLES VANHECKE.

POUR LA PREMIÈRE FOIS

« Le Quotidien du peuple » accuse la « bande des quatre » d'avoir tenté de « massacrer » ses adversaires

Pékin (A.F.P.). — La veuve de Mao, Mme Chiang Ching, et ses compagnons de la « bande des quatre » ont été accusés, vendredi 18 décembre, pour la première fois officiellement, d'avoir tenté d'assassiner M. Hua Guo-feng et de « massacrer » un grand nombre d'adversaires dans le parti, le gouvernement et l'armée.

Cette accusation est portée dans un article qui couvre presque entièrement les deux premières pages du *« Quotidien du peuple »*.

Dans cet article, qui foisonne de détails nouveaux sur des faits déjà connus dans leurs grandes lignes, apparaît également pour la première fois la véritable citation de Mao déformée en « faux testament » de l'ancien président par sa veuve et ses trois complices.

MM. Wang Hung-wen, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan : « Agir conformément aux principes du marxisme » et non pas comme le publient les « comploteurs » de Pékin : « Agir conformément à l'orientation établie ». L'article renforce également la conviction que le cas de l'ancien vice-premier ministre, M. Teng Hsiao-ping, est actuellement en cours de réexamen.

Un grand « meeting de lutte », sorte de grand procès populaire dont l'accusé aurait été M. Chiao Kuan-hua, ministre des affaires étrangères, limogé le 2 décembre, a été annoncé samedi à Pékin, mais il a été reporté à une « date proche » après des nouvelles accusations portées contre la « bande des quatre ».

Après une enquête sur des opérations immobilières

LE MAIRE DE NANCY ENGAGE UN RECOURS CONTRE LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Le maire de Nancy, M. Marcel Martin, ancien sénateur non inscrit, a annoncé, vendredi 17 décembre, au cours d'une conférence de presse, qu'il avait engagé un « recours hiérarchique » contre le préfet de Meurthe-et-Moselle, M. Jean Rochet, et demandé une audience au ministre de l'Intérieur.

M. Martin, en cause par le préfet, M. Pierre Delber (réf.), premier adjoint, a lui aussi, demandé une audience à M. Michel Fontanowski, Le préfet, qui accuse M. Delber d'avoir falsifié, en le lisant devant le conseil municipal, un document préfectoral, avait convoqué à la préfecture, M. Delber reproché à M. Rochet d'avoir employé des « méthodes policières ».

Le maire de Nancy et son premier adjoint, estiment que M. Rochet a « usurpé les droits qui lui confèrent ses fonctions ». Cette nouvelle passe d'armes entre le préfet et le maire de Nancy (le *« Monde »* du 22 juin) fait suite à l'enquête de l'inspection générale de l'administration sur les opérations immobilières de la ZAC Thiers demandée par neuf conseillers membres de la majorité présidentielle.

• M. de l'Estelle nommé « Monsieur Lorraine ». M. Eugène de l'Estelle, ingénieur général de l'industrie au ministère de l'Industrie et de la recherche, a été nommé « Monsieur Lorraine ». M. de l'Estelle sera l'interlocuteur privilégié du commissariat à l'industrialisation de la Lorraine et des élus régionaux, notamment sur les problèmes posés par le chômage conjoncturel, etc.

NOUVELLES BRÈVES

• M. Raymond Barre a remis, vendredi 17 décembre, à M. Louis Leprieux-Ringuet, président de l'Organisation française du Mouvement européen, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur. A cette occasion le premier ministre a déclaré : « Il faut veiller à ce que se crée une base indissoluble de la construction européenne : l'union douanière et la politique agricole commune. (...) Nul ne fera l'Europe contre les nations, tout le monde, le croit, aujourd'hui, le comprend et l'extrémisme n'est plus de mise. Personne ne dit plus : « L'Europe en aucun cas ». Personne ne dit plus : « L'Europe, il n'y a qu'à ». L'heure des hommes responsables et déterminés est arrivée. »

• Deux soldats ont été tués et douze autres grièvement blessés dans un accident d'hélicoptère qui s'est produit ce samedi 18 décembre près de Nancy. Un hélicoptère Puma-SA-330, qui se dirigeait vers Reims venant du département de la Moselle, s'est écrasé vers 10 heures dans la forêt de Bouclément à quelques kilomètres de Nancy.

GALERIE LAMBERT

14, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris-4^e
Tél. 325-14-21 — M^{re} Pont-Marie

CADEAUX DE PRESTIGE

de 25 à 20.000 francs

peintures - sculptures - dessins - gravures - lithographies
colleges - offices
émaux peints et chambrés, cloisonnés or et argent

de Raymond Mirande

ouverte aussi dimanche après-midi

En Argentine

L'AUTEUR DE L'ATTENTAT À LA BOMBE AU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE A ÉTÉ IDENTIFIÉ

Buenos-Aires (A.F.P., A.P.). — Dans un communiqué publié au soir du vendredi 17 décembre, le gouvernement argentin a révélé le nom de l'auteur de l'attentat à la bombe commis le 14 décembre dans une salle de projection du sous-séjour à la planification du ministère de la défense. Il s'agit d'un sociologue de vingt-neuf ans, M. José Luis Dios, travaillant à ce ministère, et actuellement en fuite. Il est activement recherché par la police. Deux des vingt-trois personnes atteintes par l'explosion ont succombé à leurs blessures, ce qui porte à onze le nombre officiel des victimes de l'attentat (au lieu de quatorze, chiffre avancé sur le moment par les agences) mais on estime que le bilan définitif pourrait se monter à quinze morts et à une trentaine de blessés.

D'autre part, les forces de sécurité argentine ont abattu au cours d'acrobaties en trois points du pays treize guérilleros dans les seules journées de jeudi et de vendredi. Deux chefs de l'organisation des Montoneros (personnes de gauche), dont une femme, Graciela María Mallandí, ancienne responsable étudiante de ce mouvement, auraient été tués pendant ces engagements.

POUR LES FÊTES, AVEC LE POISSON ET LES HUITRES

le

POUILLY - FUISSÉ

Grand Vin Blanc de BOURGOGNE

DEPUIS 1938

RASOIRS électriques... RÉPARATIONS IMMÉDIATES

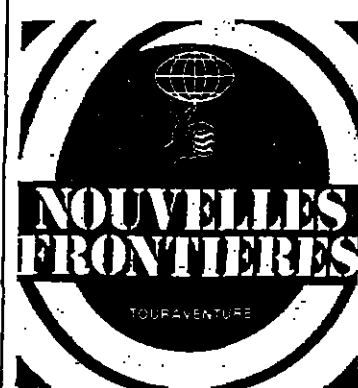
COUVERTURE - BROUSSE ELECTRO-MÉNAGER

CADEAUX - GADGETS UTILES

DIDIER - NEVEUR

23, Rue Marbeuf - Tél. : BAL 61-70

20, Rue de la Paix - PARIS



VISITEZ LE PORTUGAL EN 1977

PARIS-LISBONNE Vois spéciaux et charters 675 F A/R

Vacances d'hiver du 6-02 au 13-02 du 13-02 au 20-02 du 20-02 au 27-02

Vacances de Pâques du 2-04 au 17-04

Été 1977 Vol hebdomadaire à partir du 30 juin jusqu'au 15 septembre Durée possible de séjour d'une semaine à un mois.

Séjour à partir de 1 125 F la semaine en pension complète comprenant l'aéroport Paris-Lisbonne

une semaine en pension complète dans un hôtel de Lisbonne ou d'Estoril aux dates des vols spéciaux ci-dessus

BON À DÉCOUPER ET À ENVOYER À NOUVELLES FRONTIÈRES 66, bd Saint-Michel - 75006 PARIS Tél. : 325.57.51 - 633.28.91

NOM RUE VILLE

Je désire recevoir la documentation sur le voyage

Je désire recevoir la documentation sur le voyage

Je désire recevoir la documentation sur le voyage

Je désire recevoir la documentation sur le voyage

Je désire recevoir la documentation sur le voyage

Je désire recevoir la documentation sur le voyage

Je désire recevoir la documentation sur le voyage

Je désire recevoir la documentation sur le voyage

Je désire recevoir la documentation sur le voyage

Je désire recevoir la documentation sur le voyage

Je désire recevoir la documentation sur le voyage

Je désire recevoir la documentation sur le voyage

Je désire recevoir la documentation sur le voyage

Je désire recevoir la documentation sur le voyage

Je désire recevoir la documentation sur le voyage

Je désire recevoir la documentation sur le voyage